

L'heure de « Maggie »

Diabliesse de femme! Non seulement elle gagne régulièrement les élections, se maintenant au pouvoir depuis presque dix ans, mais elle est aussi partout à la fois. A peine revenue d'Espagne et de Pologne, où elle a su éviter de main de maître les pièges tendus par le général Jaruzelski, voilà qu'elle sort à Londres un beau lapin de son chapeau : bousculant tous ses plans, M. Gorbatchev se rendra en visite officielle en Grande-Bretagne du 12 au 14 décembre.

Quelques heures pour souffler, et la Dame de fer s'envolera pour Washington afin d'y saluer une dernière fois, vingt-quatre heures après le chancelier Kohl, son vieil ami Reagan, mais surtout de donner quelques conseils dont elle a le secret au nouveau venu sur la scène internationale, M. George Bush. Pas question, dans l'esprit du premier ministre britannique, que la relève de la garde à la Maison Blanche engendre un relâchement des fameux liens privilégiés entre Londres et Washington.

Le spectacle permanent qu'offre M. Thatcher doit irriter plus d'un chef d'Etat et de gouvernement en Europe d'autant qu'elle ne cache pas son intention de ferrailler dur d'ici à 1993 contre toute tentative supranationale dans la construction européenne. Mais qu'y faire, sinon la supporter ? Et la voici qui s'installe avec la bénédiction de M. Gorbatchev au centre du dialogue Est-Ouest. On peut comprendre qu'on en remette quelque agacement à l'Elysée : après le chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, après le président du conseil italien, M. Ciriaco De Mita, après le chancelier Kohl, M. Mitterrand s'apprête à prendre lui aussi le chemin de Moscou, alors que M. Thatcher n'a qu'à attendre confortablement au 10 Downing Street que M. Gorbatchev vienne lui rendre visite pour la troisième fois depuis quatre ans.

Le rêve de Maggie n'est pas mystérieux : elle veut tout simplement prendre la relève de M. Ronald Reagan à la tête du monde occidental et perpétuer ainsi la croisade du libéralisme économique, éviter aussi que les affrontements commerciaux entre les Etats-Unis et la Communauté ne dégénèrent en guerre ouverte.

Son dessein, en ce qui concerne l'Union soviétique, est connu lui aussi : jamais elle n'a ménagé ses encouragements à l'entreprise réformatrice de M. Gorbatchev, jamais non plus elle n'a caché les aides de l'opération, critiquant même l'idée d'un plan Marshall pour le bloc socialiste. Bonne volonté ne veut pas action, estime-t-elle, et c'est pourquoi elle n'est pas encore favorable à la tenue à Moscou en 1991 d'une conférence sur les droits de l'homme.

L'effet Thatcher, pour impressionnant qu'il soit, n'en souligne pas moins une fois de plus la grande faiblesse des Occidentaux face à la diplomatie extrêmement mobile de M. Gorbatchev : leur incapacité à aborder le problème d'une même voix, leur tentation de se livrer à une surenchère dans la course aux contrats et aux crédits. Au cours de la campagne électorale américaine, M. Bush avait dit que tout contact de sa part avec M. Gorbatchev devrait être précédé par une réunion des dirigeants de l'alliance atlantique. En forçant les feux, M. Gorbatchev a su s'imposer aux Etats-Unis avant même l'entrée en fonctions du nouveau président américain. M. Bush aurait-il déjà oublié son engagement ?

M 0147 - 1117 0 - 4,50 F



3790147004500 11170

La recherche de la paix en Afrique de l'Ouest

Accord de principe conclu pour un retrait cubain d'Angola

Angolais, Cubains et Sud-Africains sont parvenus, mardi 15 novembre à Genève, sous la houlette des Américains, à un accord de principe qui porte sur un retrait des troupes cubaines en Angola, préalable au processus d'indépendance de la Namibie. Cet accord va être soumis à l'approbation des gouvernements intéressés, avant d'être entériné lors d'une réunion qui aura lieu à Brazzaville.



Lire nos informations page 9

Un sondage IPSOS pour « le Monde »

Les étudiants partisans de l'ouverture politique et des « valeurs » traditionnelles

Pour « le Monde Campus », France-Culture et les Presses universitaires de France, IPSOS a interrogé les étudiants sur leurs opinions politiques, leurs goûts, leurs valeurs, leur jugement sur leurs études et leur avenir professionnel. Ce sondage fait apparaître un important mouvement de « recentrage », aussi bien sur les plans politique, moral ou culturel.

En février 1986, ils s'apprêtaient à voter socialiste. En décembre, ils manquent de renverser le gouvernement Chirac. En novembre 1988, ils sont toujours pour M. Mitterrand, mais avec M. Barre. Les étudiants sont incontestablement les champions de l'ouverture.

Mais le recentrage n'est pas que politique. C'est dans les domaines de la morale et de la philosophie sociale qu'il apparaît le mieux. Les institutions ou les valeurs considérées comme plutôt progressistes sont en baisse (liberté de la presse, droit de vote, partis politiques, syndicats, anticarcère, rejet de la peine de mort...). Celles qui ont une connotation plus traditionnelle sont en

hausse (la famille, l'entreprise, la religion, la morale sexuelle...).

Ce scepticisme grandissant envers les formes institutionnelles du débat politique s'accompagne d'une plus grande confiance en soi et d'une plus grande satisfaction à l'égard des études. Même les étudiants des universités, habituellement plus frileux que ceux des grandes écoles, commencent à se tourner vers l'entreprise et souhaitent prendre des initiatives et des responsabilités. Comme s'ils étaient déjà prêts à tourner le dos à la crise...

F. G.

(Lire pages 19 à 21 les résultats complets du sondage dans notre supplément CAMPUS.)

Un entretien avec M. Pierre Arpaillange

« Il faut faire de la justice un grand service public »

Le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, devait présenter au conseil des ministres du 16 novembre une communication sur l'amélioration de l'institution judiciaire. Il vient d'envoyer dans les juridictions un « document » sur sa politique dont il expose les motifs dans l'entretien qu'il nous a accordé. M. Arpaillange a l'ambition de « faire de la justice un grand service public ».

« Les maux dont souffre la justice (lenteur, hermétisme des procédures, manque de jugements, caractère sommaire des comparutions immédiates, surpeuplement des prisons, faiblesse des moyens) sont les mêmes depuis des décennies. Vous n'êtes pas le dernier à le dénoncer. Comment expliquez-vous qu'il en soit ainsi, et le ministre que vous êtes devenu pense-t-il pouvoir y remédier ?

— Je crois que présenter le problème de cette manière, c'est

tout de même beaucoup le réduire. Il suffit de voir les réformes apportées depuis 1945 pour constater que le ministère de la justice a beaucoup travaillé. Mais la société — qui ne le voit ? — a évolué plus vite que la justice ou les moyens judiciaires. On peut ainsi noter le décalage entre une institution et son application.

— Il est certain que M. Robert Badinter a entrepris en 1981 d'améliorer notre système judiciaire. Il a engagé des réformes très importantes — partant du symbole de l'abolition de la peine

de mort — jusqu'au projet de réforme du code pénal. M. Badinter a été pendant cinq ans garde des sceaux lors du premier septennat de M. François Mitterrand. Je ne me passe pas une politique différente. Guérir durablement les maux dont souffre quotidiennement la justice : c'est une des raisons de ma nomination à cette fonction.

Propos recueillis par AGATHE LOGEAERT et JEAN-MARC THEOLLEYRE. (Lire la suite page 14.)

Effervescence de l'opposition et endettement

La périlleuse transition hongroise

Le secrétaire général du Parti communiste et premier ministre hongrois, M. Karoly Grosz, est attendu jeudi 17 novembre à Paris pour une visite officielle de deux jours. Il arrive de Madrid, où il s'est prononcé pour « une société socialiste, démocratique et active » en Hongrie.

BUDAPEST de notre envoyé spécial

Le 22 avril 1988, le jeune Viktor Orban, étudiant hongrois, était convoqué

par le parquet de Budapest, où on menaçait de le poursuivre pour conjuration contre l'Etat s'il continuait ses activités à la tête du FIDESZ (Union des jeunes démocrates), un mouvement indépendant qu'il venait de fonder avec une trentaine d'autres jeunes.

Le même jour, la police perquisitionnait les domiciles de plusieurs de ces démocrates en herbe et y saisissait des documents.

SYLVIE KAUFFMANN.

(Lire la suite page 6.)

Les politiques et l'offensive sur la Société générale

Banque privée, affaire d'Etat

Le dialogue entre les deux camps de la bataille pour le contrôle de la Société générale doit s'engager vendredi 18 novembre par émissions interposées. M. Pébereau, l'attaquant, a réuni mercredi 16 novembre ses principaux actionnaires, M. Viénot, le président de la banque, son conseil d'administration. Les partis politiques s'interrogent sur le rôle de l'Etat dans cette opération.

liens du capitalisme français et de l'Etat qui est en train de s'écrire avec la bataille pour la Société générale, mais le « milieu politique » reste étrangement silencieux. Tout juste si, au terme de ses réflexions — discrètes — il commence à ouvrir le dossier du statut de la Caisse des dépôts et consignations. Discrètes puisque les élus qui consentent à parler ne s'expriment qu'avec l'assurance que leur anonymat sera préservé.

THIERRY BRÉHIER.

(Lire la suite page 42.)

L'ENQUÊTE

Turbulences en Mélanésie

Au lendemain du référendum sur la Nouvelle-Calédonie, l'influence de la France se présente sous un nouveau jour dans le Pacifique sud. Mais plusieurs pays de la région : Vanuatu et les Fidji, sont en proie à des tensions politiques d'une gravité sans précédent.

page 8

YVES COPPENS

YVES COPPENS
PRÉ-AMBULES
LES PREMIERS PAS DE L'HOMME

PRÉ-AMBULES
LES PREMIERS PAS
DE L'HOMME



EDITIONS
ODILE JACOB

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- Monica Vitti joue à Rome « Prima pagina ».
- Expositions dans le Nord.
- Les images de la mode.

Pages 23 à 25

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 38 à 40

Débats

AIDE HUMANITAIRE

Le fiasco

par PHILIPPE DEMASURE (*)

LES organisations d'aide d'urgence occupent depuis quelque temps le devant de la scène médiatique en France. Et pourquoi pas, si cela peut augmenter la solidarité ? Le Français donne en moyenne 7,5 francs par an aux pays en développement (aide privée), le Belge et l'Anglais le double, le Hollandais 40, et l'Allemand 42 (1).

Mais rien ne tue plus définitivement la solidarité que le sentiment qu'elle ne sert à rien, que l'argent est mal utilisé. Les opérations de secours de plusieurs ONG (organisations non gouvernementales) françaises au Bangladesh, suite aux récentes inondations, furent un tel gâchis qu'elles risquent justement de provoquer pareille désaffection.

Que s'est-il passé ? Les nouvelles étaient alarmantes : trente millions de sans-abri, des centaines de milliers de gens réfugiés sur des bouts de digue, et même dans les arbres. Tous quasiment sans nourriture, très affaiblis, risquant de mourir de la première diarrhée, sans compter les risques de choléra.

Réunies dans la précipitation, les ONG françaises décident d'envoyer des ULM, un camion amphibie, des bateaux pneumatiques, des caisses de médicaments, etc. L'armée française fournit des Transall pour acheminer tout cela. A-t-on demandé aux ONG bengalaises (elles sont environ trois cents) ce dont elles avaient besoin ? Non.

Les Bengalais avaient demandé de l'argent : la seule chose que les ONG françaises (sauf deux)

n'apportaient pas. De l'argent, pour quoi faire ? Pour donner à manger aux gens ? Rien que ça, une ONG locale, fabriquait 300 000 chapatis (galettes de blé) par jour, pour les distribuer dans les villages. Autre priorité : les petits sachets avec une formule pour la réhydratation de ceux qui risquaient de mourir de diarrhée.

Les ONG, remarquablement efficaces, en produisaient 100 000 par jour !

Matériel hétéroclite

Ces opérations de secours coûtent cher : à peu près dix fois plus que les projets de développement. Car le blé de l'aide alimentaire n'est pas donné aux ONG sur place, mais revendu au prix fort par le gouvernement bengalais. Heureusement, les stocks de blé et de riz étaient suffisants, jusque dans les plus petits bourgs du pays. Mais les gens, privés de travail, n'avaient pas de quoi en acheter. A court d'argent au bout de quelques jours, les ONG bengalaises ont été vite et largement financées par les gouvernements hollandais, britannique, et scandinaves.

Quand les « urgenciers » français sont arrivés à Dhaka, le pays était inondé depuis trois semaines. Les ONG locales, plus rapides

(*) Volontaire de Frères des hommes au Bangladesh.

que l'administration, distribuaient des secours depuis plus de quinze jours. L'aide française arrivait non seulement en retard, elle était en plus inadéquate : que faire avec de fragiles bateaux pneumatiques dans un pays où les bateaux se comptent par douzaines dans chaque village ?

Les ULM ont inquiété l'administration et l'armée, peu habitués à ce genre d'engins. D'autant plus qu'ils étaient accompagnés d'appareils de transmission par satellite. A quoi bon ? Le téléphone fonctionnait dans le pays ! Il fallut une semaine supplémentaire pour dédouaner ce matériel inhabituel.

Le plus drôle fut sans doute le camion amphibie : dans l'eau, sa vitesse ne dépasse pas les 3 kilomètres à l'heure ; il ne peut traverser aucune des mille et une rivières de ce pays qui n'est qu'une énorme delta, car leur courant est trop fort ; il coûte soixante-dix fois plus cher qu'un camion ordinaire, mais porte 2 tonnes au lieu de 10. Le Bangladesh est très densément peuplé : plus de sept cents habitants au kilomètre carré. Le moindre lopin de terre est cultivé. Quel paysan laissera passer ce camion à chenille dans sa rizière ? A sa première sortie, cet encombrant engin arrache le filet d'un pêcheur, puis ensuite écrase le potager du voisin.

Ce matériel hétéroclite fut filmé par la télévision française. Les ULM, avec des pilotes et des médecins bien de chez nous, sont tellement plus médiatiques que l'argent, trop discret, que les Bengalais demandaient avec insistance.

Une autre ONG française eut l'idée d'acheter du riz au Sri Lanka. Le gouvernement bengalais avait dit avoir des réserves suffisantes pour l'immédiat (1,5 million de tonnes), mais qu'il importait un avis de la marine française fut envoyé à toute vapeur, pour... 100 tonnes de riz. On croit rêver. Lorsqu'il arriva, il dut accoster à Chittagong, le grand port maritime situé dans l'un des seuls districts épargnés par les inondations. Plusieurs jours furent perdus pour transporter ce riz à l'intérieur du pays.

Les Bengalais n'ont pas fini d'avoir besoin d'aide. La reconstruction des millions d'habitants va coûter cher. Des importateurs privés ont fait venir des semences des pays voisins et vont les vendre au prix fort. La France peut-elle apporter son soutien ? Certes, elle a donné 20 millions de francs au gouvernement bengalais mais les ONG locales en auraient fait un bien meilleur usage. Il n'est peut-être pas trop tard pour apporter un complément. Ce serait une manière élégante de corriger le gâchis.

(1) D'après un rapport de l'OCDE, décembre 1987.

Au courrier du Monde

RÉFÉRENDUM

Une mise au point de Jacques Soustelle

A la suite de la publication, dans le Monde daté 6-7 novembre, d'un article relatant la prise de position du général Massu en faveur du « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie, nous avons reçu la lettre suivante :

« Que le général Massu se rallie au pouvoir socialiste et se convertisse, tardivement, à l'anticolonialisme, c'est son affaire. Mais je ne saurais admettre qu'il m'accuse, contrairement à la vérité historique, d'avoir « poussé l'armée à la rébellion » en 1961. J'ai tout ignoré du putsch des généraux, je l'ai appris par la radio le lendemain matin. Je n'ai pris aucune part à sa conception, à son déroulement, à son échec. Quant à la Nouvelle-Calédonie, on verra bien, et sans doute avant dix ans, si « l'abstraction frileuse » est démentie ou non par les événements. »

JACQUES SOUSTELLE, de l'Académie française.

Lois de l'urgence

par le docteur RONY BRAUMAN (*)

MARCO FERREI aurait-il eu raison de fusiller, dans Y a bon las Blancs, les gentillatons rébles d'adolescents arrêtés en mal de bonne conscience exotique ? Faut-il au contraire poser les yeux de Chimène sur ces voltigeurs des droits de l'homme qui, au mépris de tous les dangers, volent au secours des humiliés et des offensés ? Flouables gogos ou pionniers de la dernière aventure de notre siècle blasé, telle est l'alternative manichéenne dans laquelle se retrouvent trop souvent enfermés les volontaires de l'humanitaire.

Les inondations au Bangladesh (1) ont offert à nouveau l'occasion de mettre en scène les « héros » et les « gogos ». Secours improvisés, secouristes perdus, absence de coordination... le bilan est d'autant moins glorieux que les inondations en période de mousson sont la règle et non l'exception dans ce pays. Relevons que c'est l'action des pouvoirs publics bangladais qui a, pour l'essentiel, permis de redresser la situation. A peu près au même moment, le cyclone Gilbert balayait l'Amérique centrale : on dénombrait des dizaines de milliers de sans-abris au Honduras, au Salvador et à la Jamaïque. Dans les deux premiers pays, selon un plan déterminé à l'avance avec les différents intervenants locaux (ministères, organisations internationales et privées), les secours s'organisaient rapidement et efficacement.

Dans cette région à haut risque sismique, un examen critique approfondi de l'organisation des secours lors des crises antérieures a permis d'optimiser des moyens toujours limités, et de réduire les conséquences humaines de la catastrophe.

Les reportages télévisés, parce qu'ils se concentrent, sous la pression conjuguée de l'audimat et du « timing », sur les spectacles d'apocalypse, donnent le senti-

ment que seul un vide sépare le téléspectateur et la victime. Tout se passe dès lors comme si les organisations humanitaires, après avoir jeté un pont sur cet abîme, évoluaient dans les décombres ; comme si tout geste, toute aide, aussi modestes soient-ils, ne pouvaient par définition qu'être profitables à des populations sinistrées.

Vue du terrain, la situation est tout autre. Les gouvernements des pays du tiers-monde existent, et il faut savoir compter avec eux, pour le meilleur et pour le pire. Contourner une bureaucratie envahissante ou se dérober aux attentions de militaires peu scrupuleux, soit. Mais ignorer les structures locales, publiques et privées, les réels efforts de coordination qu'elles accomplissent, c'est se condamner à partir en ordre dispersé et à être bien souvent plus encombrant qu'utile.

Meis le savoir-faire n'est pas tout, et les urgences ne se résument pas aux catastrophes naturelles. Les famines effroyables qui frappent actuellement le sud du Soudan et le Mozambique nous rappellent que l'instabilité, la guerre, les persécutions politiques et/ou ethniques jouent un rôle majeur dans la genèse des pénuries alimentaires.

Dans ces circonstances, les organisations humanitaires doivent se doter de moyens à la mesure du désastre : personnel expérimenté, moyens de transport et de communication, stocks de nourriture et de médicaments, mise en route rapide de programmes de soins et de prévention. Elles joignent alors leurs efforts, institutions internationales, gouvernements et organismes privés réunis. Ici cependant, dans le contexte d'une opinion publique écourtée par la surabondance de l'information, le

(*) Président de Médecins sans frontières.

rôle d'aiguillon que peuvent jouer les organisations humanitaires revêt une importance fondamentale.

Cette alarme, nous essayons de la faire retentir pour les Dinkas du sud du Soudan depuis plusieurs semaines. Les résultats sur le terrain sont relativement encourageants, puisque le gouvernement soudanais favorise plus activement les opérations de secours. Mais nous sommes loin du compte, et c'est toute une génération de Dinkas qui aura disparu dans peu de temps, si nous ne parvenons pas à amplifier le mouvement. Ni les énergies, ni le savoir-faire, ni la nourriture ne manquent. Seuls la guerre et l'isolement condamnent ce peuple à une mort quasi certaine. Seule une vaste opération, menée au nom de la communauté internationale, serait à même de venir à bout de ces obstacles devant lesquels nous butons désespérément.

C'est un engagement dans ce domaine que nous attendons avant tout de notre nouveau secrétaire d'Etat à l'action humanitaire : faire valoir devant les instances internationales le droit humanitaire, utiliser les moyens diplomatiques de la France pour transformer en actes les principes dont se réclament désormais tous les pays de la planète, bref prendre au mot les auteurs des scientielles déclarations de tribune.

A oublier qu'elles sont filles de la démocratie et du premier des droits qui la constituent, la liberté d'expression, les organisations humanitaires risqueraient de céder au vertige technocratique. A omettre de vérifier sur le terrain la pertinence de leur action, elles se réduiraient à une baudruche rapidement dégonflée. C'est toute la passion et la difficulté de notre engagement que d'éviter l'un et l'autre de ces écueils.

(1) Voir l'article de Laurent Zocchini, le Monde du 23 septembre.

Au Bangladesh, après le désastre

par ALEXANDRE MINKOWSKI (*)

Le déficit en nourriture est d'au moins 2 millions de tonnes.

Nous avons vu longuement le premier ministre et le secrétaire d'Etat à la santé. L'urgence des urgences, c'est de se prémunir contre la prochaine crise de l'année qui vient. Le mot *sheltering* (abri) revient à tout propos. Il faut surélever toutes les maisons basses d'un étage et construire, dans chaque village, une maison communale élevée qui puisse abriter au moins vingt personnes. Pour cela, il faut des milliards de briques. Il faut aussi régénérer les petites industries rurales (30 % de chômeurs) et donc payer le personnel.

Financement et reconstruction

Par conséquent, ce qui intéresse au premier chef les responsables, c'est le financement des matériaux acquis sur place et la reconstruction avec des ingénieurs et des architectes qualifiés.

Bien que limitée, la première phase de l'aide française a été considérée comme efficace par les autorités du Bangladesh. On peut signaler notamment le travail effectué par la chenillette amphibie fournie par la France, qui a pu ravitailler pendant plusieurs jours environ mille familles dans des zones autrement inaccessibles et très utilisées sur de courtes distances. L'accueil de cette aide a suscité la reconnaissance émue des populations.

L'aide humanitaire d'urgence est toujours difficile, car à l'arrivée il est évident qu'on doit faire face à l'imprévu. Si l'on veut éviter les pièges, l'inaction est la

(*) Chargé de mission au secrétariat d'Etat à l'action humanitaire.

solution de facilité qui donne à peu de frais bonne conscience. Je peux témoigner que dans bien des cas, y compris celui du Bangladesh, les demi-réussites constituent déjà un acquis important, d'autant plus qu'elles sont obtenues au milieu d'immenses difficultés.

Mais la participation de la France à la reconstruction ne s'arrête pas à cette phase de réponse immédiate à l'urgence. Dès à présent, plusieurs actions sont engagées ou mises à l'étude, et en particulier :

- le président de la République a, dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, annoncé la disponibilité de la France pour participer à un grand projet mondial de stabilisation des fleuves qui inondent le Bangladesh ;

- la concertation est engagée avec les autorités du Bangladesh pour assurer la meilleure utilisation du protocole financier de reconstruction d'un montant de 20 millions de francs qui a été dégagé dans le cadre du programme d'aide de la France ;

- les modalités de l'appui que la France pourrait apporter pour favoriser le développement de la production locale de vaccins et d'antibiotiques et permettre la formation en France de techniciens de santé sont à l'étude ;

- les contrats sont pris avec les organisations non gouvernementales et certaines régions qui souhaitent prolonger les premières actions décidées dès l'annonce des inondations par des aides matérielles diverses ou, comme c'est le cas par exemple d'architectes, par une contribution directe aux travaux de reconstruction.

Les Bengalais ont une dignité et une vitalité qui forcent l'admiration. Ils ne se plaignent pas. Ils se sont sauvés eux-mêmes. Voilà pourquoi nous retournerons au Bangladesh pour accompagner leur effort.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

CLEMENCEAU



1078 p. 195F.

Monstre sacré de l'histoire de France, Georges Clemenceau est prisonnier de sa légende... Fruit du travail de toute une vie, remplie de documents inédits, la biographie en forme de monument que publie Jean-Baptiste Duroselle a le grand mérite de rendre parfaitement intelligible un itinéraire moins tortueux qu'on n'a bien voulu le dire.

Eric Roussel, Le Figaro

Etranger

Les réactions après la proclamation d'un Etat « en Palestine » et l'acceptation de la résolution 242 de l'ONU par l'OLP

De la reconnaissance à la réserve

Méditativement préparée depuis plusieurs mois, l'annonce de l'établissement d'un Etat palestinien par M. Yasser Arafat dans la nuit de lundi à mardi, à Alger, n'a pas surpris. Les premières réactions dans le monde n'ont pas, non plus, réservé de surprises. De la reconnaissance du nouvel « Etat » à la prudence réservée, en passant par un « soutien », ces réactions correspondent à ce que l'on pouvait attendre : reconcom par une douzaine de pays — essentiellement arabes, — l'Etat palestinien a suscité l'expectative dans les pays occidentaux et une discrète approbation de l'URSS.

Une « approche réaliste » : c'est par ces mots que le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Goussakou, a salué les décisions du Conseil national palestinien, que l'agence Tass a qualifiées, pour sa part, d'« historiques ». Quant à l'expectative reconcom par le monde occidental, elle est restée dans le flot, indiquant que les Palestiniens n'avaient pas adressé de pareille demande à Moscou.

L'Algérie — pays hôte du CNP — a été la première à reconnaître l'Etat de Palestine. Elle a été suivie, mardi 15 novembre, par le Koweït, l'Arabie saoudite, le Nord et le Sud-Yémen, Bahreïn, la Mauritanie, la Tunisie, la Jordanie, la Libye (alors même que, à la veille du CNP, le colonel Kadhafi avait mis en garde contre une reconnaissance, même implicite, d'Israël). Un pays européen a suivi le mouvement, la Turquie, dont le chargé d'affaires en Israël a eu droit aux remerciements israéliens. En Asie, le Bangladesh musulman et la Malaisie, dont l'islam est la religion officielle, ont également reconnu l'Etat palestinien.

Si Damas gardait toujours le silence plus de vingt-quatre heures après l'annonce des décisions d'Alger, l'Egypte a adopté le ton de la « reconnaissance implicite », le ministre des affaires étrangères, M. Ezzat Abdel Meguid, ayant déclaré que c'était ainsi qu'il fallait interpréter un communiqué officiel affirmant l'appui du

Caire. Appui et solidarité sont également le thème des messages adressés à l'OLP par le Maroc et les Emirats arabes unis.

Les seules critiques explicites, jusqu'à présent, sont venues, dès mardi, d'Iran ainsi que de trois formations palestiniennes pro-syriennes. Télégramme ainsi vu, dans les décisions du CNP, un « recul » de l'OLP. Pour le FPLP-Commandement général d'Alimud Jibril, la Solka et le Fath-Commandement provisoire d'Abou Moussa, les initiatives de la centrale palestinienne s'apparentent à un « crime » ou à une « catastrophe ».

En Europe occidentale, la prudence est de règle, comme on pouvait s'y attendre. Premier à réagir, mardi, le gouvernement britannique a estimé que « la proclamation d'un Etat était prématurée », tout en assurant admettre le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Londres a toutefois jugé que les décisions d'Alger semblaient « potentiellement un pas en avant très significatif ». Tant à Bonn qu'à Paris, on insis-

taut, mardi, sur la nécessité d'examiner attentivement les résultats du CNP d'Alger.

Pays traditionnellement favorable à la cause palestinienne, la Grèce — qui exerce actuellement la présidence de la CEE — s'est félicitée de la « décision courageuse » du CNP, dont Athènes souligne « le sens des responsabilités et la modération ».

En France, le grand rabbin Joseph Sitruk s'est réjoui de « la perspective d'une reconnaissance réelle de l'Etat d'Israël par une organisation [l'OLP] qui, jusqu'à présent, était éminemment extrémiste et terroriste dans ce domaine ». « J'espère que cela sera le premier pas d'un réel processus de paix » et que « la décision palestinienne ne sera pas simplement théâtrale », a ajouté M. Sitruk. Sur la scène politique, la proclamation de l'Etat palestinien a été généralement bien accueillie mardi et saluée comme un changement significatif dans la politique de l'OLP. M. Lajoie a, pour sa part, préconisé la reconnaissance de cet Etat.

M. Arafat espère que la modération de la centrale palestinienne sera payante

ALGER
de notre envoyée spéciale

« Que pouvions-nous faire de plus ? Nous avons encore de nous ? Nous avons accepté la coexistence entre les deux Etats palestiniens et juifs, présenté une plate-forme politique en faveur de la paix, tous les risques sont pour nous. Quoi encore ? »

Cette réflexion d'un homme d'affaires palestiniens au soir de la clôture des travaux du Conseil national palestinien (CNP), le Parlement en exil d'Alger, mardi 15 novembre, reflète le sentiment général dans les rangs palestiniens. Confiance pour la majorité d'avoir fait le bon choix pour relancer une dynamique de paix, mais aussi inquiétude teintée d'angoisse que celle-ci reste sans écho.

Dans une conférence de presse, M. Yasser Arafat a été on ne peut plus clair : « La balle est maintenant dans le camp américain, a-t-il dit. Cette session du CNP a été celle du soulèvement mais aussi celle de la paix, à condition qu'Israël et les Etats-Unis le veulent bien. Dans l'intérêt de la paix, nous avons accepté la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, accompagnée du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien. Je tends la main pour une initiative de paix dans le cadre d'une conférence internationale de l'ONU. Mais si nous rencontrons un refus de la part

des Etats-Unis et d'Israël, je peux tout aussi bien retourner devant le CNP et lui dire que la modération n'est pas payante ».

Ce pari de la paix, M. Arafat ne veut pas pour l'instant le limiter dans le temps. « Je sais, a-t-il dit, que la voie est encore longue et que beaucoup de sacrifices seront nécessaires avant que nous puissions lever notre drapeau sur Jérusalem. Mais toute patience a ses limites, et si nous nous heurtons à un refus de la part des Etats-Unis et d'Israël, les actes parleront d'eux-mêmes. Dieu, seul, sait alors ce qui arrivera ».

Pressé de questions pour savoir si l'acceptation de la résolution 242 signifiait la reconnaissance d'Israël, M. Arafat a affirmé : « Notre déclaration politique est ce que nous avons de mieux à offrir en premier des droits du peuple palestinien et ensuite des droits des autres aussi ». Qualifiant lui-même la déclaration politique adoptée par le CNP de « modérée, flexible, réaliste », M. Arafat a conclu en déclarant : « Il n'y aura pas de paix sans les Palestiniens, et il n'y a pas de Palestiniens sans l'OLP. La paix ne peut être fondée que sur la justice pour le peuple palestinien ».

Si les réactions totalement négatives enregistrées en Israël n'ont surpris personne dans les couloirs du CNP, ce sont celles de Washington qui intéressent au plus haut point les responsables palestiniens. Consi-

deront toutefois pas d'illusions sur le temps qui sera nécessaire pour faire évoluer, éventuellement de façon significative, la position américaine.

La période qui s'ouvre maintenant risque toutefois d'être difficile à gérer pour l'OLP, dans la mesure où les adversaires de ces positions modérées peuvent mettre bien des embûches sur le chemin. La Syrie, adversaire farouche de M. Arafat, la Libye du colonel Kadhafi qui a tenté jusqu'au bout, en envoyant à Alger des émissaires, de faire renoncer l'OLP à son « oui » à la résolution 242, n'ont sûrement pas dit leur dernier mot.

Les provocations de tous côtés pour discréditer l'OLP ne sont sûrement pas à exclure. Les dirigeants palestiniens le savent mais, comme nous le disait l'un d'eux : « Quand l'Action directe fait un attentat, on ne dit pas : la France est terroriste. Notre position est désormais claire, notre mouvement est derrière cette déclaration politique, nous ne pouvons pas être tenus pour responsables de tous les actes isolés commis par ou au nom des Palestiniens ».

Le journal d'Alger restera, quoi qu'il en soit, une date dans l'histoire du mouvement palestinien qui attend aujourd'hui de voir enfin reconnue par la communauté internationale, les Etats-Unis et la Communauté européenne en premier, son évolution vers la paix.

FRANÇOISE CHIPHAUX.

Washington se réfugie dans l'expectative

WASHINGTON
de notre correspondant

Une extrême prudence, infécondité de réserves, mais, malgré tout, une réaction pas totalement négative. Les Etats-Unis ont accueilli les décisions prises par l'OLP à Alger avec le double souci de ne pas paraître décourager les efforts de modération des Palestiniens mais aussi, et peut-être surtout, de ne pas se laisser entraîner sur un terrain jugé glissant.

Tout le monde a très bien compris que si l'OLP a consenti des sacrifices en reconnaissant de facto Israël, c'est essentiellement pour tenter d'ébranler l'attitude américaine de soutien au seul Etat hébreu. Mais les Etats-Unis ne semblent pas pour l'instant absolument pas décidés à « bouger ». « La balle n'est pas dans notre camp », a déclaré mardi 15 novembre un responsable du département d'Etat, représentant, pour l'inverse, l'expression utilisée par M. Yasser Arafat.

Sur un point au moins, la réaction américaine est parfaitement nette : Washington rejette la proclamation d'un Etat palestinien, acte « unilatéral », alors que, selon le porte-parole du département d'Etat, « le statut de la Cisjordanie et de Gaza ne peut être déterminé par des mesures unilatérales, de quelque côté que ce soit ».

(Les Etats-Unis sont également opposés à une annexion par Israël des territoires occupés). Au cours de la campagne électorale, M. George Bush avait été encore plus clair en annonçant qu'il s'opposerait à la constitution d'un Etat palestinien, parce que l'existence d'un tel Etat serait contraire aux intérêts d'Israël, de la Jordanie et, en fin de compte, des Etats-Unis eux-mêmes. Reste l'autre décision majeure prise par l'OLP : l'acceptation des résolutions 242 et 338 des Nations unies, et, donc, implicitement, de la reconnaissance de l'existence d'Israël. Le porte-parole de la Maison Blanche y a vu « une évolution positive ».

Tout cela est assorti d'un fort conditionnel, d'abord parce que les responsables américains se retranchent derrière la nécessité de prendre précisément connaissance des résolutions de l'OLP, ensuite parce que, selon l'expression du porte-parole de la Maison Blanche, Martin Fitzwater, « l'OLP a l'habitude de faire naître des espérances et de ne pas les concrétiser ».

Mais examiner les décisions de l'OLP à la loupe et avec des pincettes, ce n'est pas tout à fait la même chose que de les jeter « à la

poubelle », comme l'avait fait par avance un proche de M. Itzhak Shamir. Même s'ils réduisent la portée des résolutions votées à Alger, les considèrent avec scepticisme et un préjugé défavorable, les Etats-Unis n'ignorent pas qu'elles ont été accueillies dans le monde comme un événement significatif.

Rien pourtant ne permet de supposer que Washington s'apprête à reconsidérer son refus de dialoguer avec l'OLP (si non par des voies très détournées) et surtout d'admettre l'organisation palestinienne comme partie prenante à une négociation sur le règlement du conflit. Les Etats-Unis peuvent toujours mettre en avant de bonnes raisons de rester inflexibles, puisque certaines des conditions posées par Washington à une prise en considération de l'OLP n'ont pas encore été remplies : la reconnaissance d'Israël par l'OLP n'est pas « explicite », et la centrale palestinienne n'a pas non plus renoncé « au terrorisme », et même à la « violence » dans l'acceptation américaine de ce terme (Washington dénie le droit aux Palestiniens de s'opposer à l'occupation par la force, mais reconnaît en revanche, à Israël le droit de faire « respecter l'ordre »).

« Marquer une pause »

Le maintien de cette seconde condition, dont l'acceptation par l'OLP paraît à peu près inimaginable, et impossible à faire respecter, pourrait permettre à Washington de camper indéfiniment sur ses positions. Il n'est pas certain que telles soient les intentions des responsables américains, mais ils ont, dans l'immédiat, toutes les raisons d'attendre.

D'abord, l'actuelle période de transition entre deux administrations n'est pas favorable à la prise de décisions difficiles. Le remplacement prochain, au département d'Etat, de M. George Shultz, qui malgré ses efforts diplomatiques, d'habitude fait défaut à Israël aux moments importants, pourrait permettre une certaine évolution. Son successeur, M. James Baker, passe pour à peu près tout ignorer du Proche-Orient, et il est douteux que lui-même, pas plus que M. Bush, ne se lance rapidement sur un terrain aussi miné, où tout faux pas, ou même tout pas un peu audacieux, peut coûter très cher sur le plan de la politique intérieure et des relations avec le Congrès.

D'autre part, « marquer une pause » — comme le recommande le *Washington Post* —, permet de tester

le sérieux des intentions des Palestiniens. Et au cas, nullement improbable, où une action terroriste spectaculaire serait commise en Israël ou contre des intérêts israéliens, l'attentisme américain en serait conforté.

A plus long terme, les Etats-Unis se reconforment à faire à leur tour une partie du chemin, comme les y incite l'OLP ? Dans un pays où la classe politique est « travaillée » en permanence par les amis d'Israël, la tentation est forte de ne rien faire, ou de « fixer la barre » à un niveau tel que l'OLP ne pourra pas la franchir.

« Paix contre territoires »

Mais — même s'il n'est pas très perceptible pour le moment — le risque existe qu'un décalage trop flagrant s'établisse entre les positions des hommes politiques et celle de l'opinion, beaucoup moins systématiquement pro-Israélienne, et au sein de laquelle les « Arabo-Américains » essaient aussi de se faire entendre. L'évolution d'Israël vers des positions de plus en plus dures, tandis que l'OLP tente d'évoluer en sens inverse, pourrait rendre la situation de plus en plus embarrassante, et certains journaux, comme le *Washington Post*, rappellent aux dirigeants américains qu'il est de leur devoir d'inciter Israël à s'orienter vers un échange du type « paix contre territoires ».

La gêne parfois manifestée dans certains milieux juifs « libéraux » pourrait aussi peser d'un certain poids, du moins l'avait-on cru au début de l'intifada (soulèvement dans les territoires occupés), alors que la dureté de la répression suscitait ici des commentaires émus, et parfois indignés. Mais ces commentaires se sont faits de plus en plus discrets, tandis que des considérations plus classiques reprenaient le dessus, consistant à faire peser l'essentiel des responsabilités sur les Palestiniens et, d'une manière générale, sur les Arabes.

Ainsi, le *New York Times*, particulièrement représentatif de ces milieux, avait estimé, au lendemain des élections israéliennes, que le succès de M. Shamir et des partisans d'une ligne dure rendait la modération d'autant plus nécessaire — du côté palestinien. Et à la veille de la réunion d'Alger, le grand quotidien en condamnant l'avance des résultats et affirmant qu'en « proclamant l'indépendance palestinienne, Yasser Arafat et compagnie confirmeraient leur irresponsabilité ».

JAN KRAUZE.

A TRAVERS LE MONDE

Yougoslavie

La Voïvodine se dote d'une nouvelle direction

La Ligue des communistes de la province autonome de Voïvodine s'est dotée, le mardi 15 novembre, d'une nouvelle direction. Son chef, M. Bosko Kovacevic, quarante-deux ans, passe pour le représentant d'une nouvelle génération de politiciens partisans de réformes et avant tout pragmatiques. Il s'est acquis une réputation de gestionnaire à la tête de la ville de Subotica.

L'ancienne direction de la Ligue de Voïvodine avait été démissionnaire en octobre dernier sous la pression des dirigeants de Serbie, qui avaient mobilisé contre elle des manifestations de plusieurs centaines de personnes.

Elle a été victime du conflit qui oppose les Serbes aux Albanais du

Kosovo, l'autre province autonome de la République de Serbie.

Comme les dirigeants du Kosovo, ceux de Voïvodine étaient accusés d'avoir pris trop d'indépendance par rapport à la Serbie.

La nouvelle direction, dont la première tâche est de préparer une conférence extraordinaire de la Ligue sur les réformes à prévoir, n'a pas non plus l'oreille des dirigeants serbes. Ceux-ci ont regretté que les animateurs des manifestations contre l'ancienne direction n'aient pas été élus.

Mardi, les dirigeants du Parti serbe ont appelé à un grand rassemblement « de fraternité et d'unité » pour soutenir la minorité serbe du Kosovo. Ce rassemblement doit avoir lieu samedi à Belgrade. Un million de personnes y sont attendues, selon les organisateurs, qui veulent en faire le plus grand rassemblement qu'ait connu la Yougoslavie après la guerre. — (AFP, LPL)

Colombie

La tuerie de Segovia serait l'œuvre de paramilitaires

Le gouvernement colombien a annoncé, le lundi 14 novembre, que la tuerie de Segovia, dans le nord-ouest du pays, au cours de laquelle quarante-neuf personnes ont trouvé la mort vendredi 11 novembre, serait l'œuvre d'un groupe paramilitaire (*le Monde* du 15 novembre).

Le ministre colombien de l'intérieur, M. César Gaviria, a déclaré lors d'une conférence de presse que l'on ne pouvait cependant écarter aucune hypothèse.

« Mais il y a des indices, comme la manière dont se sont comportés les assaillants, qui laissent à penser qu'il s'agit probablement d'un groupe paramilitaire ». Selon une première version de la police après la tuerie, l'attaque aurait été menée par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FRAC, pro-soviétique) et l'Armée de libération nationale (ELN, pro-cubain, qui a nié toute participation). — (AFP)

Purgence

ALGER (17) — Les dirigeants du mouvement palestinien ont été reçus mardi par le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ezzat Abdel Meguid, à l'occasion d'une conférence de presse.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Goussakou, a salué les décisions du Conseil national palestinien, que l'agence Tass a qualifiées, pour sa part, d'« historiques ». Quant à l'expectative reconcom par le monde occidental, elle est restée dans le flot, indiquant que les Palestiniens n'avaient pas adressé de pareille demande à Moscou.

Une « approche réaliste » : c'est par ces mots que le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Goussakou, a salué les décisions du Conseil national palestinien, que l'agence Tass a qualifiées, pour sa part, d'« historiques ». Quant à l'expectative reconcom par le monde occidental, elle est restée dans le flot, indiquant que les Palestiniens n'avaient pas adressé de pareille demande à Moscou.

Sur un point au moins, la réaction américaine est parfaitement nette : Washington rejette la proclamation d'un Etat palestinien, acte « unilatéral », alors que, selon le porte-parole du département d'Etat, « le statut de la Cisjordanie et de Gaza ne peut être déterminé par des mesures unilatérales, de quelque côté que ce soit ».

(Les Etats-Unis sont également opposés à une annexion par Israël des territoires occupés). Au cours de la campagne électorale, M. George Bush avait été encore plus clair en annonçant qu'il s'opposerait à la constitution d'un Etat palestinien, parce que l'existence d'un tel Etat serait contraire aux intérêts d'Israël, de la Jordanie et, en fin de compte, des Etats-Unis eux-mêmes.

Reste l'autre décision majeure prise par l'OLP : l'acceptation des résolutions 242 et 338 des Nations unies, et, donc, implicitement, de la reconnaissance de l'existence d'Israël. Le porte-parole de la Maison Blanche y a vu « une évolution positive ».

Tout cela est assorti d'un fort conditionnel, d'abord parce que les responsables américains se retranchent derrière la nécessité de prendre précisément connaissance des résolutions de l'OLP, ensuite parce que, selon l'expression du porte-parole de la Maison Blanche, Martin Fitzwater, « l'OLP a l'habitude de faire naître des espérances et de ne pas les concrétiser ».

Mais examiner les décisions de l'OLP à la loupe et avec des pincettes, ce n'est pas tout à fait la même chose que de les jeter « à la

ALGER (17) — Les dirigeants du mouvement palestinien ont été reçus mardi par le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ezzat Abdel Meguid, à l'occasion d'une conférence de presse.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Goussakou, a salué les décisions du Conseil national palestinien, que l'agence Tass a qualifiées, pour sa part, d'« historiques ». Quant à l'expectative reconcom par le monde occidental, elle est restée dans le flot, indiquant que les Palestiniens n'avaient pas adressé de pareille demande à Moscou.

Une « approche réaliste » : c'est par ces mots que le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Goussakou, a salué les décisions du Conseil national palestinien, que l'agence Tass a qualifiées, pour sa part, d'« historiques ». Quant à l'expectative reconcom par le monde occidental, elle est restée dans le flot, indiquant que les Palestiniens n'avaient pas adressé de pareille demande à Moscou.

Thierry Pfister
Lettre ouverte
à la
génération Mitterrand
qui marche
à côté de ses pompes

Albin Michel

Règlement de comptes chez les Socialistes.

Albin Michel. La passion de l'événement.

Proche-Orient

ISRAËL : les réactions après la proclamation d'un Etat « en Palestine »

En Cisjordanie et à Gaza, l'occupation continue

JÉRUSALEM
de notre correspondant

On peut avoir peur des symboles. Si les Israéliens avaient voulu montrer qu'ils redoutaient l'impact de la « Déclaration d'indépendance palestinienne » dans les territoires occupés, ils ne s'y seraient pas pris autrement. Le mardi 14 novembre, jour de cette « indépendance », toute théorique, décrétée par l'OLP à Alger, fut en Cisjordanie et à Gaza une journée d'état de siège. La fête voulue par les Palestiniens a été empêchée par un dispositif de sécurité et de contrôle sans faille qui ne laissa place qu'à quelques réjouissances sporadiques : chants et danses dans certains villages isolés — loin des villes, loin de la presse.

Joie
sous surveillance

La démonstration de force était impressionnante — certains disent sans précédent. Tous les camps de réfugiés étaient sous couvre-feu, de même que l'ensemble de la bande de Gaza. Les mêmes mesures avaient été décrétées dans la majorité des villes de Cisjordanie, où des transports de troupes blindées sillonnaient la vieille ville. Au nord de Jérusalem, Ramallah avait des allures de cité fantôme : quelques rares passants silencieux dans des rues désertes, patrouillées par des unités à pied, des jeeps et un véhicule blindé.

Les contrôles et les fouilles étaient scrupuleux. Les lignes téléphoniques avaient été coupées, parfois aussi l'électricité, afin que la population ne puisse suivre à la télévision les comptes rendus du sommet d'Alger. Enfin, Jérusalem, cernée de barrages, était isolée du reste de la Cisjordanie.

Le ciel, tout de même, était ouvert et dans la partie arabe de Jérusalem, la rue Salaheddine — qui est sa principale artère commerciale et son pôle politique — on pouvait entendre les voix des hauts responsables policiers, militaires et... journalistiques. Parfois, on avait l'oreille

collée à la radio et on se pressait au kiosque à journaux d'en face. « Naissance de l'Etat palestinien indépendant », titrait fièrement *An-Nahar*.

Le bruit avait couru que le grand mufti de Jérusalem lirait le fameux document d'Alger du haut de la mosquée Al Aqsa, sur le noble « sanctuaire » (le Mont du Temple). Son préche, disait-on, serait répercuté par haut-parleurs dans toute la vieille ville. Mais l'armée, toute théorique, décrétée par l'OLP à Alger, fut en Cisjordanie et à Gaza une journée d'état de siège. La fête voulue par les Palestiniens a été empêchée par un dispositif de sécurité et de contrôle sans faille qui ne laissa place qu'à quelques réjouissances sporadiques : chants et danses dans certains villages isolés — loin des villes, loin de la presse.

Dans l'ensemble des territoires il n'y eut ni drapeaux, ni pétards, ni feux d'artifice. Les seules manifestations de quelque importance eurent lieu à Gaza où plusieurs centaines de résidents défilerent le couvre-feu. Comment mesurer alors l'impact d'une « Déclaration d'indépendance » dont chacun sait bien qu'elle ne relève encore que du slogan ? Un écho recueilli chez un changeur de la rue Salaheddine paraît refléter l'état d'esprit : « Les gens sont heureux, c'est une très bonne chose ».

Une évolution
sémantique

Dans son bureau, Hanna Siniora exultait et offrait des pâtisseries. Pour ce tenant d'une ligne nationaliste tempérée, le sommet d'Alger marque « la victoire des modérés » au sein de l'OLP. « Nous obtenons tout, dit-il. L'adhésion par l'OLP de la résolution 242 [c'est-à-dire la reconnaissance de l'Etat hébreu] met fin au mythe qui voulait que les Palestiniens n'aient qu'un objectif : détruire Israël. Avec la « Déclaration d'indépendance », nous occupons la partition, et les Israéliens ne peuvent plus dire qu'on veut les jeter à la mer. Nous déclarons la fin de l'état de guerre ».

Purement formelle, cette « Déclaration d'indépendance » ? Siniora ne

l'entend pas ainsi. « Elle remplit d'abord, explique-t-il, le vide politico-juridique créé par la Jordanie au milieu de l'été [quand le roi Hussein décida de renoncer à ses prétentions sur la Cisjordanie]. Elle donne ainsi un nouveau souffle moral au soulèvement. Sur le plan symbolique, cela veut dire que j'ai maintenant une identité propre. Je ne suis plus Jordanien ; je ne suis plus résident d'un territoire occupé, au statut indistinct. Nous ne nous appellerons plus la rive ouest, ou la Cisjordanie. Ce sera la Palestine occupée ».

Refus
unanime

Au-delà de cette évolution sémantique — qui a peut-être plus d'importance qu'on ne l'imagine, — l'essentiel pour les nationalistes des territoires reste que le sommet d'Alger, sous la pression du soulèvement et des pragmatiques de l'« intérieur », ait conduit l'OLP à reconnaître enfin la résolution 242 et à adopter officiellement la théorie de la coexistence pacifique entre deux Etats sur le sol de l'ancienne Palestine mandataire. C'est la fameuse « production politique » de l'intifada.

On peut juger le geste tardif — quarante ans et six mois après la création de l'Etat d'Israël, — certains diront dérisoire ou pathétique, il n'en est pas moins considéré par Hanna Siniora comme un pas en avant décisif dans le processus de paix. En lettres vives — « la couleur du rayon d'olivier » — *An-Nahar* affichait à la une une manchette optimiste : « Soyez serrement patients, ils nous disent que le jour (de la paix) est encore lointain ; nous croyons qu'il est proche ».

Le moins que l'on puisse dire est que les responsables israéliens ne sont pas de cet avis. Aucun n'a voulu retenir que l'OLP avait changé sa formulation : d'habitude, l'OLP ne prenait en compte la fameuse résolution 242 que parmi toutes les autres résolutions des Nations unies — ce qui était pour le moins ambigu, certaines d'entre elles appelant à la dis-

parition d'Israël. Cette fois, le CNP n'a assorti qu'une condition à sa reconnaissance de la 242 : que soient simultanément reconnus les droits nationaux des Palestiniens.

C'est précisément ce que n'ont pas admis le premier ministre, M. Itzhak Shamir, et le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès. En substance, tous deux ont affirmé qu'accepter le droit à l'autodétermination des Palestiniens, c'était consentir à l'annexion d'Israël. M. Shamir ne s'est pas embarrassé de subtilités : « Les résolutions du CNP ne sont pas une surprise, elles ne sont qu'une nouvelle étape dans la guerre que mènent les organisations terroristes arabes contre l'existence et l'indépendance de l'Etat d'Israël — et nous y répondrons en conséquence ».

M. Pérès n'y a vu qu'« une nouvelle tentative de l'OLP pour se dérober à des décisions claires ». Dans un bref communiqué de cinq lignes, le ministre des affaires étrangères a dénoncé l'« ambiguïté », le « double langage » pratiqué par l'OLP pour masquer « son recours au terrorisme et son adhésion à des positions extrémistes ». « Aucune décision unilatérale, poursuit-il, ne peut se substituer à un règlement négocié, aucun « truc » ne pourra masquer la trajectoire de nouveaux infligés au peuple palestinien (...) par une organisation (l'OLP) qui refuse de reconnaître la réalité ». (Voir nos dernières éditions du 16 novembre.)

Il n'empêche : nombre de pays occidentaux, à commencer par les Etats-Unis, ont dénoté une évolution positive dans la démarche de l'OLP à Alger, et la même intransigence dans son rejet catégorique par Jérusalem. Israël devra en tenir compte. Dès mardi soir, M.M. Shamir et Pérès ont discuté de l'éventuelle formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale. Pour justifier son appel du pied aux travaillistes, M. Shamir a évoqué « les graves défis », notamment diplomatiques, qui se profilent à l'horizon.

ALAIN FRACHON.

Asie

JAPON

La Chambre basse a adopté le projet de réforme fiscale

Le premier ministre japonais, M. Takeshita, a fait voter, ce mercredi 16 novembre, par la Chambre basse son projet de réforme fiscale. Le chef du gouvernement a obtenu l'appui de deux formations d'opposition en échange de concessions sur le scandale Recruit-Cosmos.

TOKYO
de notre correspondant

La commission parlementaire, créée le 15 novembre pour enquêter sur le scandale politico-financier Recruit-Cosmos, a rendu publique la liste des cent cinquante-neuf personnes, dont vingt-six hommes politiques, qui ont acquis des actions de cette société avant leur cotation. La création de cette commission et la publication de cette liste faisaient partie de l'accord intervenu entre la majorité libérale-démocrate et les deux partis centristes (bouddhistes et social-démocrate), qui vient de permettre le vote des six lois de réforme fiscale. Au terme de cet accord, l'ancien président de la société Recruit, M. Hiromasa Ezoo, témoignera devant le Parlement lundi.

L'opposition est loin d'avoir marqué un point avec ce qu'elle présente comme des « concessions » de la majorité. Non seulement le « front uni » qu'elle constituait a éclaté, les

socialistes se retrouvant seuls, mais encore elle n'a rien obtenu de substantiel, tandis que le gouvernement parvenait à ses fins.

La liste publiée n'apporte guère d'éléments nouveaux : la plupart des noms qui y figurent étaient déjà connus. Surtout, cette liste ne mentionne pas les personnes dont M. Ezoo a déclaré qu'il ne les traitait jamais en cause, « même la tête sur le billot », et qui doivent par conséquent être importantes. Elle confirme simplement que le personnage central dans ce scandale est l'ancien premier ministre Nakasone : sur les douze membres du PLD impliqués dans l'affaire, quatre font partie de son clan et neuf furent membres de son gouvernement. La liste publiée a révélé, en outre, que M. Eiko Oita, responsable de l'une des organisations proches de M. Nakasone, l'institut de recherche économique Sanno, avait acheté trois mille actions, réalisant un profit de 6 millions de yens.

Le PSJ a demandé une enquête sur les trafics d'influence intervenus au cours des gouvernements Nakasone. Un sénateur socialiste a affirmé que Recruit aurait fait une donation de dix milliards de yens à l'Institut de recherche sur la paix mondiale, également créé par l'ancien premier ministre.

Ph. P.

PHILIPPINES : la visite de M^{me} Avico

Bon ménage entre Manille et Paris

MANILLE
de notre envoyé spécial

Cela peut paraître étrange, mais Français et Philippines font bon ménage depuis quelque temps. En l'espace de moins de deux mois, M^{me} Aquino a, en effet, eu l'occasion de recevoir M^{me} Danielle Mitterrand, M. Jacques Attali, conseiller du chef de l'Etat, et M^{me} Edwige Avico, ministre déléguée aux affaires étrangères. Tout se passe un peu comme si Paris devenait, aux yeux des Philippines, la porte de l'Europe, puisque l'Etat — on aura la réponse au début de 1989 — que la présidente Aquino soit l'une des invitées de M. François Mitterrand lors des fêtes du bicentenaire de la Révolution.

Le chef de l'Etat avait été en 1986 — on ne l'oublie pas ici — l'un des premiers à féliciter M^{me} Aquino de son accession à la présidence. Depuis, les relations entre Paris et Manille étaient bonnes, encore que distantes puisque les deux pays n'ont guère d'histoire commune. Il fallait leur donner une substance et c'est ce qui commence à se faire sérieusement, surtout ces dernières semaines. Paris vient par exemple d'accorder un don de 4 millions de francs pour les victimes des récents typhons.

La crise économique locale, le peu d'atomes crochus pour les Marocs et des contentieux commer-

ciaux ont expliqué l'existence, depuis 1979, de protocoles financiers entre Paris et Manille. Un nouveau protocole de 250 millions de francs a été signé en avril dernier. Il sera suivi, en 1989, d'un autre protocole « plus substantiel », selon M^{me} Avico, qui s'est déjà rendue à Singapour et qui est attendue, mercredi, à Séoul, au cours d'une tournée de dix jours dans la région. Il ne restait plus, au titre du contentieux, qu'à apurer un vieux litige concernant Spic Batignolles pour la fourniture d'une usine à papier. Ce dossier vient d'être classé.

Une aide

« sans condition »

Les Philippines offrent un intérêt stratégique évident et leurs principaux bailleurs de fonds — les Américains et les Japonais — sont les promoteurs d'un mini-plan Marshall pour remettre sur pied un pays qui paie très cher les années de gabegie de l'ère Marcos. Pour financer ce programme — d'un montant de 5 à 10 milliards de dollars — Manille envisage de réunir, au début de 1989, une trentaine d'éventuels partenaires. Bien entendu, — et c'est ainsi qu'on le perçoit ici — ce serait l'occasion, pour la CEE, de s'associer à une entreprise visant à renforcer la stabilité de la région et reconstruisant une économie aux riches potentialités.

Dans un cadre européen, la démarche de la France, qui sera présidente de la Communauté du 1^{er} juillet au 31 décembre 1989, prend un relief plus intéressant. D'autant qu'il s'agit d'une aide « sans condition », d'un propos de « non-alignement financier », auquel les Philippines sont peu habituées. D'autres capitales de la région s'agitent, à tort ou à raison, de la « Forteresse Europe » de 1992. Manille n'en est pas là. L'initiative de la France aux Philippines prend d'autant plus de sens, s'il s'agit enfin, notamment à l'occasion d'un éventuel règlement cambodgien, de resserrer des liens plutôt distendus avec une région en pleine expansion.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● TAIWAN : arrivée du premier visiteur venu de Chine populaire. — Un professeur de l'université de Pékin est devenu, le 14 novembre, le premier citoyen de la Chine populaire à visiter officiellement Taiwan depuis 1949. M^{me} Qian Yi, fille de l'historien de Taiwan le plus respecté, M. Chien Mu, a été autorisée à rendre visite à son père, gravement malade et âgé de quatre-vingt-quatre ans. Cette visite a été rendue possible par l'amendement, au début du mois, des lois sur la sécurité du territoire. — (Reuters.)

● BURMESE : l'ancien premier ministre U Nu dénonce la junte militaire. — L'ancien premier ministre U Nu a déclaré, mardi 15 novembre, à Rangoun au cours d'une conférence de presse que la majorité de la population ne croyait ni à la neutralité ni à l'impartialité de la junte militaire au pouvoir. Il a réaffirmé que la Ligue pour la paix et la démocratie dont il est le fondateur ne participerait pas aux élections promises par l'armée. — (AFP.)

AVANCÉES

Revue du secteur Sciences et Technologies
du Parti Communiste Français

AVANCÉES VOUS INVITE...

à la soirée inaugurale des « Rencontres de Fontenay »

- En direct avec les cosmonautes de la station orbitale MIR.
- Liaison TRIPLEX Fontenay - Boston - Moscou.
- Reportage sur l'entraînement de Jean-Loup CHRETIEN à Baïkonour.
- Avec la participation des professeurs LOWN (U.S.A.) et KOUZIN (U.R.S.S.),

coprésidents de l'Organisation Internationale des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire, Prix Nobel de la Paix.
● Salle Jacques Brel à Fontenay-sous-Bois, Vendredi 18 novembre à 18 h 30. Avec la collaboration technique de France-Télécom (liaison satellite) de la 5^e chaîne (reportage T.V.) et de Gérard JOIGNY (journaliste scientifique de la 5^e chaîne).

Technologies
et Etre humain.

LES RENC
NTRES
DE F NTENAY 88

18-19-20
novembre 1988

LE POINT DES CONNAISSANCES
SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES
ET LEUR FINALITÉ.

ESPACE JACQUES BREL
A FONTENAY-SOUS-BOIS

(Publicité)

LES JUIFS DU MAROC

HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Concert exceptionnel de musique andalouse avec la participation de : l'Orchestre Chekara de Tétouan et le Rabbin Haim LOUK

le SAMEDI 19 NOV. 1988 à 20 h 30
Journées du judaïsme marocain organisées les 19-20-21 novembre 1988 par le centre Rachi et Identité et Dialogue

Pour tout renseignement, s'adresser au centre Rachi 38, bd de Port-Royal, 75005 PARIS TEL. : 49-51-75-47.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
45-55-91-82, poste 4356

(Publicité)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE

dans une grande université Pékin, Shanghai, Canton... PLACES LIMITÉES

A partir de février 89, UN SEMESTRE 18.500 F. Logement compris. CEPEP, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.46.08.19 ou 47.22.94.94.

LISBONNE



OFFRE-SPECIALE

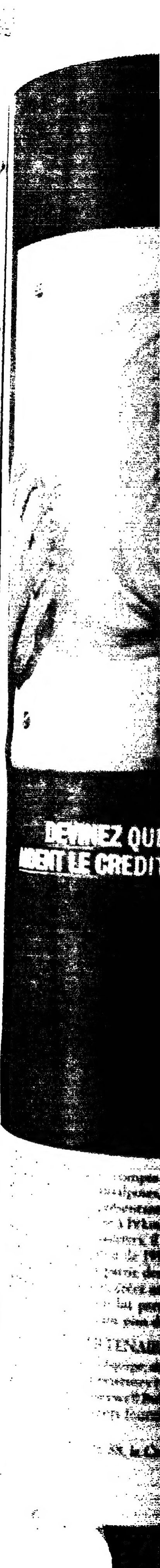
POUR LES AMOUREUX
DU TAGE

à partir de 1.995 F

Ce prix comprend le transport A/R par avion, le séjour en chambre double (pour un week-end dans un Hôtel de 3*) avec petit-déjeuner et les transferts aéroport/hôtel/aéroport. Consultez votre Agence de Voyages,

la **TOP** PORTUGAL Tél.: (1) 42 96 16 09 ou le Centro de Turismo de Portugal em França Tél.: (1) 47 42 55 57

Inoubliable LISBOA



JAPON

Chambre basse a adopté projet de réforme fiscale

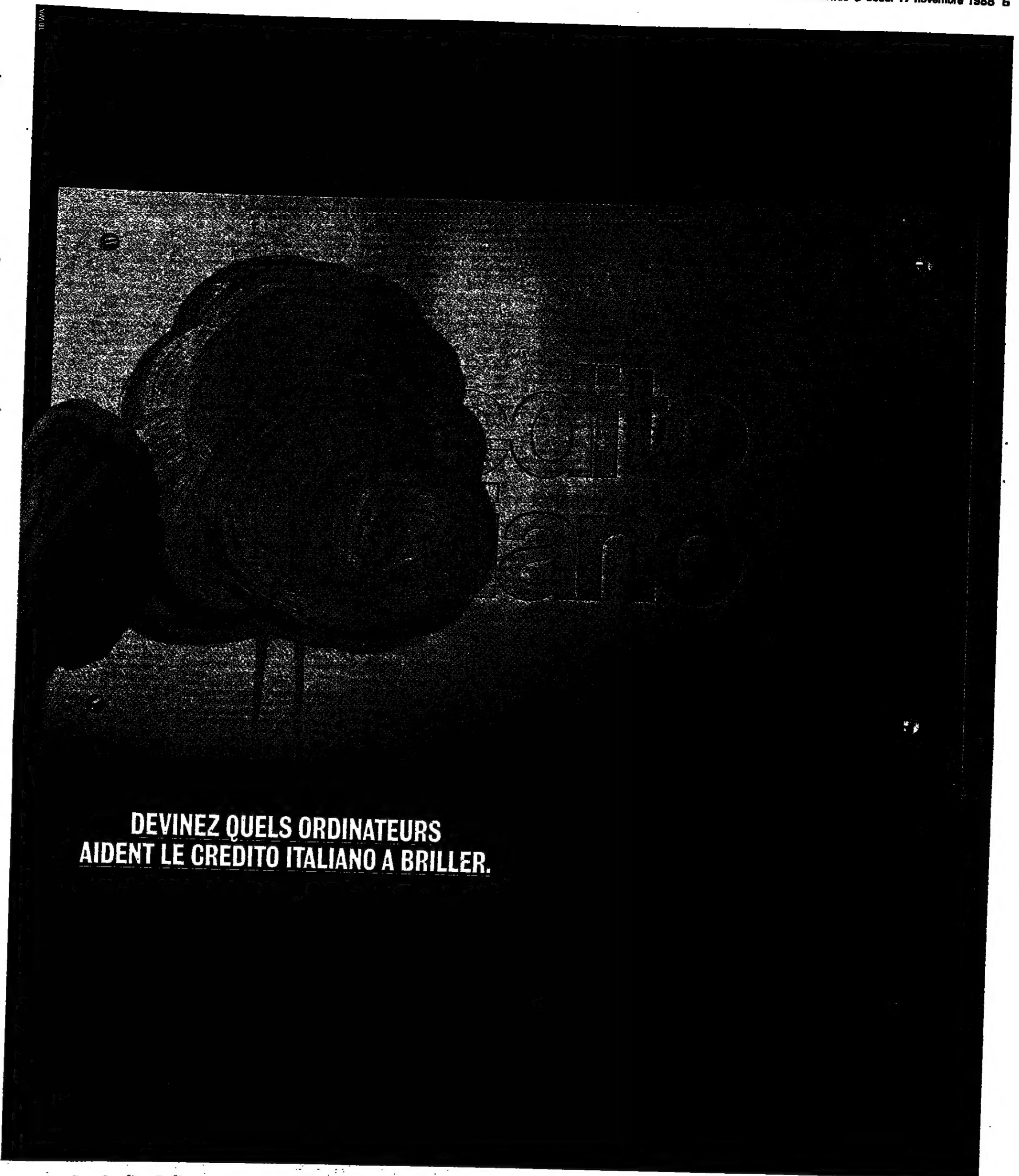
Le projet de loi de finances pour 1989 a été adopté par la Chambre basse du Parlement japonais...

LES JAPONAIS : la visite de M. Avic... échange entre Manille et Paris

Le ministre japonais des Affaires étrangères a effectué une visite officielle à Manille...

NOIS

Texte partiellement visible sous le titre 'NOIS'.



DEVINEZ QUELS ORDINATEURS AIDENT LE CREDITO ITALIANO A BRILLER.

Le Credito Italiano compte parmi les premières banques transalpines, avec plus de 500 agences et représentants en Italie et à l'étranger...

UN VRAI PARTENAIRE

Un véritable travail d'équipe, ainsi qu'une maîtrise reconnue des systèmes communicants, ont permis à Honeywell Bull de relier des matériels de différents fournisseurs en

réseaux. Pour que les usagers du système puissent dialoguer librement, qu'ils soient en Italie ou à l'étranger.

Des mainframes aux micros, de l'immeuble intelligent aux systèmes experts, Honeywell Bull a apporté des solutions complètes, du matériel aux logiciels.

PLUS DE LIBERTE

Les systèmes Honeywell Bull "ouverts" sont pour le Credito Italiano une garantie de liberté dans l'avenir. Liberté d'évoluer, de choisir ses fournisseurs, de profiter des nouveautés. Même si elles ne viennent pas de nous.

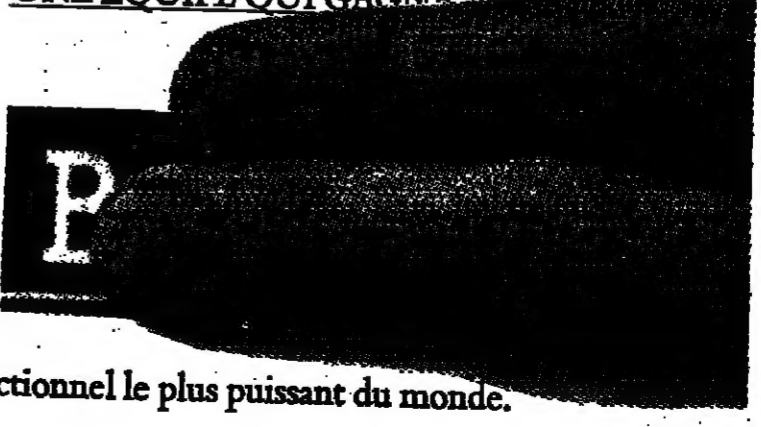
Mais il y a tout lieu de croire que le Groupe Bull saura toujours lui offrir ce qu'il faut. Car

aujourd'hui, Bull et son partenaire Honeywell Bull Inc. font profiter leurs clients des ressources d'un constructeur de taille mondiale.

Ressources utiles pour ceux qui, en 1992, ne veulent pas briller par leur absence.

BULL ET SES CLIENTS

UNE EQUIPE QUI GAGNE



Le 14 novembre 88, le Credito Italiano acquiert 4 Bull DPS 9000, le système transactionnel le plus puissant du monde.

Europe

Effervescence de l'opposition et endettement

La périlleuse transition hongroise

(Suite de la première page.)
Six mois plus tard, Viktor fait son service militaire dans une caserne de province. Un matin, le colonel le fait appeler : prenez le train pour Budapest, lui dit-il, vous y êtes attendu pour prendre la parole. Qui donc attend Viktor, au point de lui faire accorder une permission ? La politique, tout simplement, qui semble maintenant avoir tous les droits en Hongrie. *Magdo Pilya*, une revue au ton très froideur, organise une table ronde, à laquelle ont été conviés un représentant du Parti (le chef du département de propagande du comité central), un autre du gouvernement (le vice-premier ministre Peter Medgyessy), un représentant du mouvement d'opposition Forum démocratique (le professeur Mihaly Bihari) et un du FIDESZ.

Le FIDESZ estimait que le plus apte à le représenter serait Viktor Orban, malheureusement sous les draps, car à cela ne tiennent, on le fera libérer momentanément, pour venir débattre avec ces hauts responsables de l'Etat et de la presse.

A l'image de l'attitude des autorités à l'égard de Viktor Orban, l'atmosphère a beaucoup changé en Hongrie depuis le 22 avril. La conférence nationale du Parti communiste hongrois, le PSOH, réunie fin

mai, a finalement marqué un tournant décisif dans la vie politique du pays, en décidant du départ de Janos Kadar, maître du jeu depuis trente ans, et de son remplacement à la tête du parti par un homme beaucoup plus jeune, mais que l'on voyait venir avec une certaine circonspection : Karoly Grosz, cinquante-huit ans, ne passait pas pour un tendre.

Tendre, il ne l'est toujours pas, mais il a su donner en six mois, à sa manière - celle d'un homme de pouvoir, vif et rapide mais un peu raide et sans humour - un nouveau style à la direction hongroise et un nouveau souffle au PSOH, qui s'était réveillé aussi usé que Janos Kadar. Qu'a-t-il fait ? Concrètement, il a dit, sans grand-chose... Hormis la loi sur l'entreprise adoptée en septembre et qui permettra aux entrepreneurs privés, à partir du 1^{er} janvier 1989, d'employer jusqu'à cinq cents personnes, aucun texte n'est encore venu consolider de manière formelle le processus de libéralisation en cours.

Mais il règne incontestablement à Budapest un climat d'ouverture, qui se manifeste essentiellement dans la presse, très contrôlée sous Kadar, et sous la forme de mouvements politiques indépendants d'opposition. Ces mouvements, nés avant la fin du

kadarisme, mais plutôt mal tolérés alors, ont maintenant pignon sur rue voire leur propre organe, vendus en kiosques, - publient des communiqués dans le journal du PSOH, *Nepszabadsag*, et agissent on ne peut plus ouvertement. Certains de leurs représentants ont des liens étroits avec des personnalités réformatrices du parti unique. Un membre du bureau politique, M. Rezzo Nyers, le père de la réforme économique hongroise de 1968, milite même dans l'un de ces mouvements, le Nouveau Front de mars. D'autres, comme le FIDESZ ou la récente Alliance pour la démocratie, sont plus radicaux et plus marginalisés.

Les règles du jeu

En bon scientifique, M. Mihaly Bihari, professeur de sciences politiques à l'université de Budapest, exclu du parti en avril pour avoir assisté aux réunions du Forum démocratique, les appelle les « unités ». « Toutes ces unités, observe-t-il, existent légalement. Il n'y a ni procédure d'enregistrement, ni règles formelles. » Pas encore : « Nous sommes en train d'élaborer les règles du jeu », avertissent les journalistes indépendants d'opposition, du département de propagande du

comité central. Certaines, comme le projet de loi électorale, ne se présentent pas sous les meilleurs auspices, d'où un sentiment d'incertitude assez répandu. En attendant, reconnaît M. Bihari, qui admet carrément à trois « unités » en même temps (le Forum démocratique, le Nouveau Front de mars, le Club « Glasgow »), l'activité ouverte de ces mouvements a créé une situation unique en Europe socialiste. Et deux syndicats indépendants, de chercheurs et de cinéastes, fonctionnent.

La Hongrie sera-t-elle le premier pays de « cette partie de l'Europe » à instaurer un véritable multipartisme ? Pour bon nombre d'intellectuels d'opposition, cette issue est inévitable. Pour le chef de file du courant réformateur du parti aussi, M. Imre Pozsgay, numéro deux du gouvernement, entré au bureau politique en mai, le professe ouvertement. Son collègue et ami Rezzo Nyers admet en toute sérénité : « Je crois qu'un jour cela arrivera. La question est de savoir quand. A l'heure actuelle, les conditions politiques hongroises ne sont pas favorables. Mais, même avec un parti unique, il faut créer une atmosphère de pluralisme politique avec des organisations alternatives. Cette période de transition est souhaitable. Mais si la situation l'exige, il faut être prêt à accepter le multipartisme ».

Bien entendu, tout le monde n'est pas d'un avis aussi avancé au bureau politique. M. Grosz ne fait aucun mystère de ses réticences (le Monde du 10 novembre) et M. Janos Berecz, qui s'est taillé une solide réputation de gardien de l'orthodoxie, veut bien parler de pluralisme, mais dans le cadre du système de parti unique... Tout le monde sait cela à Budapest et, a fortiori, le ministre de la justice, Kalman Kulcsar, qui a fait sensation la semaine dernière en annonçant que le projet de loi sur les associations autorisera la création de partis politiques. Pressé de questions, M. Kulcsar a reconnu par la suite que beaucoup restait à faire, ne serait-ce qu'en matière de procédure, avant d'en arriver là. D'ailleurs, selon lui, les organisations indépendantes ne sont pas encore prêtes : elles ont besoin de temps, au moins autant que les autorités. Le critère final d'autorisation d'un parti devrait être le respect de la Constitution.

Pour l'heure, la Constitution hongroise consacre le rôle dirigeant du Parti communiste, et la réforme de la Constitution n'est pas prévue avant 1990. 1990 doit être aussi l'année des élections législatives, et du congrès du PSOH. Cette échéance minimale paraît convenir aux stratèges de l'opposition, comme le Fr Bihari : « Présenter des candidats dans deux ans, dit-il. Nous ne pouvons attendre ». « Nous souhaitons conserver cette fraîcheur, ce bourgeonnement qui commence à éclore dans notre vie politique, renchérit un responsable du parti. Si nous faisons tout de suite, nous risquons de tuer cela ».

Conformisme

M. Nyers, lui, espère qu'un « consensus » susceptible de rassembler la société hongroise pourra être trouvé « dans trois ou quatre ans ». Mais les risques de déstabilisation sont grands d'ici là, surtout à cause de la fragilité de l'économie hongroise, endettée jusqu'au cou. « Si la stabilisation économique et financière échoue, dit-il, l'instabilité politique deviendra permanente, la crise des valeurs se posera avec beaucoup d'acuité. On observe actuellement une grande confusion chez l'homme de la rue, car il se produit des choses jamais vues et au fond il est attaché aux principes du socialisme. Par sécurité, par conformisme sans doute. Bien sûr, ce n'est pas un attachement à tout

prix. Mais à certains égards, les masses semblent presque souhaiter un retour en arrière. » Pour M. Nyers, ce fossé entre le conservatisme des « masses » et le réformisme de la direction - est assez dramatique ».

« L'ancien régime n'est plus assez fort, mais le nouveau n'est pas prêt », résume un intellectuel, tandis qu'un responsable du parti se déclare confiant dans « la nouvelle génération de cadres de trente-quatre ans, qui commencent à se faire entendre et seront, dans trois ans, des hommes politiques mûrs ». Mûrs pour mettre à exécution un programme fondé sur « le libéralisme en économie, l'ouverture en politique extérieure et le pluralisme en politique intérieure ».

Mais la période qui doit voir arriver la relève est une période à haut risque. « Si le pays devient insolvable, poursuit ce responsable, les banques occidentales ne nous consentiront plus de crédits. Or l'économie hongroise n'est pas viable sans importations de l'Occident. Des entreprises devront fermer. Le niveau de vie baissera de 30 %. Là, ce sera la vraie crise. Et notre problème ne sera plus alors le multipartisme, mais la survie. Le risque existe aussi, pour les dirigeants actuels, de voir les difficultés de l'exercice du pouvoir exacerber leurs divergences et leurs rivalités, au point de freiner la mise en œuvre de la réforme. M. Pozsgay, dont l'aura auprès des jeunes et des intellectuels s'est ternie depuis qu'il a dû cautionner des prises de position impopulaires, en sait sans doute quelque chose ».

Reste la dimension soviétique. Les responsables hongrois ne cachent pas qu'ils ont en ce moment davantage d'atomes crochus avec Moscou qu'avec, par exemple, Berlin-Est. Mais la dernière réunion du conseil militaire du pacte de Varsovie, début octobre à Budapest, leur a aussi rappelé, s'il en était besoin, les limites à ne pas dépasser : les responsables militaires du pacte se sont inquiétés de savoir si la Hongrie disposait d'une « stabilité politique assez solide » pour remplir ses engagements militaires au sein du camp socialiste. « Nous leur avons dit que oui, et que stabilité ne veut pas dire immobilisme », rapporte un membre de l'entourage de M. Grosz. Heureusement, « les questions militaires ne sont pas seulement du ressort des militaires, elles relèvent aussi des politiciens. Donc, cela ne nous inquiète pas trop ».

SYLVIE KAUFFMANN.

Un responsable d'un pays du pacte de Varsovie à l'OTAN

Pour la première fois, un responsable d'un pays du pacte de Varsovie a pris la parole, mardi 15 novembre, devant une instance de l'OTAN. Cela se passait à Hambourg, devant la commission politique de l'Assemblée parlementaire de l'Atlantique nord, et le responsable en question était, bien entendu, un Hongrois, M. Gyula Horn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Son discours nouveau, sévère pour la politique d'armement de l'Est comme de l'Ouest, a fait grosse impression sur ses auditeurs.

Consultations avec Moscou

Ce n'est qu'une des facettes de la diplomatie hongroise, qui, décidément, multiplie les innovations : accueil du premier ministre israélien à Budapest, établissement de relations diplomatiques avec Séoul, signature du plus important accord de commerce et de coopération jamais conclu entre la CEE et un pays de l'Est, prochain échange d'ambassadeurs avec l'Albanie, prise de contacts en vue d'une adhésion au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés... Parallèlement, le numéro un hongrois, Karoly Grosz, s'est transformé en commis-voysageur, de Moscou à Washington, de Vienne à Paris ou Madrid, pour « vendre » l'image de son pays et, accessoirement, reconnaître dans son entourage, tantôt d'en retirer quelque bénéfice devant son opinion publique.

On peut se douter que tout cela ne se fait pas sans consultations avec Moscou. Mais les choses sont ainsi faites aujourd'hui que M. Grosz réussit beaucoup plus facilement une visite aux Etats-Unis qu'une rencontre au sommet en Roumanie. Car le différend qui oppose Budapest à Bucarest sur la question de la minorité hongroise en Roumanie et les plans de « réaménagement » de M. Ceausescu prend de plus en plus d'ampleur.

L'URSS tente, autant que possible, de rester à distance raisonnable du comité. M. Grosz et son équipe ont décidé d'éviter la confrontation qui « pourrait mettre en péril la sécurité en Europe » et lui préfèrent la « politique des petits pas », en dépit de fortes pressions intérieures hongroises. Ils comptent aussi sur un appui international, auquel ils font appel de plus en plus ouvertement : « Nous espérons que les Etats européens, de l'Est et de l'Ouest, vont exercer des pressions morales, politiques et économiques sur la Roumanie, déclare-t-il la semaine dernière un dirigeant hongrois, M. Matyas Szarus à la *Süddeutsche Zeitung*. La Hongrie compte sur la solidarité des autres Etats, car c'est la culture européenne qui est en danger ».

S. K.

CORRESPONDANCE Questions à M. Karoly Grosz

Nous avons reçu la lettre suivante de MM. François Fejtő, historien, président de la Ligue hongroise des droits de l'homme ; Pierre Kerdé, directeur de recherches au CNRS, et Miklos Molnar, historien, professeur à l'université de Genève.

Le Monde du 10 novembre a publié un entretien avec le nouveau secrétaire général du PC hongrois, M. Karoly Grosz, dans lequel ce dernier s'est exprimé avec beaucoup de franchise. A propos de la réhabilitation de l'ancien chef de gouvernement Imre Nagy, il a cependant fait des affirmations qui appellent une mise au point.

Selon M. Grosz, Imre Nagy « fut d'abord un homme politique des plus sincères, un des plus fidèles serviteurs de Staline et de Rakosi ». Cette accusation sera une surprise pour les nombreux historiens qui ont étudié l'itinéraire politique d'Imre Nagy. Il ressort en effet de tous les documents connus que si les exécutés stalinistes de Rakosi avaient bien un adversaire au sein de la direction du PC hongrois, c'était Imre Nagy. En 1949, ce dernier a été écarté du bureau politique en raison de son opposition à la collectivisation forcée de l'agriculture. On connaît aussi la sévérité avec laquelle, entre 1953 et 1956, il a critiqué le « sectarisme » et le « dogmatisme » de Rakosi. Enfin, lorsque en avril 1955 on l'a chassé de toutes les instances dirigeantes, et même du parti, c'était pour « opportuniste de droite », c'est-à-dire pour des raisons invincibles au « dogmatisme ».

A propos des difficultés pour retrouver « les restes » d'Imre Nagy, l'actuel chef du gouvernement et du PC hongrois affirme que

celui-ci, « quand il était premier ministre », avait ordonné lui-même « que les exécutés soient enterrés anonymement ». On aimerait savoir d'où M. Grosz a tiré cette information ne figurant dans aucun texte et document traitant de l'époque (y compris ceux qu'on a publiés sous l'égide du PC hongrois). Quelles raisons d'ailleurs Imre Nagy a-t-il pu avoir de s'intéresser à l'enterrement des suppliciés alors qu'à notre connaissance aucun adversaire politique n'a été condamné à mort, ni exécuté, sous le premier gouvernement d'Imre Nagy (1953-1955) et encore moins pendant les jours de la révolution de 1956 ? En matière cérébrale et pénitentiaire, ce que l'histoire et la mémoire collective des Hongrois ont retenu du bref passage d'Imre Nagy à la tête des affaires de son pays, est qu'il a libéré - bien avant Khrushchev - des dizaines de milliers de prisonniers politiques et des centaines de milliers d'internés innocents.

M. Grosz attribue à Imre Nagy des « décisions erronées », ce dont il a parfaitement le droit. Mais son lointain prédécesseur n'a pas été mis à mort pour « des erreurs », ni pour « sectarisme », mais pour avoir dirigé, selon l'acte d'accusation de 1958, « une conspiration contre l'ordre légal de la Hongrie ». Cette accusation, la seule qui soit en rapport avec le problème de la réhabilitation, est-elle toujours maintenue ?

BELGIQUE : le processus de fédéralisation

Accord sur les compétences financières des régions et des communautés

BRUXELLES de notre correspondant

« Voilà vingt-six ans que je me bats pour cela : quelques minutes avant de monter à la tribune de la Chambre, M. Wilfried Martens, le premier ministre, ne cachait pas sa satisfaction. L'accord auquel il était parvenu avec les cinq vice-premiers ministres (un pour chaque parti de la coalition au pouvoir), lundi 14 novembre, dans les petites heures du matin, mettait un terme au processus de fédéralisation du pays entrepris par le nouveau gouvernement ».

Après s'être entendu d'abord sur la future répartition des compétences entre l'Etat central, les communautés qui disposent en tant que telles de certains pouvoirs et les régions, ensuite sur le statut de Bruxelles (le Monde du 3 août), il restait à trouver un compromis concernant le financement de cette réforme. Celle-ci donne aux régions (la Flandre, la Wallonie et Bruxelles) et aux communautés (les communautés française, flamande et germanophone) de nombreuses compétences qui étaient jusqu'alors du domaine de l'Etat central : enseignement, aménagement du territoire, politique économique, aide aux entreprises, le gouvernement gardant la haute main sur la défense, la politique étrangère, la sécurité sociale et la monnaie.

Encore fallait-il, pour que cette réforme entre en vigueur comme prévu le 1^{er} janvier prochain, permettre aux régions et aux communautés de disposer des ressources financières suffisantes pour gérer leurs nouvelles attributions, qui représenteront grosso modo le tiers du budget du pays. Déjà certaines taxes sont actuellement rétrocédées aux communautés et aux régions. Pour d'autres - les taxes sur les débits de boissons, par exemple, - les autorités régionales disposent désormais de toute latitude pour les fixer à leur convenance. Pour une troisième catégorie, comme pour les droits de succession, l'autonomie des

régions sera plus limitée. L'impôt sur les personnes physiques, une des sources principales des revenus de l'Etat, restera, pour l'essentiel, fixé par le gouvernement central. Les régions auront toutefois la possibilité de lever certains centimes additionnels, là encore dans des limites bien précises.

Cet accord, qui devra d'abord être traduit en textes de loi, sera discuté par les députés et les sénateurs dans les semaines qui viennent pour pouvoir être appliqué dès le début de 1989. La Belgique alors entrera dans une nouvelle phase de son histoire complexe.

Crainte de l'éclatement

C'est en ayant, semble-t-il, conscience de l'importance de cet enjeu que Wilfried Martens s'est exprimé lundi après-midi devant les députés. Etrangement, le premier ministre a insisté davantage sur les garde-fous et notamment sur la série de nouvelles commissions paritaires installées pour empêcher l'éclatement à terme du pays, plutôt que sur les mesures visant à assurer l'autonomie des régions. Le premier ministre a aussi mis l'accent sur les mécanismes de solidarité mis au point pour maintenir une certaine égalité entre le développement économique des régions. Cette attitude « unitaire », à un moment où le pays se fédéralise, correspond en fait à une volonté très nette d'une partie de la classe politique et de nombreux agents économiques - sans parler bien entendu de l'avis, très important ici, du palais royal - de freiner autant que faire se pourra tout mouvement séparatiste.

Il reste maintenant à savoir comment cette réforme sera appliquée concrètement. Comme il n'existe pratiquement aucun exemple dans l'histoire d'un Etat unitaire se fédéralisant *sui generis*, la réputation de pragmatisme des Belges va être soumise à rude épreuve.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

CHYPRE Neuf « Casques bleus » blessés par des manifestants chypriotes grecs

De violents heurts ont opposé des manifestants chypriotes grecs aux « casques bleus » de l'ONU dans la zone tampon séparant les deux parties grecque et turque de Chypre, mardi 15 novembre, jour du cinquantième anniversaire de la proclamation unilatérale d'indépendance de la République turque de Chypre du Nord. Neuf soldats de l'UNFICYP (forces des Nations unies à Chypre, présentes dans l'île depuis 1964) ont été blessés, a indiqué le porte-parole de l'ONU, M. Charles Gaulkin.

Les manifestants, dont certains avaient passé la nuit aux abords de la « ligne verte » séparant les deux communautés depuis 1974, tentaient de marcher sur le secteur turc pour protester contre la présence de l'armée turque. Les affrontements ont éclaté dans la matinée en deux points de la zone tampon. Plusieurs centaines de manifestants, étudiants pour la plupart, y ont pris part.

Qualifiant cet incident de « grave », M. Gaulkin a rappelé que l'intégrité de la zone tampon est « la base même du cessez-le-feu » imposé par l'ONU après l'invasion de la partie nord de Chypre par l'armée turque en août 1974. Il a dénoncé l'absence de réaction de la police chypriote. - (AFP).

GRÈCE Des hommes politiques seront interrogés sur le scandale Koskotas

ATHÈNES de notre correspondant

Les députés grecs ont décidé mercredi 16 novembre, à l'issue d'un débat houleux de près de treize heures, de constituer une commission d'enquête parlementaire sur le « scandale Koskotas ». Cette commission de trente membres commencera ses travaux dans les prochains jours et pourra, dans le cadre de ses investigations, interroger toutes les personnes, même les hommes politiques, soupçonnées d'avoir été mêlées au krach financier de l'empire bancaire de Georges Koskotas, qui a réchappé la semaine dernière à s'enfuir à l'étranger dans des conditions mystérieuses.

L'opposition a ainsi marqué un point. Initialement, en effet, le gouvernement socialiste souhaitait que cette commission ne soit nommée qu'après la publication du rapport d'experts sur les comptes de la Banque de Crète, dont Georges Koskotas était le PDG, et que l'enquête se limite aux milieux « administratifs » éventuellement impliqués.

Au sein du parti au pouvoir, les querelles s'amplifient. M. Apostolos Lazaris, ancien ministre de la coordination, a annoncé mardi 15 novembre qu'il abandonnait son siège de député et démissionnait du PASOK dont il était un cadre éminent en raison de la crise politique actuelle et du scandale Koskotas. Il

TURQUIE Liberté provisoire pour les quatre Grecs arrêtés

Les quatre ressortissants grecs arrêtés le 4 novembre ont été mis, mardi 15 novembre, en liberté provisoire par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara.

MM. Nicos Giannopoulos, syndicaliste, Nicos Belavilas, militant d'un mouvement socio-politique, Kostis Nikiforakis, membre de l'Union des étudiants, et le docteur Giorgos Kouvondis avaient été appréhendés alors qu'ils assistaient au procès de militants du groupe d'extrême gauche Dev-Yol (Voie révolutionnaire, interdit). Au cours de l'audience, ils avaient brandi une pancarte réclamant « la démocratie et une amnistie » pour les détenus politiques en Turquie.

Accusés d'avoir « soutenu et collaboré avec une organisation clandestine », ils sont passibles, selon le code pénal turc, d'une peine de trois à cinq ans de détention. Le président de la Cour a décidé leur mise en « liberté provisoire » en attendant la suite du procès, qui doit reprendre le 24 novembre.

Le maire d'Athènes, M. Miliaditis Evert, venu lundi à Ankara apporter son soutien aux inculpés, a exprimé l'espoir que cet incident n'aurait pas de répercussions néfastes sur les relations gréco-turques. Une délégation grecque d'une vingtaine de personnes, comprenant notamment un député européen, se trouve en Turquie depuis le 6 novembre pour suivre l'affaire. - (AFP).

ANNIVERSAIRE du soulèvement étudiant

Le remaniement attendu du ministère aura lieu probablement vendredi, et non jeudi comme annoncé précédemment. Dans la confusion qui règne actuellement en Grèce, les autorités avaient, semble-t-il, oublié que le 17 novembre marque l'anniversaire du soulèvement étudiant de 1973, réprimé dans le sang, à l'Ecole polytechnique d'Athènes. Une manifestation est prévue, comme tous les ans, entre l'Ecole et l'ambassade des Etats-Unis.

Par ailleurs, deux bombes ont explosé dans la nuit de mardi à mercredi dans le centre d'Athènes. La première a détoné devant le bureau du député conservateur, Stephanos Manos ; la seconde avait été placée près de la porte du domicile de l'armateur Yannis Latis dans le quartier résidentiel de la capitale. Aucune organisation n'avait encore revendiqué ces attentats mercredi matin 16 novembre.

THEODORE MARANGOS.



Amériques

ETATS-UNIS : la mise en place de la future équipe du nouveau président

M. Nicholas Brady confirmé dans son poste de secrétaire au Trésor

WASHINGTON
de notre correspondant

L'équipe Bush commence à prendre forme, en même temps que s'affirme un certain style. Après la nomination de M. James Baker au poste de secrétaire d'Etat, annoncée au lendemain de l'élection du 8 novembre, le président élu a fait connaître mardi 15 novembre son choix pour l'autre poste majeur du futur cabinet, celui de secrétaire au Trésor. Il s'agit, comme prévu, de M. Nicholas Brady, qui occupe déjà ces fonctions depuis qu'il a pris la place de M. Baker, qui lui-même avait démissionné cet été pour pren-

principaux responsables. On s'attend en particulier à ce que M. Richard Darman, ancien secrétaire adjoint au trésor et proche de M. Baker, soit désigné au poste de responsable du budget. Il devrait à ce titre jouer un rôle clef dans les négociations avec le Congrès concernant les moyens de réduire le déficit budgétaire (M. Bush a redit mardi que c'était l'une de ses priorités).

M. Sumner un choix risqué

Un autre poste majeur restera à pourvoir, celui de la défense, qui pourrait échoir soit à un « spécialiste », soit à un industriel qui serait

dants » principaux : M. Craig Fuller, un « jeune » homme de trente-sept ans, peu marqué politiquement, très actif auprès de M. Bush pendant la campagne et qui a été chargé de diriger l'équipe de « transition », et M. John Sumner, ex-gouverneur du New-Hampshire, auquel le président élu doit une fibre chaude. C'est pour une part grâce à son énergie et son efficacité lors de la primaire de son Etat que M. Bush a réussi à rétablir une situation alors très compromise.

M. Sumner, qui a passé quelques jours en Floride auprès de M. Bush et est revenu en sa compagnie à Washington semble avoir la préférence du président élu. (Selon le Washington Post, sa décision serait en fait déjà prise.) Mais avant les nominations de MM. Baker et Brady étaient attendues et « sans risque », autant celle de M. Sumner constituerait un pari. Court et trapu, l'ex-gouverneur du New-Hampshire est un homme à l'esprit très vif, et un polémiste qui n'hésite pas à asséner des coups douloureux à ses adversaires politiques : il ne s'est pas privé de le faire à l'égard de M. Michael Dukakis, gouverneur d'un Etat voisin du sien.

Ses convictions sont résolument conservatrices, son attitude souvent agressive, et à certains égards la nomination de cet ingénieur diplômé du Massachusetts Institute of Technology (MIT), peu familier des rites washingtoniens, au poste de secrétaire général de la Maison Blanche, serait de la part de M. Bush une manière d'agiter un chiffon rouge devant les démocrates du Congrès. Qui plus est, il est d'origine arabe — en principe libéraliste, même si certains affirment qu'il est en fait palestinien — et la perspective de le voir parvenir à un poste d'une telle importance provoque déjà une discrète levée de bouilliers de la part de certains représentants de la communauté juive. Si M. Bush entend faire comprendre qu'il veut faire les choses à sa manière et choisir qui bon lui semble, il tient là une excellente occasion de le faire. Mais l'entreprise n'est pas sans risque.

JAN KRAUZE.

BONJOUR, J'ETAIS LE PLUS PROCHE COLLABORATEUR DE M. REAGAN!



PANCHO

dre en charge de la campagne de M. Bush. Tout se passe donc « en famille », ou du moins entre amis. M. Bush ayant établi de longue date des relations personnelles étroites avec les deux hommes. Comme le président élu, ses deux principaux collaborateurs sont ce qu'il est convenu d'appeler des « patriotes ». Mais M. Baker, le Texan, semble avoir une personnalité plus voyante, tandis que M. Brady, membre de l'establishment de la côte Est, paraît plus discret, et conservateur au sens traditionnel du mot : il apprécie aussi peu l'ostentation sur le plan personnel que les pratiques boursières acrobatiques désormais de mise à Wall Street. En ce sens, M. Bush est la synthèse des deux hommes, puisqu'originaire du nord-est, il est devenu Texan d'adoption.

MM. Baker et Brady sont liés par une certaine ressemblance physique — silhouette élancée, allure distinguée — et sont tous deux considérés comme des pragmatiques plutôt modérés. En annonçant mardi la nomination de M. Brady, le président élu a souligné que ce dernier serait « le principal porte-parole économique » de l'administration, autrement dit le principal responsable en matière économique.

M. Baker, parce qu'il a occupé avant lui le poste de Trésor, et parce que son rôle auprès de M. Bush semble devoir dépasser celui de « simple » secrétaire d'Etat, aura-t-il, au moins dans une certaine mesure, autorité sur lui ? Pour beaucoup de commentateurs, M. Baker semble devoir occuper une place préminente au sein du cabinet, et certains l'ont même qualifié par avance de « président bis ».

Mais M. Bush, qui semble tout à fait décidé à affirmer, doucement mais fermement, son autorité, a rappelé au cours d'une récente conférence de presse (sur une plage de Floride) que lui-même n'avait rien dit de tel.

D'autres nominations devraient suivre à brève échéance — M. Bush entendait apparemment procéder par étapes, en commençant par les

chargé de mettre de l'ordre dans les procédures d'attribution de commandes et de réduire le gaspillage. On s'attend aussi à ce qu'au moins un Noir et un Hispanique figurent dans le cabinet.

Mais dans l'immédiat, l'intérêt se porte essentiellement sur le poste de secrétaire général de la Maison Blanche (chief of staff), qui organise le travail des plus proches collaborateurs du président, filtre ses interlocuteurs, et tient un rôle central en ce qui concerne les rapports de l'administration avec le Congrès et avec la presse. Une compétition s'est engagée entre deux « préten-

Le choix rassurant de la continuité

En confirmant Nicholas Brady au poste clé de secrétaire au Trésor, le nouveau président américain confirme ses volontés d'assurer la continuité dans le pragmatisme. Ami personnel de George Bush, cet ancien coprésident de la banque Dillon-Russell était sorti de l'anonymat feutré du monde financier lorsque le président Reagan lui avait confié la responsabilité d'une enquête sur les conséquences du krach boursier d'octobre 1987. Les propositions du rapport Brady ont mis du temps à faire leur chemin.

Il faudra attendre octobre 1988 pour que l'une d'entre elles, la mise en place de « coupe-circuits » en cas de trop fortes fluctuations des marchés boursiers, soit mise en application. Partisans et opposants de ce rapport étaient malgré tout tombés d'accord pour saluer l'originalité et surtout la rigueur dont le président de la commission avait fait preuve.

Deux qualités que le secrétaire au Trésor devra rapidement confirmer. Nommé à ce poste le 7 août dernier, M. Brady a déjà multiplié les déplacements et les contacts à l'étranger. La trêve de

la campagne présidentielle ne lui avait pas permis de donner toute sa mesure. Les occasions ne lui manqueront pas de le faire. Confirmé au secrétariat du Trésor en période de turbulences monétaires, sa connaissance des règles du jeu des marchés financiers constituera un atout de taille. Mais il sait mieux que quiconque qu'un retour au calme exige une parole concrète sur un sujet qui lui tient à cœur : la réduction du déficit budgétaire. Parviendra-t-il à jouer un rôle dans la polémique qui s'annonce entre le Congrès et George Bush, officiellement opposé à toute hausse de l'impôt ? Le test budgétaire sera aussi rude que celui d'une stabilisation du dollar.

Pour l'instant, ses partenaires des principaux pays industriels se contentent de saluer sa rigueur et sa volonté de poursuivre sur la voie de la concertation internationale. Sans pour autant pouvoir se prononcer sur le façon dont M. Brady parviendra à surmonter l'échec du « plan Baker » de solution de la crise de la dette du tiers-monde.

F. Cr.

HAITI

Appel à la grève générale

Port-au-Prince. — L'un des plus importants syndicats d'Haïti, la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH), a lancé, mardi 15 novembre, un appel à une journée de grève générale « d'avertissement » pour lundi prochain. La CATH demande la libération des soldats récemment incarcérés, le désarmement des maououtes (les miliciens du régime duvaliériste), le maintien dans le pays du Père Aristide, le chef de l'Eglise populaire que la hiérarchie catholique souhaite exvoyer

à l'étranger, ainsi que la baisse du prix de l'essence.

Cet appel à la grève, le premier depuis le coup d'Etat du général Prosper Avril, le 17 septembre dernier, intervient après que le nouveau chef de l'Etat ait annoncé une « imminente catastrophe financière » si la communauté internationale ne venait pas en aide à Haïti. Le gouvernement rencontre, en effet, de grandes difficultés pour payer fonctionnaires et soldats et brandit la menace d'un coup d'Etat si la

situation venait encore à se détériorer.

Les autorités haïtiennes ont d'autre part rendu publique l'intégralité du rapport de la commission d'enquête, nommée par le régime déchu du général Namphy, sur le massacre survenu lors des élections avortées du 29 novembre 1987. La tierce, perpétrée par des bandes armées néo-duvaliéristes grâce à la passivité voire la complicité du pouvoir de l'époque, avait fait vingt-quatre morts et soixante-quatorze blessés dans la capitale. — (AFP.)

Les instants les plus fous ne sont pas les plus chers

NEW YORK 1 890 F

LONDRES 490 F

CORSE 590 F

VENISE 790 F

MADRID 990 F

MONTREAL 1 890 F

DAKAR 1 910 F

ANTILLES 2 490 F

LA REUNION 3 600 F

BANGKOK 3 900 F

PAPEETE 6 800 F

VOLS ALLER RETOUR AU DEPART DE PARIS. PRIX A PARTIR DE.

NOUVELLES FRONTIERES

66, BD SAINT-MICHEL
42 73 10 64 MINITEL 36 15 + NF

Enquête

Turbulences en Mélanésie

VANUATU : la guerre des chefs

PORT-VILA
de notre envoyé spécial

La bâtisse coloniale à balcon qui surplombe Port-Vila résonne des éclats d'une singulière controverse. Les échanges sont passionnés dans ce palais de justice aux fenêtres grandes ouvertes sur les frondaisons tropicales. Quelle est la définition de la majorité dans une Assemblée ? La moitié simple du nombre de sièges, comme le soutient le gouvernement ? Ou la majorité plus une voix, comme le prétend l'opposition ? La Constitution du Vanuatu étant floue sur le sujet, on va jusqu'à invoquer celle de Trinité-et-Tobago. Le débat n'est pas sans importance : il y va de la légitimité — pas moins — du Parlement national dont la moitié des députés ont été exclus à l'issue d'une épreuve de force entre le premier ministre, M. Walter Lini, et ses adversaires. Simple querelle byzantine ? Pas vraiment.

En contrebas, les boutiques de la rue Higginson, l'artère centrale de la capitale, se sont barricadées derrière des panneaux de bois. Un symptôme comme un autre du malaise qui a saisi le pays ces derniers mois.

Depuis l'émeute antigouvernementale qui a secoué la capitale en mai dernier, le Vanuatu traverse la plus grave crise de sa jeune histoire. Le spectre de la sécession avortée de l'île de Santo en 1980 — et des convulsions qui ont accompagné l'accès à l'indépendance de cet ancien territoire d'outre-mer britannique des Nouvelles-Hébrides — ne suffit même plus à susciter un sursaut d'union sacrée.

Comme souvent en Océanie, tout a commencé par une affaire de terres. C'est la fermeture, par le gouvernement, de l'office foncier chargé de gérer la zone urbaine de Port-Vila, sur l'île de Vatu, au profit des trois villages propriétaires coutumiers — Erakor, Ifira et Pango — qui a mis le feu aux poudres. Aux cris de « Notre terre, nos droits, notre argent ! », deux mille manifestants défilèrent le 16 mai dans les rues de la capitale. Des affrontements avec la police firent un mort et plusieurs blessés (le Monde du 18 mai).

L'affaire en serait probablement restée là si cette crise foncière n'avait été l'occasion d'un brutal brouillage du jeu politique. Qui pouvait imaginer en effet que des dirigeants aussi différents que MM. Barak Sopé et Maxime Carlot défileraient un jour au coude à coude ? Le premier était le secrétaire général du Vanuatu Pati (VAP), la formation nationaliste et anglophone au pouvoir depuis 1980.

Passant pour l'idéologue du régime, M. Sopé est familier des prises de positions antifrancophones et fut l'artisan du flirt controversé avec la Libye. Un profil pour le moins éloigné de celui de M. Carlot, le chef du groupe parlementaire de l'Union des partis modérés (UPM), le mouvement d'opposition, porteur de la minorité catholique, dont la francophonie n'a jamais été un odeur de sainteté.

Mais les deux hommes sont originaires des villages de Vatu. Toutes les alliances ne sont-elles pas permises en Mélanésie dès lors que l'on

touche aux liens sacrés entre le clan et sa terre ? Le rapprochement des deux hommes a suscité une rupture dans la vie politique : le traditionnel clivage anglophone-francophone tend à s'émousser au profit de réflexes régionalistes.

Un divorce spectaculaire

Il est vrai que cette nouvelle donne doit beaucoup au divorce spectaculaire entre M. Sopé et le pasteur Lini, les deux figures historiques du VAP. L'ambition de M. Sopé de détrôner son ancien compagnon de route était un secret de Polichinelle. Elle est devenue particulièrement aiguë depuis l'émigration de M. Sopé, victime au début de 1987 M. Lini, aujourd'hui hémiparalysé et se déplaçant avec difficulté. La déconvenue électorale essuyée par le VAP il y a un an — où il n'a obtenu que vingt-six sièges sur quarante-six, bien que minoritaire en voix avec 47 % des suffrages — a porté la rivalité à son paroxysme.

La partie de bras de fer tourne à l'avantage de M. Lini, qui fut confirmé par le VAP au poste de premier ministre. Loin de désarmer, M. Sopé poursuit son offensive. En quête de soutien, il décida de jouer la carte du régionalisme de Vatu, où les relations entre les habitants de l'île et les « immigrés » venus du reste de l'archipel — aujourd'hui majoritaires à Port-Vila — s'étaient dégradées ces dernières années. Au plus fort de la « guerre des chefs », des partisans de M. Sopé ont sillonné les quartiers de la capitale

acquis à M. Lini, menaçant au mégaphone : « Vous n'êtes pas ici chez vous, foutez le camp, vous salissez Port-Vila ! ».

Inquietante dérive. M. Lini et la majorité de son gouvernement ne sont-ils pas eux-mêmes originaires des « Bes » ? L'office foncier de Vatu, dont M. Sopé était un membre influent du conseil d'administration, est alors apparu comme le bastion de cette fronde régionale. D'où sa dissolution pour cause de mauvaise gestion, aussitôt accompagnée après l'émeute du 16 mai de l'exclusion du VAP de M. Sopé et de quatre de ses lieutenants qui ont créé en septembre une nouvelle formation : le Parti progressiste mélanésien.

Comme si les cartes n'étaient pas suffisamment brouillées, la chronique de cette fronde de Port-Vila que le mouvement de M. Lini, au moment d'un nouveau coup de théâtre : deux députés de l'opposition dont M. Vincent Boulekon, chef historique de l'UPM, récemment évincé de la direction de ce mouvement, se rapprochent du gouvernement. « Je réagis », explique M. Boulekon, originaire de l'île de Pentecôte, comme M. Lini, contre les privilèges des gens de Vatu qui exploitent le fait que la capitale se trouve sur leur île pour assaillir leur position.

M. Lini encourageait évidemment ce genre de ralliement. En alliant de tels contre-jeux, il pensait avoir neutralisé son rival. En fait, le pays bascula en pleine crise constitutionnelle. Car le nouvel axe Sopé-Carlot avait pour objectif déclaré de mettre le gouvernement en minorité. Aussi, quand, fin juillet, à la demande de M. Lini, le président du Parlement décida de déclarer « vacants » les sièges de M. Sopé et ses amis — ainsi que le prévoit le règlement pour les députés exclus de leur parti, — les dix-huit élus de l'UPM boycottèrent l'Assemblée en signe de solidarité.

À la troisième absence « non justifiée », ce fut à leur tour (autre disposition du règlement) de perdre leur siège. Situation abusive : le Parlement venait d'être amputé de la moitié de ses membres. L'opposition a déposé un recours devant la Cour suprême, arguant de l'« anti-constitutionnalité » d'un Parlement privé de majorité. L'impasse est totale.

Vers un rapprochement avec la France ?

Les puissances du Pacifique sud suivent avec attention l'évolution de cette crise qui, là encore, pourrait donner lieu à une nouvelle distribution de cartes. L'Australie est la plus impliquée. Pour avoir envoyé du matériel anti-émeutes au gouvernement de M. Lini, elle s'est attirée les foudres de MM. Sopé et Carlot, qui ont dénoncé sa prétention à « ériger en « gendarme de la région ». Ils promettent, en cas d'arrivée au pouvoir, de désarmer la tuile de Canberra, dont l'influence est réelle à travers ses nombreux conseillers techniques.

De son côté, la France pourrait tirer son épingle du jeu sans beaucoup d'efforts. Le clivage anglophone-francophone ayant éclaté, chaque camp compte désormais dans ses rangs ses propres avocats de la francophonie. Même s'il ne semble pas pressé de régler pas caché son souhait de normaliser des relations tombées au plus bas après l'expulsion, en 1987, de l'ambassadeur de France à Port-Vila. L'opposition affiche une francophonie plus résolue. « La première chose que nous ferons », a déclaré M. Sopé, sera de rouvrir l'ambassade et de relancer la coopération.

D'un côté comme de l'autre, le soutien actif aux Canaques de la Nouvelle-Calédonie sera-t-il le grand sacrifié ? M. Lini a certes critiqué lors du dernier Forum du Pacifique sud, réuni fin septembre à Tonga, les accords de Malignon, car ils n'offraient aucune garantie d'indépendance à court terme. Paris ne s'en alarme pas outre mesure, mettant cette fausse note plutôt sur le compte de la pression exercée par les pays mélanésiens du « groupe de fer de lance » (eux-mêmes influencés par les thèses de M. Uregei, rival de M. Tjibau au sein du FLNKS) que sur un nouveau raidissement de Vanuatu. Des assurances ont d'ailleurs été fournies au Quai d'Orsay.

Une chose est sûre : le « progressisme » militant de Vanuatu, qui s'était taillé la réputation d'enfant terrible de la diplomatie régionale, va voir sa marge de manœuvre réduite. Le resserrement des liens entre M. Lini et l'Australie devrait freiner ses velléités de non-alignement.

Quant à M. Sopé, il affirme avoir renoncé à ses relations avec la Libye dont il avait été, à l'époque, le grand promoteur. « M. Sopé a changé », soutiennent ses nouveaux amis, même si les diplomates anglo-saxons en poste à Port-Vila doutent de la « sincérité » de ses repentis. Mais peut-on savoir ? Vanuatu réserve peut-être de nouveaux rebondissements.

Au lendemain du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, l'influence de la France dans le Pacifique sud se présente sous un nouveau jour. Cloué au pilori il y a peu par les États mélanésiens les plus sensibles aux thèses indépendantistes et anti-nucléaires, Paris est en train de redorer son blason. Les déboires que connaît l'Australie, dont le rôle de « gendarme » régional est de plus en plus ouvertement contesté, ne sont pas étrangers à cette évolution.

Cette redistribution des cartes intervient alors que les pays de la zone sont en proie à des tensions politiques d'une gravité sans précédent. Coups d'État, émeutes, crises constitutionnelles, pour les seules années 1987 et 1988 : jamais la Mélanésie n'avait été secouée de telles turbulences. Ces événements ont mis au jour la fragilité de ces micro-États, économiquement dépendants de l'extérieur, et dont les équilibres hérités de l'ère coloniale sont en passe de se lézarder.

Au Vanuatu, l'épreuve de force entre le pouvoir et l'opposition a plongé le pays dans l'impasse. Le gouvernement du pasteur Walter Lini a annoncé des élections partielles pour le 12 décembre, mais ses adversaires ont fait savoir qu'ils en perturberaient le déroulement. Aux Fidji, le coup d'État nationaliste du général Rabuka, en mai 1987, a fait voler en éclats le dispositif constitutionnel mis au point lors de l'indépendance en 1970, destiné à assurer la cohabitation entre la communauté fidjienne de souche et les descendants des immigrants indiens. Les nationalistes fidjiens aspirent à une hégémonie définitive. Mais pour eux la partie est loin d'être gagnée, leurs querelles intestines restant très vives.

Quel que soit le dénouement de ces crises, une page est bel et bien tournée pour la Mélanésie : celle de l'époque béni où ces archipels paradisiaques semblaient à l'abri des convulsions internationales.

Un reportage de FRÉDÉRIC BOBIN

FIDJI : un climat empoisonné

SUVA
de notre envoyé spécial

Le poster s'étale sur toutes les vitrines de la capitale. Avec sa moustache épaisse et ses épaules de catcheur moulées dans un tricot de sport, l'homme respire une sobriété bourru. La formule qui barre l'affiche est dans le même ton : « Rabuka, la seule solution ».

C'est parce qu'il se sentait incompris, surtout à l'étranger, que le général Sitiveni Rabuka a publié cette autobiographie au titre en forme de slogan. Ce jeune et athlétique général de quarante ans est un traditionaliste intransigent, qui a toujours rêvé, confesse-t-il, d'une société régie par l'armée et les chefferies.

Aussi, quand, en mai 1987, une coalition électorale dominée par la communauté indienne — descendante de la main-d'œuvre importée par les Britanniques depuis le siècle dernier pour cultiver le sucre — accéda au pouvoir, la conviction du général Rabuka était faite : « La race fidjienne est menacée par les immigrants ». Il fomenta immédiatement un coup d'État pour que le monopole du pouvoir dévolu par les Fidjiens depuis l'indépendance en 1970 ne soit plus à la merci d'élus électoraux.

Le général Rabuka ne fait pas mystère de son fondamentalisme. Il n'a pas hésité longtemps pour imposer au pays un repos dominical sous haute surveillance : toute activité économique et sportive est formellement interdite, les pique-niques familiaux sont proscrits.

Fuite des cerveaux

Cette affaire du repos dominical n'était que le premier indice d'une crispation autoritaire du régime. Les médias vivent sous le signe de l'autocensure. En juin dernier, la loi martiale était décrétée sur tout le territoire à la suite de la découverte de caches d'armes de fabrication soviétique introduites clandestinement. L'armée arrêta dix-neuf suspects — tous, sauf un, d'origine indienne. Mais, dans son écrasante majorité, la communauté indienne — 50 % de la population totale — est régnante. « Si je pouvais partir, je quitterais le pays dès demain », dit cet employé indien d'un journal de Suva.

Selon les statistiques officielles, près de sept mille Indiens ont émigré depuis le premier coup d'État. Les diplomates en poste à Suva avancent le chiffre de quinze mille départs, dont une forte proportion de gros commerçants,

chefs d'entreprises, médecins, avocats et professeurs. Conséquence de cette hémorragie de main-d'œuvre, conjuguée à une fuite de capitaux : 1987 a vu le PIB chuter de 8 %. Cette année sera toutefois moins médiocre, si l'on en croit les signes d'une timide reprise dans le tourisme et l'industrie sucrière, les deux piliers de l'économie.

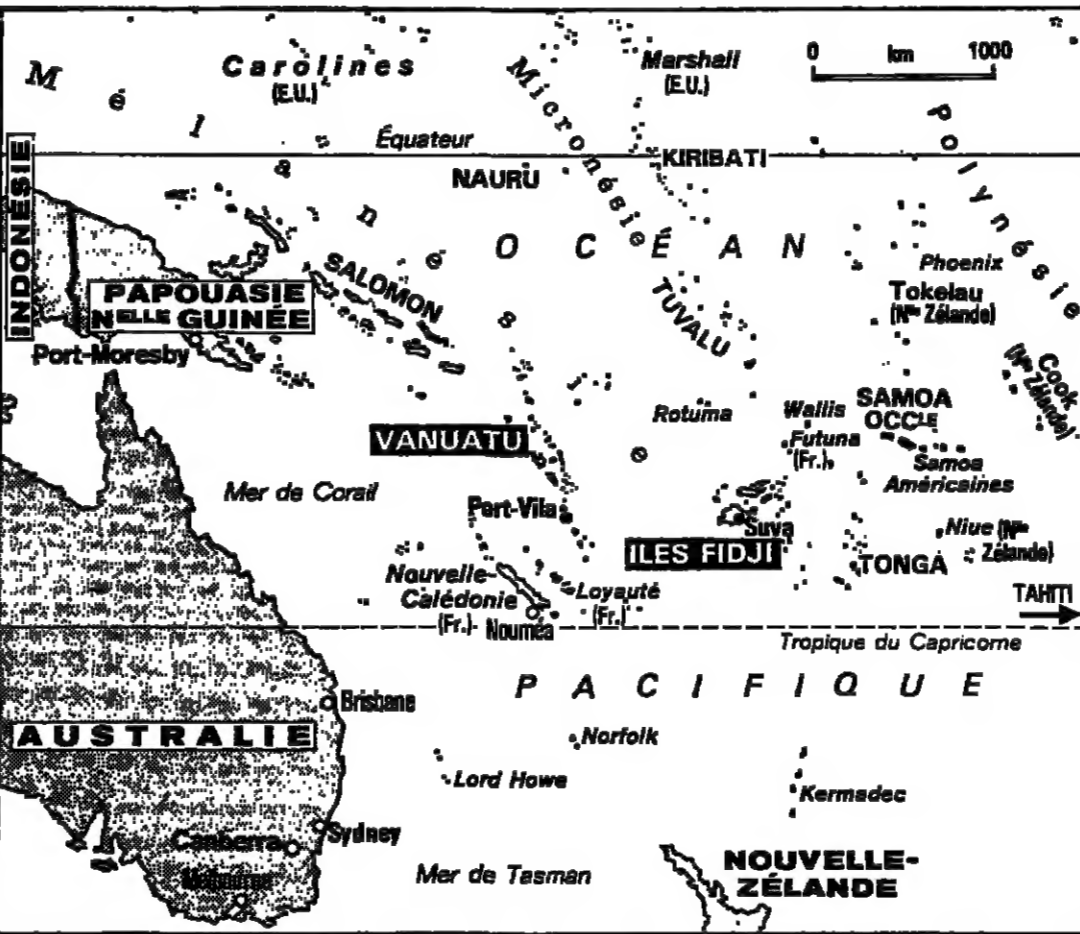
Mais la stagnation restera à l'ordre du jour tant que l'hypothèque politique ne sera pas levée. Or l'impasse institutionnelle est aiguë. Une fois les Indiens éliminés du débat public, le consensus nationaliste s'est ébréché lorsqu'il s'est agi de définir le contenu de la future Constitution. Comment se répartiront les rôles entre militaires et civils, parmi lesquels l'actuel premier ministre, Sir Ratu Kamisese Mara, le père de l'indépendance, qui a accepté de cautionner le régime putschiste, mais que heurtent, disent les observateurs, les initiatives intempestives du général Rabuka ?

S'ajoute l'émergence d'un régionalisme dans la partie occidentale de l'île de Viti-Levu, de souche mélanésienne, qui supporte de plus en plus mal la tutelle des notables de l'establishment de Suva. « C'est dans nos régions que sont concentrées les richesses. Nous espérons nous affranchir de l'autocratie des chefs de l'Est qui ont toujours monopolisé le pouvoir », explique M. Timosi Bavadra, l'ancien premier ministre travailliste qui dirigea l'éphémère coalition à dominante indienne, renversée par les militaires.

Embarras supplémentaire : le nouveau régime est relativement isolé. En proclamant la République, le général Rabuka a provoqué l'exclusion de Fidji du Commonwealth, une sanction qui faisait suite à la suspension par l'Australie et la Nouvelle-Zélande de toute aide. Si le gouvernement s'est tourné vers de nouveaux partenaires, comme l'Indonésie, la Malaisie, mais surtout la France — dont l'aide a doublé entre 1985 et 1988 (1) — le divorce avec la couronne britannique reste mal vécu : le pays avait été « cédé » à la reine Victoria, au siècle dernier, par la hiérarchie coutumière, en échange de la protection des intérêts traditionnels.

Une nouvelle Constitution fondée sur la discrimination raciale rendrait difficile un retour dans le giron du Commonwealth. D'autant que l'Inde ne fera pas de cadeau aux nationalistes de Suva. Dououreux retour de bâton diplomatique...

(1) Aux termes d'un protocole signé en avril, la France s'est engagée à fournir à Fidji une aide de 40 millions de francs.



Le désarroi des adeptes de John Frum

LE DE TANNA
de notre envoyé spécial

Pour les gens de Tanna, c'est comme si la malédiction les traquait. Il y a d'abord eu, début 1987, le cyclone Uma qui emporta les cases et dévasta les plantations. Puis le volcan Yasur se « déréglait » en crachant d'étranges colonnes de fumée toxique. Tanna, île maudite, n'en finit pas d'explorer. « Toutes ces catastrophes, c'est parce que la parole de John Frum n'est plus respectée ». L'homme s'appelle Isawan et s'exprime avec les gestes amples d'un prédicateur. Il est le chef politique d'Ipeukel, un village de Sulphur Bay (la baie du Soufre), berti au pied de la masse cendrée du volcan.

C'est dans ce village que le mythe a pris corps. John Frum — dit-on — s'est caché ici quelque temps, dans les années 30, avant de repartir sur toute l'île sa parole messianique. Ce prophète au teint pâle, vêtu d'une veste aux boutons brillants, personne ne l'a vraiment vu. Mais chacun sait qu'il multiplie les apparitions aux quatre coins de Tanna, au nez et à la barbe de l'administration coloniale. Nimbé d'un halo magique, il précha la croisade contre la « route des Blancs » et annonça le retour à l'âge d'or perdu de la coutume (1).

La mission presbytérienne, qui s'était juré d'éradiquer les traditions locales, fut le cible privilégiée de ce vent de révolte. Pris dans la tourmente, les catéchu-

mènes désertaient en masse les offices religieux pour fêter la coutume païenne retrouvée. Gravissime délit de fuite : on arrêta et on bannit ces illuminés. Mais rien n'y a fait. La culte millénariste de John Frum — une des variantes de ce « culte du cargo » qui s'est répandu dans le Pacifique sud — a résisté à tous les coups de boutoir.

Il sillonnait, en 1980, la rébellion séparatiste des coutumiers de Tanna. Pour les adeptes de John Frum, l'avènement de cet État de Vanuatu ne pouvait être que la dernière ruse d'une histoire déjà riche en traquenards : ils croyaient deviner en effet, sous le masque du nouveau pouvoir anglophone, le visage trop familier de la théocratie presbytérienne. Là aussi, la répression sera rude et fournira au mouvement un martyr : Alexis Youlou, jeune député tué lors d'un accrochage nocturne avec des militants nationalistes.

Huit ans après, Ipeukel est plongé dans le plus grand désarroi. Isawan ne cesse d'interroger : « Est-ce qu'on nous aurait oubliés ? » John Frum, dit le mythe, se trouve aux États-Unis et ramènera de là-bas le règne de l'opulence. Lors d'une de ses dernières apparitions, il aurait annoncé son retour pour 1980, accompagné des trésors de la puissance américaine. « On attend toujours. Pourquoi l'Amérique ne vient-elle pas nous aider ? », questionne Isawan avec insistance.

La prophétie tardant à se réaliser, la foi vacille et le mouvement doit contourner l'Autriche, les « John Frum » rejettent l'école des Blancs. Il sont convenus aujourd'hui d'un compromis : la moitié des enfants reste au village s'initier au culte, l'autre moitié étant scolarisée dans les écoles catholiques francophones. Apprendre la langue française peut être utile, disent-ils. Car dans leur cosmologie, la France est la « porte d'accès » aux États-Unis. Pas si fous que ça les « John Frum » : ils savent que « c'est la France qui a donné l'indépendance à l'Amérique ».

Tous les vendredis soir, des groupes venus de toute l'île convergent vers Ipeukel. On chante jusqu'à l'aube aux sons de la guitare et du banjo, des textes graves où il est question de la souffrance du peuple de John Frum, d'un bateau retenu à l'horizon et de la fin du monde. Le vieux chef Niliuan — « la voix de la progne » en langue de Tanna — n'assiste plus à ces cérémonies hebdomadaires. Mentor d'Alexis Youlou, il fut une éminence grise de la rébellion de 1980. Un jour de grande lassitude, cet irréductible de la coutume a retourné sur lui le canon de son fusil et appuyé sur la détente. Il ne supportait plus, murmure-t-on, le spectacle quotidien de son rêve brisé.

(1) Joël Bonnemaison a raconté l'histoire de cette résistance culturelle à l'Occident dans *La Dernière île* (Aria-Orstom, 1986).

Amériques

PÉROU

Les mineurs entament leur deuxième mois de grève

La police péruvienne a arrêté dix-sept personnes mardi 15 novembre lors d'un affrontement avec des mineurs en grève à l'église La Merced de Lima, a annoncé le porte-parole de la police, M. Polo Campos.

LIMA
de notre correspondant

En grève depuis le 17 octobre, les mineurs sont à nouveau venus, à pied, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, depuis les gisements de cuivre, de plomb, de zinc et d'argent, situés dans les Andes. Le gouvernement a essayé de neutraliser cette protestation en déclarant le secteur en état d'urgence. La police a employé la manière forte pour essayer d'empêcher les mineurs de déferler sur Lima. Mais la répression a été limitée, comme l'a été la menace de licenciements. L'ordre de grève est suivi par la quasi-totalité des soixante-dix mille mineurs, et plusieurs milliers d'entre eux se sont rassemblés dans la capitale.

Ce conflit larvé dure depuis plusieurs mois. Une première grève a éclaté à la mi-juillet et s'est prolongée jusqu'à la mi-août. Le président García avait alors reconnu le bien fondé des revendications des travailleurs du sous-sol. Il avait d'ailleurs annoncé des avantages sociaux, comme la journée de six heures et la retraite à quarante-cinq ans. Une commission tripartite - Etat, patronat, syndicat - devait étudier les quarante-deux points du cahier de revendications présenté le 18 mai par la fédération des mineurs, métallurgistes et sidérurgistes, notamment celui concernant l'indexation des salaires sur l'inflation.

Les patrons des mines ont essayé de s'opposer à cette négociation collective qui se jumellerait aux transactions propres à chaque entreprise. Ils ont présenté un recours au pouvoir judiciaire et obtenu gain de cause, si bien que l'accord souscrit le 17 août entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux a été annulé, et les mineurs ont repris la grève.

NICOLE BONNET.

Diplomatie

Entre ses séjours à New-York et à Londres

M. Gorbatchev se rendra à Cuba en décembre

M. Gorbatchev a confirmé, à l'occasion d'un discours prononcé mardi 15 novembre à Orel, en Russie centrale, qu'il se rendra en décembre non seulement à New-York et à Londres, comme cela avait été annoncé dans ces deux capitales (*Le Monde* du 16 novembre), mais aussi à Cuba.

La tournée du dirigeant soviétique commencera le 7 décembre à l'ONU, date à laquelle, comme l'a indiqué M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, il prendra la parole devant l'Assemblée générale des Nations unies, qui devrait discuter à ce moment du problème des droits de l'homme. C'est la première fois qu'un numéro un soviétique prend la parole devant l'ONU depuis vingt-huit ans : l'intervention de Nikita Khrouchtchev, devant l'Assemblée générale en 1960, avait été marquée par le célèbre « incident de la chausserie », lorsque le dirigeant soviétique s'était débarrassé pour mieux marteler son point pendant une intervention de M. Macmillan, premier ministre britannique. On n'exclut pas, dans les milieux de l'ONU, que M. Gorbatchev participe également à une session du Conseil de sécurité.

C'est également à New-York que le chef du parti et de l'Etat soviétique rencontrera aussitôt après MM. Reagan et Bush. Aucun ordre du jour n'a été prévu pour cet entretien, qui ne sera « pas un sommet » mais une « brève réunion », a indiqué le président américain, ajoutant que la présence de son successeur était « appropriée ». Reçu mardi à la Maison Blanche, le chancelier Kohl s'est félicité de ce nouveau rendez-vous qui permettra, a-t-il dit, « la poursuite sans interruption des discussions » entre les deux grandes puissances pendant le changement de l'équipe gouvernementale américaine.

M. Gorbatchev se rendra ensuite à Cuba pour « une visite officielle d'amitié », a annoncé mardi à Moscou le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères.

C'est la seconde fois qu'un numéro un soviétique se rend à La Havane, depuis le séjour qu'y fit Léonid Brejnev en janvier 1974. De son côté, M. Fidel Castro s'était rendu à Moscou pour les fêtes du 70^e anniversaire de la révolution d'Octobre, il y a un an.

La visite du dirigeant soviétique à Londres aura lieu ensuite, entre le 12 et le 14 décembre. Un porte-parole du Palais de Buckingham a annoncé samedi que M. Gorbatchev sera reçu à cette occasion par la reine d'Angleterre, ce qui ne s'était pas produit à l'occasion de ses deux précédents séjours en Grande-Bretagne.

Consultations franco-soviétiques

Des consultations franco-soviétiques se sont ouvertes mercredi 15 décembre au quai d'Orsay sur le désarmement et le Proche-Orient, avec la participation notamment de M. Grinevski, ambassadeur soviétique itinérant, sur le premier sujet, et de M. Poljakov, responsable du département du Moyen-Orient au ministère des affaires étrangères à Moscou. Ces conversations, qui porteront notamment sur le conflit israélo-arabe au lendemain de la proclamation par PLOP d'un Etat palestinien, sont destinées à préparer la rencontre de MM. Mitterrand et Gorbatchev, au Kremlin, le 25 novembre prochain.

Cependant, M. Guérassimov, porte-parole soviétique, a vivement déconseillé mardi à Moscou la mise en place d'une liaison sérieuse entre Berlin-Ouest et la RFA par la compagnie franco-allemande Euroberlin-France (*Le Monde* des 3 et 9 novembre). Affirmant que cette liaison constitue une « violation flagrante » de l'accord quadripartite sur Berlin de 1971 et « aggrave une situation déjà complexe », M. Guérassimov a indiqué que Moscou avait protesté à deux reprises contre cette initiative, en juillet et septembre derniers.

Afrique

Prélude à l'indépendance de la Namibie

Accord de principe sur le retrait cubain d'Angola

Les Etats-Unis, par la voix du porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, ont qualifié d'« étape importante » la conclusion, mardi 15 novembre à Genève, d'un accord de principe sur un « calendrier pour le redéploiement au Nord et le retrait échelonné et complet » des troupes cubaines d'Angola.

Selon des responsables américains, ce replis du contingent cubain, estimé à quelque 55 000 soldats, s'étalerait sur vingt-sept mois, dont les deux tiers la première année. D'après ces mêmes sources, le processus d'indépendance de la

Namibie, aujourd'hui administrée par l'Afrique du Sud, pourrait commencer en février prochain et s'achever, début 1990, par l'entrée en fonctions d'un nouveau gouvernement.

Une nouvelle réunion, prévue à Brazzaville, au Congo, devra entériner cet accord de principe soumis à l'aval des gouvernements intéressés. D'après un membre de la délégation américaine aux pourparlers de Genève, cette réunion ne sera pas une simple formalité. Il y aura, encore, selon lui, de véritables « négociations » sur des « questions additionnelles ».

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Après cinq jours de pourparlers à Genève, les délégations sud-africaine, cubaine et angolaise sont donc parvenues, sous l'égide des Américains, mardi 15 novembre, à un accord de principe sur le retrait des troupes cubaines d'Angola et sur le processus devant conduire la Namibie à l'indépendance. On touche au but après plus de sept mois de discussions et neuf réunions où les différentes parties ont réduit petit à petit leurs divergences. Le chef de la délégation cubaine, M. Carlos Aldana Escobar, a rendu hommage au rôle d'intermédiaire des Américains et déclaré que la présence cubaine en Angola « doit maintenant venir à son terme ».

Aucun détail n'a été fourni sur les modalités de l'accord, sur la manière dont celui-ci entrera en vigueur et sur la date de la mise en application de la résolution 435 des Nations unies qui marquera le début du compte à rebours pour l'indépendance de la Namibie. Cela ne sera guère possible avant la fin du mois de janvier et, d'ici là, bien des écueils peuvent se présenter. Mais cet accord de principe, obtenu à l'arraché, démontre une volonté commune d'aboutir. Si tout se déroule normalement, la dernière colonie d'Afrique pourrait enfin être indépendante au début de 1990, et le contingent cubain pourrait avoir fait définitivement ses valises dans les premiers mois de l'année suivante.

Tout cela paraît cependant encore bien loin. M. P. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, avait déclaré peu avant la fin des pourparlers qu'il fallait désormais « s'occuper des détails, que cela

prendrait du temps, mais que le fossé s'était rétréci ». En fait, Pretoria souhaitait un retrait complet en deux ans, les Cubains et les Angolais proposaient trente mois. Mais ce qui compte avant tout, ce sont les différentes phases du désengagement et ses amorce.

Le document de synthèse élaboré par l'équipe de M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, après les entretiens de New-York au début du mois d'octobre, prévoit tout d'abord le départ immédiat de 4 000 « barudos » avant la mise en application de la résolution 435. Ensuite, le rythme du retrait est de 3 500 hommes, associé à un repli au nord du 15^e parallèle au bout de trois mois et au nord du 13^e parallèle (à hauteur de la ligne de chemin de fer de Benguela) après six mois, c'est-à-dire un mois avant les élections en Namibie, prévues dans un délai de sept mois.

Cette cadence de 3 500 doit être maintenue pendant une année entière, de sorte qu'à son terme, 75 % des soldats de Fidel Castro auront quitté le sol angolais. Le reste, soit environ 14 000, devrait ensuite être retiré graduellement : en six mois, et les derniers 10 000 à la fin de la deuxième année.

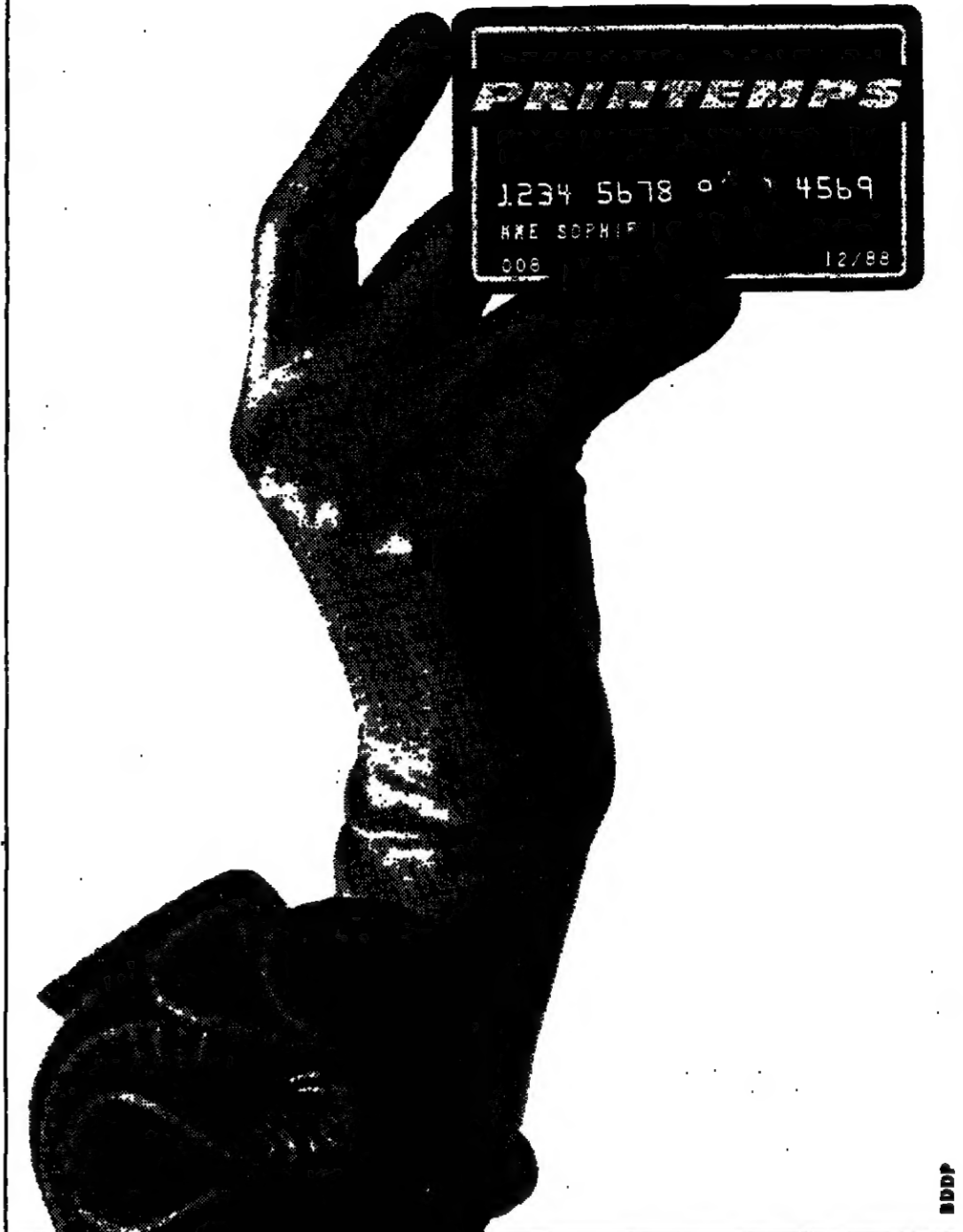
Telles sont les propositions sur lesquelles les différentes délégations ont travaillé pendant cinq jours. Pour leur part, les Sud-Africains souhaitent un départ initial de 8 000 hommes et un déploiement au nord du 13^e parallèle au bout de trois mois. Ils ont aussi fait valoir qu'ils devraient connaître le nombre précis du contingent cubain, afin que des « faux civils » ne soient pas oubliés dans l'affaire. Les Cubains et les Angolais n'ont pas fait connaître publiquement leur réponse à ce compromis mais ont argué de difficultés logistiques pour faire face à la résolution 435 prévoyant une réduction drastique de ses propres effectifs, jusqu'à 1 500 hommes en trois mois, cantonnés dans deux bases dans le nord de la Namibie.

On saura bientôt en quels termes un compromis a pu être mis au point et si les différents gouvernements l'acceptent. Aucune date n'a été fixée pour mettre la dernière main à l'accord à partir duquel tout pourrait commencer et la paix s'installer dans le Sud-Ouest africain à condition que la « réconciliation nationale » entre les rebelles de l'UNITA et le gouvernement de Luanda se concrétise d'une façon ou d'une autre.

MICHEL BOLE-RICHARD.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES



-10%*
LA CARTE**
JOUE LES
PERES NOEL

9 NOV. - 10 DEC.

*-10% avec la Carte Printemps sur les jouets - le blanc - la décoration - les tapis - les bijoux fantaisie - l'horlogerie - la lingerie. Sauf articles points rouges. Es-compte non cumulable avec d'autres es-comptes.
** Carte délivrée gratuitement après acceptation du dossier par Finedis.

Hausmann Italie Nation Parly 2 République Ternes Velizy 2

Politique

M. Mitterrand devant les préfets

« C'est une justice élémentaire que de partager les fruits de la croissance »

M. François Mitterrand a reçu, mardi 15 novembre, comme chaque année, à l'Élysée, les représentants du corps préfectoral. Le chef de l'État a notamment déclaré :

« Nous venons de subir dans le monde occidental une grave crise, une dépression qui est tout simplement la difficulté (...) à passer d'un type de civilisation industrielle à l'autre. Nous essayons maintenant d'accélérer le processus et nous prenons nos précautions pour que cette adaptation soit désormais rapide. Alors, des tensions naissent, parfaitement compréhensibles et souvent légitimes. Le propos se résume en termes très simples :

« D'un côté, c'est la justice qui veut que les fruits de la croissance soient équitablement partagés. Il est déjà bon de pouvoir parler de croissance, langage que nous n'avons pu employer pendant de nombreuses années : début de croissance, timide croissance, mais c'est une justice élémentaire que de partager les fruits de cette croissance, parce qu'elle est tout simplement le produit du travail de l'ensemble des Français. De l'autre côté, il ne faut pas que nous ayons une appréciation fautive de ce que nous pouvons faire, sans quoi la crise reviendrait et finalement, après que nous ayons cru répondre à des aspirations, je le répète, souvent justes, l'ensemble des travailleurs se retrouveraient alors dans une situation pire que celle qu'ils ont connue. Ce serait leur rendre un bien mauvais service. En tout cas, nous n'aurions pas accompli notre devoir.

« C'est entre ces deux termes qu'est notre vote, celle d'un partage équitable, aujourd'hui comme hier

et plus encore demain qu'aujourd'hui, selon les moyens dont nous disposons, pour éviter les dérapages qui envayeraient la croissance fragile qui s'annonce. On doit tenir compte de toutes les données économiques qui nous arrivent de l'extérieur, à travers les maïs et les années qui viennent. Encore ne faut-il pas distribuer des fruits, lorsque ces fruits restent hypothétiques. C'est une démarche de bon sens. »

M. Mitterrand a exprimé la « gratitude de la nation » à l'égard des fonctionnaires « parfois troubles, qui voient avec surprise un certain nombre de professions privées connaître une évolution et des satisfactions de carrière qu'ils ne connaissent pas ou ne connaissent pas encore ». Le chef de l'État a encouragé les préfets, comme le gouvernement, à « expliquer, expliquer, expliquer, ne jamais se lasser du dialogue et de l'explication ».

Le respect de l'esprit des lois

Le président de la République a rappelé les grandes priorités fixées par le gouvernement à la nation : emploi, donc formation professionnelle ; éducation nationale, donc recherche et culture ; refus de l'exclusion ; l'Europe de 1993 ; insertion des jeunes et des pauvres. A propos de l'emploi, il a observé « un certain nombre de signes positifs, qui marquent une sérieuse reprise des investissements et finalement une croissance qui permet la fin d'une époque particulièrement douloureuse ».

M. Mitterrand a évoqué le rôle des préfets dans la mise en place du revenu minimum d'insertion, et a

insisté sur la situation des immigrés : « Il convient d'être strict dans l'application de nos lois, a-t-il dit, afin d'éviter l'immigration clandestine, qui, si elle n'était pas jugulée, porterait tort à l'équilibre de nos forces et de nos productions, avec des charges sociales qui finiraient par nous incomber. Le loi est la loi. Encore faut-il la pratiquer et l'appliquer avec bon sens et avec humanité. Ce qui veut dire qu'à l'égard des étrangers qui vivent sur notre sol et qui y résident régulièrement, je ne veux plus voir ces distinctions, ces attitudes ou ces comportements qui ont marqué à mon sens une régression de notre civilisation et tout simplement de notre démocratie. De ce point de vue, nous avons besoin de compter sur vous, car c'est de votre décision très souvent, sinon toujours, que dépendra finalement le respect ou non, pas simplement des lois, mais de l'esprit des lois. »

● Les Mahorais contre l'immigration comorienne. — Le conseil général de Mayotte vient d'adresser au premier ministre une motion demandant au gouvernement de prendre « toutes les mesures réglementaires de contrôle » pour lutter contre l'« afflux massif et accidenté d'immigrants venus des îles voisines, et en particulier des Comores ». C'est le député centriste de la collectivité territoriale M. Henry Jean-Baptiste (UDC) qui a rendu publique cette motion adoptée à l'unanimité des dix-sept conseillers généraux de cette île de l'océan Indien en exprimant l'« exaspération croissante de

la population », qui a manifesté plusieurs fois son mécontentement ces derniers temps et qui estime que l'immigration comorienne est « à l'évidence préjudiciable à la tranquillité et aux progrès de Mayotte ».

● M. Le Penec en Martinique. — Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, fera du 18 au 24 novembre une visite en Martinique pour « étudier sur le terrain les modalités de mise en œuvre des objectifs de développement économique et de l'égalité sociale ». Il sera une série d'entretiens avec les dirigeants politiques et professionnels du département, et participera, notamment le 23 novembre, à l'assemblée plénière du conseil économique et social local. Ce sera le second déplacement officiel de M. Le Penec dans un département d'outre-mer depuis sa nomination, le premier ayant eu lieu en Guyane en octobre.

Drôit de vote aux étrangers, intégration des immigrés

Harlem Désir s'inquiète du « surplace » du gouvernement

Amphithéâtre plein malgré les grèves de transports, étudiants black-blanc-beur, poés, club garanti à l'arrivée d'Harlem la vedette, tribune électroclastique réunissant Max Gallo, l'historien, Jacques Derrida, le philosophe, et Yves Simon, le chanteur : c'est à Villefranche, université symbole et bastion affiché de l'antiracisme, que Harlem Désir, président de SOS-Racisme, a causé, le 15 novembre, la série de débats publics qui marqueront le campagne de son mouvement en faveur d'une « loi cadre pour l'intégration » et de la reconnaissance du droit de vote aux immigrés pour les élections locales. Deux revendications qui font l'objet d'une pétition nationale que SOS-Racisme a bon espoir de faire signer par un million de personnes avant de le déposer, au printemps prochain, sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Les enjeux de cette campagne « Égalité 89 », Harlem Désir les a situés d'emblée en termes très politiques. « Le mouvement contre la réforme du code de la nationalité, le mouvement qui a contribué au rendez-vous du 8 mai dernier, nous ne les avons pas menés uniquement pour le plaisir de chasser les

tenants de l'exclusion. Il ne s'agit pas seulement de créer un cordon sanitaire autour de Le Pen, mais d'en finir avec le racisme. Or la réalité démontre malheureusement, estime-t-il, que - l'on est loin du compte -. Les injustices quotidiennes contre les immigrés ? Elles n'ont pas cessé par enchantement. Les expulsions d'étrangers ? Elles n'ont pas disparu. La conquête de l'intégration, dont le principe semblait acquis « au plus haut niveau » ? Elle n'a donné lieu à aucun projet global. Le droit de vote aux élections locales, enfin ? Cela semble devenu « un sujet tabou » à l'approche des municipales.

Bref, « ce n'est pas en faisant du surplace que l'on pourra en finir avec la discrimination, mais en allant de l'avant dans la conquête de l'égalité des droits ». Premier objectif : la reconnaissance aux étrangers du droit de vote - et d'éligibilité, a précisé Harlem Désir - dans les élections locales.

Il n'est « pas sain et pas juste », a-t-il dit, « il est explosif que quatre millions d'immigrés restent à l'écart de toute forme de représentation et de citoyenneté ». Il s'agit

d'une bataille difficile, auprès d'une opinion publique qui n'est pas mûre, en somme d'un premier pas significatif, mais réaliste, sur la voie d'une intégration beaucoup plus large.

Une intégration qui ne passe pas uniquement par le bulletin de vote : accueil des étrangers, politique scolaire ou politique du logement, autant de terrains sur lesquels il est possible de changer les conditions de vie des immigrés. D'où le projet de « loi-cadre » qui pourrait rapidement, estime SOS-Racisme, reprendre et mettre en forme tout un ensemble de propositions formulées par les nombreux travaux de ces derniers mois (rapport Hanooun, commission de la nationalité, rapport Hessel...). Enfin Harlem Désir ne joue pas seulement de la symbolique du bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme. Il se place dans la perspective de l'Europe de 1993 et organisera, les 17 et 18 décembre à la Sorbonne, des « États généraux de la jeunesse européenne contre le racisme ». Pas plus que la France, « l'Europe ne peut se construire sur une exclusion ethnique et la peur de l'autre ».

G. C.

LE TOUR DU MONDE...

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

UN PRÊT LOGEMENT ?



AVEC LE CRÉDIT AGRICOLE, DEVENEZ PROPRIÉTAIRE.

Chaque mois, votre loyer constitue l'un des postes les plus lourds de votre budget ; et pourtant, dans 2, 3 ou 5 ans, de cette dépense il ne restera plus rien.

Alors au Crédit Agricole, nous vous proposons de devenir propriétaire. Vous vous constituerez un solide patrimoine dont la valeur ne cessera d'augmenter.

Premier financier de l'immobilier pour les particuliers, notre expérience vous garantit les choix de financement les plus justes et les mieux adaptés à votre situation.

Par exemple, savez-vous que l'achat de votre résidence principale peut vous donner droit à des prêts à taux avantageux, ainsi qu'à des déductions fiscales intéressantes ?

Pour vous décider tout à fait, venez demander un diagnostic habitat à nos conseillers : chiffres en main, loyers contre remboursements, ils savent faire parler le bon sens.

CA CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens en action

HDM

RADIO FRANCE

PREMIER RESEAU DE FRANCE



Enquête Médiamétrie 55 000 - Septembre Octobre 1988

Part de marché
Tarifs 89 l'esp



Desir s'inquiète
du gouvernement

TOUR DU MONDE

VOUS RÉABONNEZ-VOUS

ABONNEMENTS
No. 15 LEMONDE

FRANC

MIER
SEAU
RANCE

Radio france

nombre Octobre 1988

Médias-planners, Annonceurs,

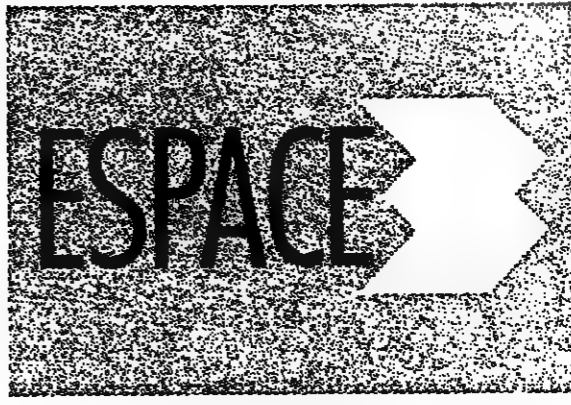
C'est vrai, notre première vocation n'est pas d'être une chaîne commerciale.

Voici cependant 2 chiffres qui peuvent vous donner envie de faire affaire avec nous.

*Part de marché : 13,8 %
Tarifs 89 Espace 3 : -7,8 %



EGYPTIAN



*-7,8 % : Moyenne arithmétique vs tarifs 1989
13,8 % : Source Médiamétrie 55.000 - Quart d'heure moyen lundi-vendredi 19 h 00/22 h 30 - moyenne janvier-juin 1988.

LA PUB QUI SAUTE AUX YEUX

e à
on
les
élec-
ture
: de
atic
du
peu
ent.
aux
se

ués
lent
par

ons

tion
des
sur-
- ce
log-
des
fet,
lent
: se
: loi

uni-
à a
reus-
pres
qui
bles
: se

ade
sté
les
de-

“On n'arrête pas une idée...”

(Jacques Benoit - été 88)

Philippe BRUNET-LÉCOMTE
**LA FOLLE AVENTURE
DU
PATRON ELU**



**LE SEUL P.D.G. NOTÉ
PAR SES SALARIÉS.**

Préface d'Yvon GATTAZ
filipacchi

Plus qu'un livre, c'est un phénomène!
Elu chaque année par ses salariés,
Jacques Benoit mène une expérience
sociale révolutionnaire dans son entre-
prise.

Un journaliste raconte son aventure.
Edition Filipacchi. 89 F.
En vente dans toutes les librairies.

Contact: 78 37 29 84

Cette page est offerte par un groupe d'industriels et de publicitaires.

PELLON & ASSOCIÉS - 78 93 61 41

les marques de préservatifs
sont interdites à la vente

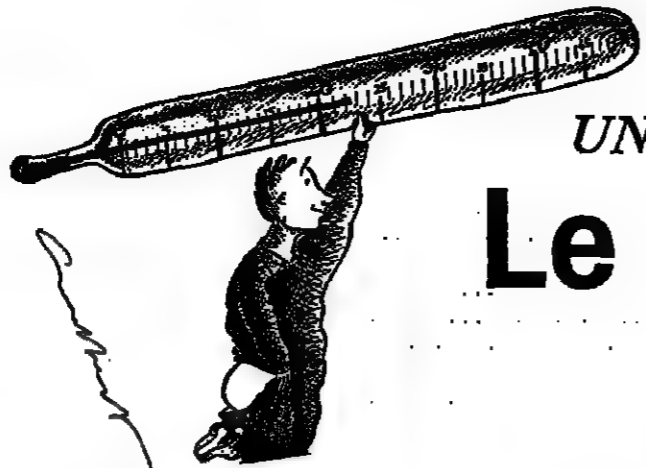
Le réveillon
Institut Pasteur s'ouvre à Kyé

presse internationale
enfin disponible
en français

à
on
les
cle-
ure
de
tic
du
pu
ent
aux
se
rés
lent
par
ons
tion
des
une
ce
log-
des
fet,
ient
se
loi
an-
i a
ren-
res
qui
des
se
sde
lié
des
30-

CAMPUS

UN SONDAGE « LE MONDE » - FRANCE-CULTURE - PUF Le recentrage des étudiants



DÉROUTANTS étudiants... Interrogés en février 1986, à la veille des élections législatives, ils penchaient nettement pour la gauche. Leurs hommes politiques favoris étaient alors Michel Rocard (largement en tête), François Mitterrand et Robert Badinter (1). En décembre 1986, ils descendaient dans la rue et manquaient de renverser le gouvernement Chirac. Sondés à nouveau à cette rentrée, par *Le Monde*, France-culture et les Presses universitaires de France, alors que Michel Rocard est au

En 1986, ils penchaient à gauche. Aujourd'hui, ils sont partisans de l'ouverture. Ce « recentrage » des étudiants ne touche pas que la politique : on le retrouve dans la morale et les problèmes de société.

plus progressistes des classes intellectuelles. Ce phénomène se trouve largement confirmé dans ce sondage, puisque ce sont eux qui, pour beaucoup de questions, font pencher les réponses dans le camp conservateur.

Le fait qu'ils soient de plus en plus nombreux au sein de la population étudiante, en raison de l'accroissement du nombre de bacheliers et des effectifs de premier cycle, peut accentuer cette tendance. Doit-on considérer qu'ils expriment un courant profond de la société française et

publique, la sécurité ou le repli familial. L'hédonisme est en recul, au profit de l'investissement professionnel.

Comment interpréter ces évolutions ? Trois explications se dessè-

ent : la première est la déception des étudiants ne se désintéressent pas particulièrement sensibles aux violences qui menacent l'équilibre mondial : la guerre, le fanatisme religieux, le déséquilibre Nord-

Charme des médias

YA-T-IL une culture étudiante ? Sans doute, mais plus proche d'une « culture jeune », que d'une « culture lettrée ». Ce sondage confirme nos enquêtes précédentes : les étudiants lisent peu (1). Un tiers d'entre eux ne peuvent cocher aucun nom dans une liste de romans récents, considérés comme des best-sellers. Et plus de la moitié sont dans ce cas pour les essais ou les documents.

Tous, en revanche, peuvent répondre lorsqu'on leur propose des disques ou des films. La culture des étudiants est surtout faite de musiques, d'images et de médias. Malgré la crise, le cinéma reste le grand moyen d'expression où ils se reconnaissent. Les romans ou les musiques les plus fréquemment cités sont souvent en relation avec la septième art : l'insoutenable Légèreté de l'être (porté à l'écran), C'est beau une ville la nuit de l'auteur Richard Bohringer, Échine de Philippe Djan (célèbre par 37° 2 le matin), les bandes originales du Grand Bleu ou de Bagdad Café...

Mais cette passion pour l'image et la chanson n'est pas uniquement formelle. Les créateurs préférés des étudiants ont un regard sur la société, un message moral ou social : le chanteur rock Sting, ancien prolo de Liverpool, ancien instituteur et militant d'Amnesty International; Johnny Clegg, le Zoulo blanc qui enseignait l'anthropologie à l'université, avant d'être la voix de la lutte contre l'apartheid; Miles Davis, écrivain proscrit de Prague; Desproges, prince de l'humour noir; Cousteau et Tazieff, les explorateurs cabochards, champions anticorromistes du combat écologique...

Tous disent leur révolte à la façon d'aujourd'hui. Avec des gestes et des images, et sans faire de grandes phrases. Tous sont des vedettes médiatiques. Car c'est bien la télé qui est le grand professeur des étudiants.

Une télé sur laquelle règnent les sourires sympathiques d'Anne Sinclair (dont l'émission « Sept sur Sept » est la plus regardée) et Bernard Pivot. Sans doute ces productions symbolisent-elles à merveille la pédagogie des temps modernes. Des présentateurs agréables, des invités prestigieux, avec qui on peut parler simplement, un regard « artiste » sur l'actualité... Pas de longs débats, ni de réflexions savantes, mais une conversation rapide, légère. Cette manière enjouée, fragmentée, d'aborder les grands sujets du jour, imprime à coup sûr sa marque sur la formation intellectuelle et politique des étudiants. Peut-être n'est-ce pas un hasard si François Mitterrand demeure l'homme politique préféré des étudiants. Lui qui a si bien su couler le message présidentiel dans le show de Mourouli et les flashs des infos de 20 heures...

Ajoutons que cette enquête permet de vérifier la grande diversité des intérêts et des goûts selon l'âge, le sexe, l'origine sociale ou la discipline. La culture est certainement le miroir dans lequel ces variations se lisent le mieux. Elle montre, en particulier, que les distinctions classiques entre culture masculine (plus technique et politique) et féminine (plus littéraire et artistique), bourgeoisie (plus lettrée) et populaire (plus physique), sont loin d'avoir disparu.

Et elle confirme la mutation qui s'opère en cours d'études. Les jeunes entrant à l'université avec les goûts de leur classe d'âge et acquérant progressivement des intérêts plus proches de leur milieu intellectuel. Ils passent de la variété à l'information, du rock au jazz, de Sultzer à Kundera...

F. G.
(1) Voir les sondages réalisés par *Le Monde* et les PUF dans *Campus* du 20 novembre 1986 (« La généralisation du regard ») et du 9 avril 1987.



Des manifestations contre la loi Duvalget en 1986 au profil « clean » façon 1968.



peuvent, le retournement est spectaculaire : la gauche perd 9 points, et la droite en gagne 12. Si Mitterrand est en tête, les seuls hommes politiques qui voient leur cote augmenter sont des personnalités de droite : Raymond Barre, Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen. Rocard, lui, perd 14 points. Le couple dominant Mitterrand-Barre symbolise à merveille le succès de l'ouverture auprès des étudiants : près de la moitié d'entre eux sont pour un gouvernement d'union socialiste-centriste (28 %), ou socialiste-RPR-UDF (16 %).

Sans doute Mitterrand-Barre incarnent-ils aussi, à leurs yeux, deux personnages tutélaires et rassurants qui échappent au discrédit général de la classe dirigeante. Hypothèse que semble confirmer le surgissement à la troisième place, juste derrière ces deux bons pères de la politique, du grand frère Jack Lang, personnage atypique, qui confirme ainsi sa bonne image auprès des jeunes.

Ce recentrage des étudiants ne se limite pas à la politique. On le retrouve, plus généralement, dans les domaines de la morale et de la philosophie sociale. Les idées ou les institutions qui sont traditionnellement associées à une conception plutôt progressiste de la société sont en baisse : droit de vote, liberté de la presse, justice, syndicats, antiracisme. En revanche, sont en hausse celles qui ont des connotations plus conservatrices : droit de propriété, liberté religieuse, corporations, armée, famille, mariage, peine de mort, condamnation de l'avortement, de l'adultère, de l'homosexualité, de la drogue, de la pornographie...

Indéniablement, un certain discours ambiant sur le retour aux valeurs morales rencontre un écho auprès des étudiants. Mais ce sont les idées qui progressent, plus que les personnalités ou les institutions qui en sont les incarnations. L'Eglise de Jean-Paul II ou le Front national de Jean-Marie Le Pen attirent peu, sans doute parce que sont rejetés l'extrémisme ou, simplement, l'excès.

Décalage entre les idées et les institutions, moralisme modéré ou conservatisme tranquille... Les

Sud. Mais ils se sentent plus proches de personnalités symboliques qui portent témoignage - l'écrivain Milan Kundera, le chanteur Johnny Clegg, Lech Walesa, Harlem Désir... - que des organismes, par lesquels passent normalement les débats d'opinion : les partis politiques, les syndicats, l'Eglise, la presse.

Ainsi se creuse un fossé grandissant entre les structures publiques et collectives et une sphère personnelle et affective, où s'expriment, de façon plus immédiate, les enjeux importants de la vie. C'est sans doute dans le domaine le plus proche des étudiants - l'université - que ce décalage est le plus net et qu'il font le moins confiance à l'action du gouvernement. Globalement, l'image qu'ils ont de l'institution est de plus en plus négative. La cote de M. Jospin a nettement diminué depuis qu'il est en charge de l'éducation nationale. Mais, curieusement, ils sont beaucoup plus satisfaits de leurs études qu'il y a deux ans. Cette amélioration est à mettre en relation avec le jugement globalement positif qu'ils portent sur le mouvement de décembre 86, auquel la majorité d'entre eux disent avoir participé et qu'un tiers verraient bien recommencer. Comme si le fait d'avoir directement pris en charge leurs propres affaires à cette occasion avait davantage contribué à améliorer leur situation - ou du moins la perception qu'ils en ont - que l'action des pouvoirs publics.

Un meilleur

moral

Ainsi le scepticisme des étudiants envers le collectif et l'Etat s'accompagne d'une plus grande confiance envers leurs propres forces et d'une amélioration du moral individuel. Les relations avec leurs parents n'ont jamais été aussi bonnes. Ils perçoivent leur avenir avec moins de crainte et davantage d'ouverture. Ils sont plus attirés par le secteur privé, l'exercice des responsabilités, l'initiative et la création d'entreprise - et moins par la fonction

qu'ils annoncent une évolution à long terme ? Ou, au contraire, qu'ils connaîtront l'habituelle intégration aux normes du milieu ? Questions passionnantes, dont les réponses seront données dans les enquêtes des prochaines années...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 20.)

(1) Sondage IPSOS-Le Monde-France-Culture dans « Le Monde Campus » du 6 mars 1986.

BOURSE AUX STAGES

Rendez-vous le 21 novembre...

« **B**RAYO! » « Encore! » « Recommencez! » Comment résister à un tel enthousiasme ? C'est ainsi que, à la demande générale, Campus relance la bourse aux stages européens, qui a, l'an dernier, conquis les étudiants. Mais, cette fois-ci, avec davantage d'entreprises, davantage de stages et plus de temps pour participer. Et aussi avec deux partenaires de taille : la Commission des Communautés européennes, séduite par cette expérience qui correspond exactement aux objectifs de son programme Comelit (1), a accepté de la soutenir, en offrant en particulier, dix-sept stages dans ses centres d'information. Et Europe I s'est associée à son organisation et à sa promotion.

Rappelons le principe de cette bourse : permettre aux étudiants d'avoir une expérience professionnelle internationale en demandant à des entreprises de leur offrir des stages, de un à trois mois, dans un pays d'Europe ou dans leurs services internationaux. Trente-cinq sociétés, de diverses nations, proposent cent vingt-huit stages dans les douze pays de la Communauté, plus l'Autriche et la Suisse. Ces stages pourront être effectués dans différents services : gestion, marketing, finances, techniques, ingénierie, informatique...

La bourse est ouverte aux étudiants de toutes les disciplines d'universités et des grandes écoles, qui auront atteint en 1989, au moins, le niveau bac + 3

(licence ou première année de grande école).

La bourse comprend deux étapes :

- Un concours : les candidats devront répondre à des questions portant sur les entreprises participant à l'opération, qui paraîtront dans *Le Monde* du 21 au 30 novembre (numéros datés du 22 novembre au 1^{er} décembre) ;

- Un grand oral : il mettra en présence, le 1^{er} février à l'École européenne des affaires, à Paris, les finalistes et les représentants des entreprises et de la Communauté. Les candidats et les entreprises auront ainsi la possibilité de se rencontrer et de se choisir.

Pendant toute la durée du concours, un indice permettant d'identifier les entreprises sera diffusé pendant le journal de 20 heures d'Europe 1. D'autre part, la bourse aux stages sera présentée au cours de l'émission d'Europe 1 « Découvertes », le lundi 21 novembre.

Alors quelle que soit votre formation, n'hésitez pas et tentez votre chance. Rendez-vous dans *Le Monde* le 21 novembre...

F. G.
(Voir les témoignages des lauréats de 1988 page 22.)

(1) Ce programme a permis de financer, en 1987-1988, près de 2400 stages industriels transnationaux d'étudiants. La Commission propose de le prolonger pour une nouvelle phase de cinq ans, avec un budget de 250 millions d'ECU (1.750 milliard de francs).

Le Droit aux PUF

Nouveautés.

Collection «Thémis»

Droit civil - introduction par Jean Carbonnier (17^e édition mise à jour). 98 F.

Droit pénal général par Jacques-Henri Robert. 145 F.

Economie du travail par André Tiano. 165 F.

Collection «Droit Fondamental»

Sûretés et publicité foncière par Philippe Théry. 143 F.

Les biens par Frédéric Zénati. 123 F.

Procédure civile par Hervé Croze et Christian Morel. 148 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Robert Maxwell vente en mars prochain

PORTABLE

RENAULT SUPERCIN

Le recentrage des étudiants

(Suite de la page 19.)

● **L'agressivité des femmes.** Les femmes, qui sont désormais majoritaires dans l'enseignement supérieur, ont, depuis quelques années, les caractéristiques inversées de celles qui étaient auparavant propres à leur sexe. Elles sont nettement plus à gauche que les hommes, plus politisées et davantage attachées au droit de vote. Elles ont davantage participé au mouvement de décembre 1986 et sont plus nombreuses à juger ses effets positifs et à être prêtes à recommencer.

Bien que plus proches de l'Eglise, et de la religion, elles n'ont pas, sur le plan moral, de positions plus traditionalistes que leurs camarades masculins. En revanche, elles ont sur le plan professionnel une attitude nettement plus agressive. Elles sont davantage prêtes à prendre des responsabilités et à travailler beaucoup au détriment de leur vie de famille; elles sont davantage attirées par les professions libérales. Elles ont une meilleure opinion

que les garçons de l'entreprise, des grandes écoles et de l'université, et une moins bonne de l'administration. Dans cette image nouvelle d'étudiants plus dynamiques et entreprenants, les femmes jouent indéniablement un rôle moteur.

● **Rapprochement universités-grandes écoles.** Par leur recrutement académique et social, les grandes écoles et les universités sont deux univers bien distincts. Ce sondage semble toutefois montrer que les différences, jadis bien tranchées, ont tendance à s'estomper. Certes, les élèves des grandes écoles sont politiquement plus à droite, plus proches de l'Eglise, plus attirés par l'entreprise, le profit et les responsabilités, que les universitaires. Mais ils sont aussi plus politisés, plus hostiles au racisme et à la peine de mort, plus attachés au droit de vote... Ils sont encore plus convaincus que les étudiants des universités, que le mouvement de décembre 1986 a été positif...

A l'inverse, les universitaires semblent s'éloigner de l'image un peu passive et dévaluée qui leur est souvent accolée. Leur moral s'est sensiblement amélioré depuis 1986, ainsi que leur confiance en l'université et la conviction que leurs études les préparent bien à leur futur métier.

Préparation

aux responsabilités

Cette certitude les rend plus entreprenants, davantage prêts à prendre des responsabilités, à travailler dans le privé ou à créer leur entreprise. Certes, ces aspirations demeurent encore minoritaires, mais il est intéressant de noter qu'elles sont en hausse dans toutes les disciplines, y compris chez les littéraires; la fonction publique n'attire plus que 34 % d'entre eux - contre 41 % il y a deux ans.

Si les universitaires maîtrisent moins bien les langues étrangères que leurs camarades des écoles et ont moins d'occasions d'aller étudier hors des frontières, leur désir de mobilité est presque aussi grand.

Certes, à l'intérieur des universités, les distinctions restent fortes entre les disciplines. Mais sur l'ensemble des grandes questions de société l'écart entre les universitaires et les élèves des écoles tend à se réduire, témoignant d'une homogénéisation progressive de la population étudiante.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE dans l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

• Service d'information, savoir informer; un enjeu pour l'entreprise et l'université.

Sur ce thème, le DEMYST et le CHAM organisent un COLLOQUE à Paris les 15 et 16 décembre 1988.

INSCRIPTIONS: CHAM-Laboratoire ICST, 252, rue Saint-Martin, 75141 Paris cedex 03. Tél.: 40-57-29-04/06-27-42-00 (répondeur).

Le programme du colloque est consultable par Minitel sur le 3614. ENSUP (rubrique Faculté).

ASFORD

Centre de formation de l'Édition française propose une formation de

TECHNICIEN DE FABRICATION POUR L'ÉDITION

Durée: 1 an à temps plein
ADMISSION: 18-22 ans niveau Bac.

Contact: ASFORD
21, rue Charles-Fourier, 75013 PARIS
Tél.: 45-88-39-81.

LA BOURSE

Le 1

AUX STAGES

Étudiants* gagnez 100 stages en Europe.

Du 21 au 30 novembre, la Bourse aux stages du Monde Campus, la Commission des Communautés européennes (programme Comest) et 35 entreprises vous offrent la possibilité de gagner 100 stages en Europe. Sur Europe 1, un indice par jour au journal de 30 heures pendant toute la durée de la Bourse. Retrouvez ces indices sur Minitel: 36.15 LEMONDE ou 36.15 EUROPE 1.

Lisez le Monde ou demandez un bulletin de participation gratuit au Centre d'information et d'orientation de votre université ou au secrétariat de votre école.

* Bar + 3 minimum obtenu courant 1989

Le Monde

CAMPUS

EUROPE 1

GROUPES SNECMA, Esso, CREDIT LYONNAIS, Bull, BUNCEPOLAR, AIR LIQUIDE, SOMMER ALLIANCE, CENTI, FRANCE LOISIRS, legrand, ALIST, NIXDORF COMPUTER, Ermet & Whitney, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, BERS, TEXAS INSTRUMENTS, RHÔNE-POULENC, SAIT, POCHEVILLE, XP, AGFA, ILE DE FRANCE OPERA & BALLET, Valeo

UN SONDAGE LE MONDE-CAMPUS

POLITIQUE

Glissement à droite



« De quel parti ou formation politique, parmi les suivants, vous sentez-vous le plus proche ? »

	Février 1988	
Extrême gauche	2	4 \
Parti communiste	3	3
Parti socialiste	36	43 \
Écologistes	10	7 /
UDF	18	12 /
RPR	18	12 /
Front national	1	2 \
Ne se prononcent pas	12	17

« Quel type de gouvernement parmi les suivants aurait votre préférence ? »

Un gov. socialiste-communiste	7
Un gouvernement socialiste	16
Un gov. socialiste-centriste	28
Un gov. socialiste-RPR-UDF	16
Un gouvernement RPR-UDF	19
Un gov. RPR-UDF-FN	4
Ne se prononcent pas	10

« Parmi les personnalités suivantes, quelles sont les quatre dont vous vous sentez le plus proche ? »

	Février 1988	
François MITTERRAND	36	35 /
Raymond BARRE	34	31 /
Jack LANG	32	•
Michel ROCARD	29	43 \
Jacques CHIRAC	23	16 /
François LÉOTARD	20	24 \
Simone VEIL	19	22 \
Valéry GISCARD D'ESTAING	16	10 /
Laurant FABIUS	13	29 \
Lionel JOSPIN	11	19 \
Pierre JUQUIN	11	•
Brisson LALONDE	11	18 \
Alexis JUPPÉ	8	•
Philippe SÉGUIN	7	•
Jean-Pierre CHEVÈNEMENT	6	17 \
Jean-Marie LE PEN	5	4 /
Georges MARCHAIS	4	5 \
Pierre MAUROY	3	6 \
Ne se prononcent pas	13	10

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.
(*) Ne figuraient pas dans la liste proposée.

ÉTUDES

Satisfaction

« Êtes-vous plutôt satisfait ou plutôt mécontent des études que vous faites ? »

	Février 1988	
Plutôt satisfait	89	77 /
Plutôt mécontent	8	19
Ne se prononcent pas	3	4

« Les études que vous faites préparent-elles bien ou mal au métier que vous aimeriez exercer ? »

	Février 1988	
Préparent bien	62	47 /
Préparent mal	20	35
Ne se prononcent pas	18	18

« Avez-vous ou non participé au mouvement lycéen et étudiant de novembre-décembre 1986 ? »

Oui	54
Non	46

« Diriez-vous que ce mouvement a eu des conséquences très positives, assez positives, assez négatives ou très négatives ? »

- Sur la situation générale de l'Université française :		
Très positives	3	45
Assez positives	42	
Assez négatives	21	
Très négatives	5	
Ne se prononcent pas	29	26
- Sur l'ambiance à l'Université et les relations entre étudiants :		
Très positives	6	44
Assez positives	38	
Assez négatives	18	
Très négatives	4	
Ne se prononcent pas	34	22

« Diriez-vous, oui ou non, que l'état d'esprit des étudiants en cette rentrée 1988 pourrait les conduire prochainement à recommencer un mouvement similaire à celui de novembre-décembre 1986 ? »

Oui	33
Non	51
Ne se prononcent pas	16

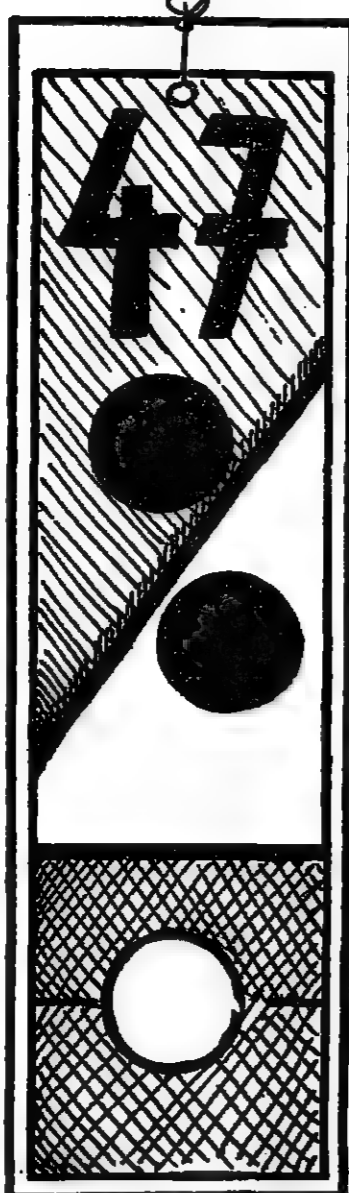


CAMPUS
UNIVERSITÉ

FRANCE-CULTURE-PUF

VALEURS

Retour à un ordre moral



« Dites-moi, pour chacun des mots suivants, s'il évoque chez vous quelque chose de moralement condamnable ou pas ? »

		Février 1988
- Racisme :		
Oui	78	90
Non	20	9
Ne se prononcent pas	2	1
- Drogue :		
Oui	73	86
Non	25	13
Ne se prononcent pas	2	1
- Adultère :		
Oui	50	57
Non	47	37
Ne se prononcent pas	3	10
- Peine de mort :		
Oui	47	82
Non	47	15
Ne se prononcent pas	6	3
- Pornographie :		
Oui	44	43
Non	48	50
Ne se prononcent pas	7	7
- Homosexualité :		
Oui	23	13
Non	74	81
Ne se prononcent pas	4	6
- Avortement :		
Oui	21	15
Non	76	80
Ne se prononcent pas	3	5
- Argent, profit :		
Oui	19	17
Non	75	77
Ne se prononcent pas	3	6
- Contraception :		
Oui	3	4
Non	96	96
Ne se prononcent pas	1	-

« Êtes-vous favorable ou hostile au service militaire ? »

	Fév. 1988
Favorable	38 33
Hostile	56 59
Ne se prononcent pas	7 8

« Du mariage, diriez-vous, ou non, que c'est quelque chose de dépassé ? »

	Fév. 1988
Oui	17 23
Non	80 73
Ne se prononcent pas	3 4

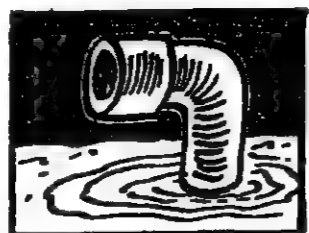
« Quels sont, dans la liste suivante de droits ou de libertés, les deux qui sont, pour vous, les plus importants ? »

	Février 1988
La liberté de la presse	58 61
Le droit de vote	51 59
Le droit de propriété	27 24
Le droit de grève	23 22
La liberté religieuse	20 17
Le droit à l'avortement	17 16
Ne se prononcent pas	1 -

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

MODÈLES

Les héros médiatiques



« Parmi les personnalités suivantes, quelles sont les quatre dont vous vous sentez le plus proche ? »

Cat J.-Y. COUSTEAU	44	Bernard TAPE	9
Johnny CLEGG	29	Jacques SÉGUÉLA	8
Anne SINCLAIR	22	Jean-Loup CHRETIEN	8
Lech WALESA	22	Claude LEVI-STRAUSS	8
Haroun TAZIEFF	21	Vladimir NOAÏH	8
Harlem DÉSTIN	18	Bernard-Henry LÉVY	7
Bernard PIVOT	18	Carl LEWIS	7
Alain PROST	18	Jean BERNARD	6
J.-J. GOLDMAN	15	Jean-Luc LAGARDÈRE	6
Mère THERESA	13	J.M.G. LE CLÉZIO	6
Yves MONTAND	12	Ne se prononcent pas	8
JEAN-PAUL II	10		(1)

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

PEURS

Les violences planétaires



« Quelle est votre plus grande peur pour l'avenir ? Et ensuite ? »

	En premier	Total des citations
La guerre	25	39
Le fanatisme religieux	15	31
Les déséquilibres entre les pays riches et les pays du tiers-monde	13	28
Le chômage	16	25
La pollution	7	17
Le terrorisme	6	17
Le SIDA	6	16
Le nucléaire	7	13
La délinquance	3	9
Ne se prononcent pas	1	-

INTÉRÊTS

Musique et cinéma



« Dans cette liste, quel est votre principal centre d'intérêt ? Et ensuite ? Et ensuite ? »

	En premier	Total des citations
La musique	30	71
Le cinéma	18	65
La lecture	15	52
Le sport	25	51
La politique	6	21
Le théâtre	3	12
La cuisine	1	11
Le bricolage	1	7
L'informatique	1	5
Ne se prononcent pas	1	-
	100	

CAMPUS
ÉCOLES

Les papillons de bois

Transformer en dix mois des personnes sans expérience en ébénistes accomplis : tel est le pari réussi de l'école d'Avignon.

BOIS de violette, bois de rose, ébène, sycomore, merisier, aubépine, les noms des essences utilisées dans l'ébénisterie évoquent le travail minutieux. Lorsque le ciseau entaille la chair brute du noyer pour la transformer en oiseaux de bois décoratif, l'ébéniste n'est plus un artisan mais un artiste. Sa technique ne s'apprend pas dans la précipitation, mais à longueur d'années, quand la main manie la gouge sans y penser.

Au Thor, un village de deux mille habitants du Vaucluse, l'École supérieure d'ébénisterie d'Avignon, l'ESEA, veut prouver le contraire. Chaque année depuis 1983, cet établissement privé métamorphose, en dix mois, une vingtaine de personnes n'ayant aucune maîtrise du travail du bois en ébénistes accomplis. Son secret : miser sur la motivation d'élèves souvent en situation d'échec personnel.

« Ici il n'y a pas de fils à papa voulant passer des vacances tranquilles. On ne parle pas de quotient intellectuel mais de capacité à se dépasser, parce que la foi soulève des montagnes », explique René Méridol, le directeur de l'ESEA. Forte de ces principes, l'école étudie toutes les candidatures sérieuses, sans limite d'âge, sans exigence de diplôme particulier. « Si nous sentons, chez un jeune de vingt ans qui a galéré toute sa vie ou chez un chômeur de cinquante ans qui

meuble, les élèves n'en reviennent pas. Beaucoup pleurent », remarque Louis Suau. Le couronnement de la scolarité reste le chef-d'œuvre, que les étudiants réalisent en cinq semaines. Guy Laborie a ainsi reproduit un superbe guéridon aux libellules de Gallé, et Frédéric Decoulant - ancienne élève installée à son compte qui revient à l'école pour approfondir ses connaissances en sculpture et dorure - un cabinet noir et bleu constellé de papillons de bois.

Les meubles, fabriqués avec des matériaux fournis par l'école, appartiennent aux élèves et sont compris dans les 69 500 francs qu'ils versent comme frais de scolarité. « Le chiffre semble élevé, mais très peu d'étudiants sortent une telle somme de leur poche, explique René Méridol. La plupart d'entre eux bénéficient de la formation professionnelle continue. Ils perçoivent toujours leur salaire et obtiennent la prise en charge du coût de l'enseignement grâce au congé individuel de formation. Les autres utilisent leurs indemnités de licenciement ou empruntent. « J'ai fait des sacrifices pour déboursier la somme, admet Frédéric. Mais l'investissement est rentable. »

L'ESEA revendique 90 % d'insertion professionnelle après ces dix mois intensifs. Quarante-quatre pour cent de ses anciens élèves ont créé une entreprise, 46 % ont un emploi dans le secteur de l'ameublement.

THÉRRY BILLARD.

* Ecole supérieure d'ébénisterie d'Avignon : siège social : 180, route de Montfavet, 84000 Avignon, tél. 90-33-90-58 ; cours : route d'Estrelagnas, 84230 Le Thor, tél. 90-33-90-58.

Les larmes du premier meuble

Chaque apprenti ébéniste suit quarante-deux heures de cours hebdomadaires, auxquelles il doit ajouter quinze à vingt heures de travail personnel. L'ESEA dispense des enseignements d'histoire de l'art du meuble, toute la formation technologique possible, mais aussi des cours de gestion.

Pendant leur séjour, les élèves doivent exécuter une table en chêne de style Louis XIII, une vitrine en merisier de style Restauration, une table à jeux style Louis XV, un confiturier provençal en noyer et un bureau ministre de style Louis XV. « Quand ils arrivent au bout de leur premier

LA CAMIF COMMUNIQUE à SES SOCIÉTAIRES

LA CAMIF ANTICIPE LA BAISSSE DE T.V.A.

La baisse de la T.V.A., récemment votée, de 33 % à 28 % devant prendre effet le 1^{er} décembre prochain sera prise en charge par votre coopérative sur vos commandes dès le lundi 7 novembre

Malgré les problèmes d'acheminement du courrier

LA CAMIF S'ENGAGE SUR LES DÉLAIS DE LIVRAISON

en mettant en place des moyens supplémentaires pour acheminer vos commandes à domicile.

Passez commande* :

- par téléphone : (coordonnées de votre correspondant CAMIF page 734 du catalogue en cours)
- par Minitel : faites le 3613 code LACAMIF
- par écrit : en déposant vos bons de commande à l'Antenne CAMIF après-vente la plus proche (coordonnées page 742 de votre catalogue)

*Si vous habitez dans la région d'un magasin ou point d'accueil CAMIF, vous pouvez vous y rendre en permanence pour prendre contact avec votre coopérative.

camif

Pour tout renseignement, reportez-vous à votre catalogue ou téléphonez à votre correspondant CAMIF.

ARTS ET SPECTACLES

Elle joue à Rome une pièce de boulevard

La Vitti tourne

Monica Vitti fait sa rentrée au théâtre dans « Prima pagina », une satire caustique du journalisme...

MONICA VITTI est en scène, à Rome, en matinée. Elle est formidablement blonde, elle danse le charleston, elle fait tomber les téléphones...

La tache ne s'effacera-t-elle donc jamais ? Tous les parfums de l'Arabie et de l'oubli ne suffiront-ils pas à faire disparaître la faute ?

La réaction de l'intéressée, après le démenti de rigueur, avait alors brillé par son panache et son humour.

Mais voilà maintenant que, reprenant du service au théâtre, elle joue jusqu'au 17 décembre à l'Eliseo de Rome...

1928, satire caustique du journalisme de faits divers, ayant donné naissance à trois films...

Elle répond, Véhémence : « Ah ! Non. Pas du tout. Je vous le jure ! Une des raisons qui m'ont fait hésiter à reprendre cette pièce est justement celle-ci... »

Elle rit. Je ris... Notre entretien sera comme ça, plein de sympathie, de gêne, et de fous rires.

« Oui, dit-elle, sur le moment, j'ai trouvé ça plutôt drôle. C'était arrivé à Fellini, à Mastroianni, la preuve que ça arrive... »

« Vous voulez ma « chronique d'une mort inventée » ? Tout a commencé par un coup de téléphone de Genève... »

d'un bulletin d'information à la radio. On parlait de moi au passé : « L'actrice la plus importante d'Italie avec la Magassi... »

« Tout le monde me regarde avec suspicion. Ils sont à la recherche d'une confirmation, je dois leur prouver qu'il s'agit seulement d'un malentendu, d'une équivoque, d'une fausse nouvelle... »

« Comme vous voyez, très vite je n'ai plus trouvé ça drôle du tout. J'aurais voulu avoir la classe de Mark Twain, qui lorsqu'on lui a fait la même mauvaise blague, a dit : « Je trouve la nouvelle légè- »



ment exagérée, je suis seulement refroidi », mais je n'ai pas pu... « Vous n'êtes pourtant pas quelqu'un qu'on abaisse facilement ? »

« Ah ! Oui, ça a été une chance inouïe de pouvoir mélanger la vie et le travail ! Je lui servais vraiment de personnage... »

la page

sitions intéressantes au cinéma, seulement des comédies qui, au fil des mois, baisaient régulièrement de qualité...

« Pourquoi choisir une pièce comme Prima pagina, disons... sans ambition particulière ? »

« Pas d'ambition ! Au contraire. Une énorme ambition. La maison de production que j'ai fondée avec Roberto Russo pour monter cette pièce a été baptisée Konika... »

« Distant Voices », de Terence Davies

Famille, famille...

Prix de la critique à Cannes, où il a été présenté par la Quinzaine des réalisateurs, le film de Terence Davies Distant Voices (Voix lointaines)...

DÈS la première image de Distant Voices, Terence Davies installe une atmosphère étouffante, étouffée, et pourtant, au fond, chaleureuse...

Mais il ne s'agit absolument pas d'un film naturaliste, d'un mélo social à la Zola, à la Dickens. La famille en question est riche d'une ribambelle de cousins et d'amis...

Un escalier intérieur, le voix de la mère qui presse les enfants de se lever pour aller en classe, le bruit des galoches qui dévalent les marches...

« On a beau vivre ensemble, dit Terence Davies, on ne se connaît pas. Est-ce que je connais mes frères et sœurs ? Je les admire d'avoir survécu à mon père... »

reconnait la beauté de la campagne anglaise, mais je suis un homme des villes. J'aime le bitume, l'été, quand le chaleur le fait décoller en cloques... »

« En Angleterre, il est indigne de montrer ses sentiments », dit Terence Davies qui n'a rien du British flagmanique, il a un air de professeur souriant, avec un visage lisse et des cheveux blancs...

Pour lui, tous les malheurs de sa famille, de son pays — autant dire de la terre entière — viennent du jour où l'Angleterre a perdu son empire, ce dont elle ne s'est

pas remise. Il dit que les Anglais vivent comme avant, mais au lieu d'avoir le monde à leur disposition, ils ont juste leur île. Leur violence ne peut plus s'exporter, se diffuser, elle se concentre... »

L'Angleterre, dit Terence Davies, peut se comparer au Japon. Parce que ce sont deux îles surpeuplées ? Non. A cause des codes de politesse, de l'importance des castes sociales, du poids de la tradition... »

Avec tous ses prix, il a reçu plusieurs propositions de travail. « J'ai tourné pendant quinze ans — j'ai réalisé quatre courts métrages — j'ai reçu des prix et à chaque fois il fallait recommencer de zéro... »

Propos recueillis par DANIEL HEYMANN.

Advertisement for the film Hamlet. It features a black and white photo of a man's face. Text includes 'Hamlet Shakespeare / Chéreau', '3111 du 30 novembre 1988', and 'Vanterre Anandiers avec la participation d'UAP'.

THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)
LE PRINCE TRAVELIST Espace Acteur (42-62-35-00) (dim. soir, lun. mar.), 20 h 30; dim. 16 h (16).

ELDORADO (42-69-60-27). Révo de Vienna: 18 h 30, jeu. sam. dim. 14 h 30, dim. 18 h, sam. 20 h 30.
ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Le Prince travesti: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. mar.

FOCHE-MONTPARNASSE (45-48-79-97). Salle I. Le plus heureux des trois: 21 h. Rel. dim. soir, lun. mar.
FOCHE-MONTPARNASSE (45-48-79-97). Salle II. Les Sacrés Montres: 20 h 15. Rel. dim. Bernadette, calme-toi!: 21 h 30. Rel. dim.

BLANCS-MANTRAUX (48-87-15-84). Salle I. Arcs: MC2: 20 h 15. Rel. dim. Les Épis noirs: 21 h 30. Rel. dim. Laurent Violot: 22 h 30. Rel. dim. Salle II. Les Sacrés Montres: 20 h 15. Rel. dim. Bernadette, calme-toi!: 21 h 30. Rel. dim.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). Circumstantial Evidence, 20 h 30, mer. jeu. vend. sam. 16 h, dim. Chor. Dana Reitz.
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Raja et Radha Rocky, 20 h 30, mer. Dams de l'Inde, Incipit. Ragunath Manas, 20 h 30, ven. Musique et danse de l'Inde du Sud, Bharata Natyam. Kathak Sunayana, 18 h, dim. Et ses musiciens. Danses du l'Inde. Manali Koush, jusqu'au 25 novembre, 21 h, mar. Demi-dénon. Obscurité. Danses butas.

BATACLAN (47-00-55-22). Michel Rivard, 20 h 45, mer., jeu., ven., sam. (dernière). Téléphone location: 47-00-30-12.
CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Caberet de la chanson française, 21 h, mer., jeu., ven., sam., mar. Tous les soirs, chansons à la carte.
DÉJAZET-TLP (42-74-20-50). Le Tour du monde en quatre-vingt jours, jusqu'à mi-janvier, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam., mar., 15 h, dim. D'après Jules Verne, de Jean-Marie Lecoq et Louis Dancayer de Segomez, par l'équipe du Capitaine François. Comédie musicale. Jean-Louis Mahjoub, 20 h 30, lun.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-43-17). P. Wonderful Casting: ven., sam., mar. 20 h 30. Rel. dim. lun.
ANTOINETTE - SIMONE-BERTRAND (42-06-77-71). Avanti!: 20 h 30, rel. dim. soir, lun. 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
ARCANNE (43-38-19-70). Baudouire: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. mar.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Pédale sans. Rencontres avec Brian Van Velde Festival d'automne à Paris 1988: 19 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Les Armoiries: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
LA VIEILLE GUILLE (47-67-22-11). O Mécanosphère d'une soirée: 21 h (Jeu., ven., sam. dernière).

BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.
BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.
BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.

BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.
BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.
BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.

BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.
BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.
BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.

BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.
BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.
BOULEVARD-SOUS-SOIRS (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (43-68-22-36). P. Nom, Thé et Vincent van Gogh: sam. 21 h.

LE MOIS DE LA PHOTO A LA GRANDE HALLE
ROBERT DOISNEAU
Doisneau-Renault
LUCIEN HERVE
Retrospective
ALAIN FLEIG
Les Exotiques
A la Maison de la Ville
LE TEMPS DE LA VILLE
du 16 NOVEMBRE au 22 JANVIER
une production de la Grande Halle avec le concours de Renault.
des éditions de Moniteur.
des éditions Hazan
42.49.30.80
métro porte de Pantin

CINEMA

LA NUIT BENGALI (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 19 (40-26-1212) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-9383) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-1908) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-9081) ; Bleu-Vert Montparnasse, 15 (45-44-2502) ; v.f. : Gaumont Convention, 15 (45-28-4277).

MUSIQUE

Les concerts

ALPHA DU LION. Pascal Desnarez, 23 h, jeu. Hauto-contre, Thierry Mourouard (Flauto).

CACTUS BLEU (43-38-30-30) Alain Rivet, 23 h, jeu. ; Huit et demi, 23 h, sam. ; Blue Time, 23 h, jeu. ; Guillaume « Honky Tonk » Pécine, 23 h, mar.

Télé-radio: la guerre de l'aube. Télé contre radio, la guerre de l'info du matin est déclarée, Télérama a vécu le marathon mené par ses commandos de l'ombre sur le front des chaînes et des stations pour vous tirer du lit et pour vous servir l'info sur un plateau. Impressionnant! Ne naviguez plus à vue entre le son et l'image! Sous la forme du jeu de l'oie suivez le parcours du bon petit déj. : les infos à regarder, les émissions à suivre, les sens interdits à éviter.

THEATRE MUSIQUE & DANSE DANS LA VILLE NOUVEAU THEATRE MOUFFIARD LE PRINCE DE HOUBOURG de Heinrich von Kleist mise en scène : Jacques MAUCLAIR

VOTRE TABLE CE SOIR DINERS RIVE DROITE RIVE GAUCHE SOUPERS APRES MINUIT LA TOUR D'ARGENT HUITRES TOUTE L'ANNEE POISSONS DU MARCHE

Chers Amis du Savour Club,

Nos vins nouveaux sont arrivés mais pas toujours notre documentation. Les 15, 16, 17, 18 et 19 novembre de 9 h à 21 h, nous mettons à votre disposition une ligne spéciale de téléphone pour passer vos commandes. Appelez le numéro vert.

05 05 1988 APPEL GRATUIT

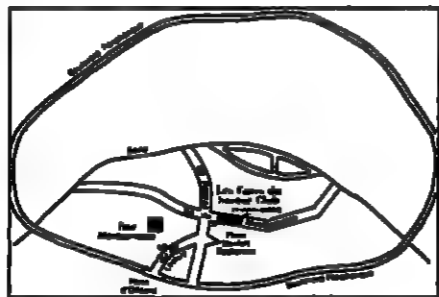
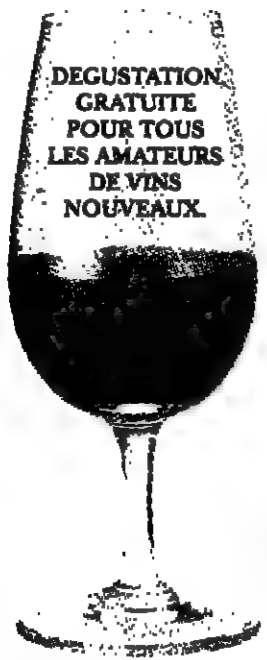


LES VINS NOUVEAUX DU SAVOUR CLUB:

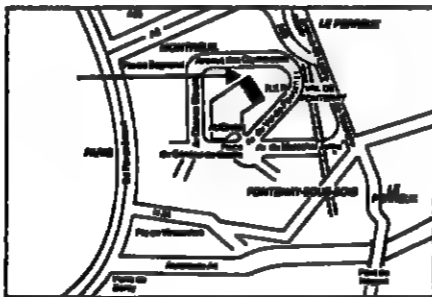
BEAUJOLAIS PRIMEUR 1988, A.C. Beaujolais, la bouteille: 21F. — BEAUJOLAIS-VILLAGES PRIMEUR 1988, A.C. Beaujolais-Villages, la bouteille: 25F. — CÔTES-DU-RHÔNE PRIMEUR 1988, A.C. Côtes-du-Rhône, la bouteille: 16F. — MÂCON-VILLAGES PRIMEUR 1988, A.C. Mâcon-Villages, la bouteille: 26F. Ces vins sont vendus uniquement par carton de 12 bouteilles d'un même cru. Une participation aux frais de port de 34F est demandée pour une commande inférieure à 36 bouteilles.

C'est facile et vous serez livré rapidement par transporteur privé. Si vous

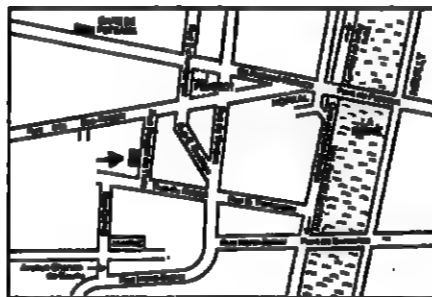
préférez venir à nos Caves goûter et chercher nos vins nouveaux, nous vous y attendons à partir du 17 novembre de 10h à 20h (et le dimanche 20 novembre de 10 h à 12 h 30). Pour cela, suivez nos plans.



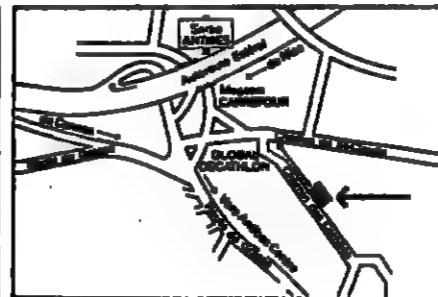
PARIS 75014 - Parking souterrain
entrée voitures: 120 et 159, bd du Montparnasse
entrée piétons: 125, bd du Montparnasse
Tél. (1) 43 27 12 06



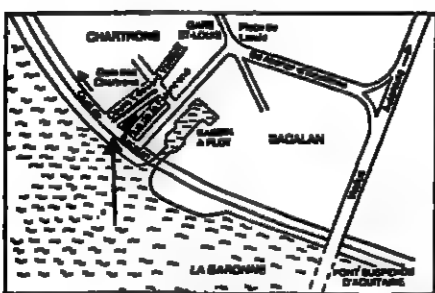
FONTENAY-SOUS-BOIS 94120
Centre commercial du Val-de-Fontenay
Tél. (1) 48 73 48 88



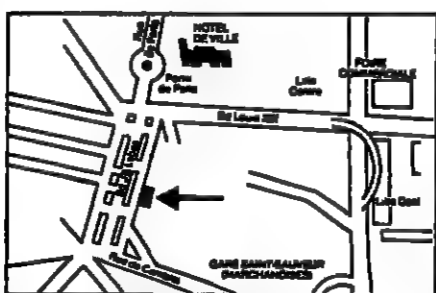
SURESNES 92150
47, rue Rouget-de-L'Isle
Tél. (1) 45 06 55 12



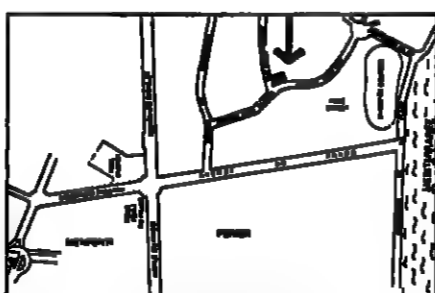
ANTIBES 06600
1596, chemin des Combes
Tél. 93 33 07 79



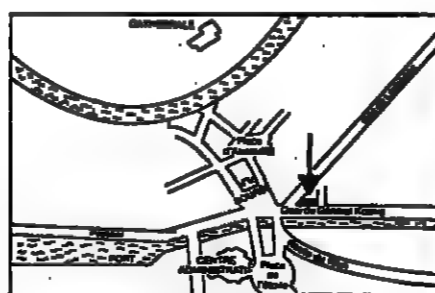
BORDEAUX 33300
72, quai de Bacalan
Tél. 56 33 87 67



LILLE 59000
21 bis, boulevard Jean-Baptiste Lebas
Tél. 20 88 07 77



MARSEILLE 13008
47, avenue Clot-Bey
Tél. 91 22 21 81



STRASBOURG 67000
5, quai du Général-Koenig
Tél. 88 36 90 84



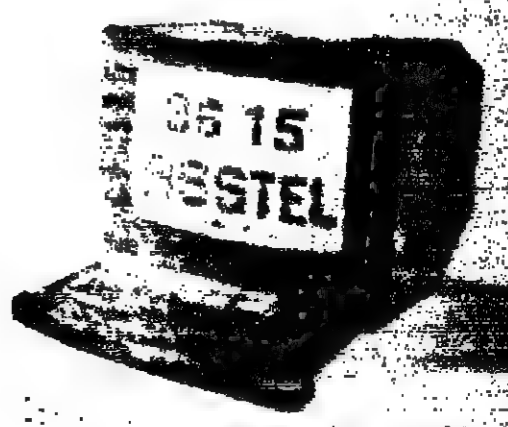
Ce qui est nouveau, n'est pas forcément bon. C'est pourquoi tous nos vins sont sélectionnés par Paul Bocuse. Ce qui est nouveau n'est pas nouveau longtemps. Dépêchez-vous. A bientôt de vos nouvelles.

Le Savour Club
05 05 1988 NUMERO VERT

... à Paris, de
... prises et
Sous le signe

ASSTEL

Pour être bien informé
le service télématique conçu
par le C.S.A.F.A. avec le concours
du Crédit Lyonnais



... de votre fonction
... d'association
... de banques
... de la presse
... de services et activités
... d'activités

... du Crédit Lyonnais
... 05 15 avec ASSTEL

CREDIT LYONNAIS

Le Monde

VIE ASSOCIATIVE

Forum 88 réunit, à Paris, du 16 au 18 novembre entreprises et associations

Sous le signe de l'emploi

L'IDÉE d'organiser un Salon professionnel avec des entreprises s'adressant spécifiquement aux associations aurait été inconcevable il y a quelques années. Aussi, c'est avec beaucoup d'angoisse que Xavier Delsol, le directeur de Juris Associations, qui offre les conseils juridiques aux associations, et Bernard Desours, le directeur de SA2, service aux associations, se sont jetés à l'eau l'an passé. De par leur profession, ils avaient vu qu'il y avait un besoin, mais est-ce que la mayonnaise allait prendre ? Elle a pris et cela malgré la faible publicité faite autour de leur premier forum.

Cette année, ils récidivent, du 16 au 18 novembre, porte de Versailles. Signe de l'intérêt porté par les pouvoirs publics, Forum 88 a été placé sous le haut patronage de six ministères (culture et communications, affaires sociales et emploi, fonction publique et plan, commerce, artisanat et services, collectivités locales et enfin jeunesse et sports), ainsi que de l'Association des maires de France et de la Ville de Paris.

Deux ministres viendront à ce rendez-vous des entreprises et des associations où l'on espère plus de dix mille visiteurs : le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Roger Bambuck, et celui de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner.

Le principe de ce Forum est de fournir aux responsables d'associations les réponses aux nombreuses questions qu'ils se posent,

que ce soit d'ordre technique ou juridique : « Près de 60 % des visiteurs en 1987 se sont déplacés dans un but précis, pour régler ou s'informer auprès des exposants sur, au moins, un problème particulier », explique M. Delsol. En 1988, le Forum sera encore une manifestation que les responsables d'associations visiteront dans le cadre d'une démarche positive auprès des exposants pour obtenir une réponse à leurs besoins. »

Côté entreprises et associations exerçant des activités économiques, on trouvera bien sûr des banques, des assureurs, des éditeurs, des sociétés de conseil (en communication ou en développement), des concepteurs de logiciels de gestion (comptabilité, fichiers, abonnement), de publications assistées par ordinateur, des organisateurs de stages de formation, etc.

De nombreuses autres associations seront regroupées dans un petit village (l'UNICEF, l'UNAPEI, Médecins du monde, Fraternité Vietnam, etc.).

Tout au long de ces trois journées seront organisées différents ateliers et débats. Très pratiques, les ateliers devraient intéresser les visiteurs car ils abordent des sujets et des problèmes que rencontrent de nombreux responsables d'associations aujourd'hui. Citons quelques thèmes : « L'extension du plan comptable à l'ensemble des organismes sans but lucratif », « La participation

et l'interférentisme dans les associations », « Un nouvel outil pour entreprendre : les unions d'économie sociale », « Le titre associatif et l'émission d'emprunts obligataires dans les associations ».

Les sujets abordés dans les débats seront tout aussi divers : « Nouveaux risques assurables des associations gestionnaires », « Associations et activités commerciales : peut-on adapter statut juridique et nécessité de développement ? », « Le dirigeant sportif, son rôle, son action, son avenir », « Le mécénat et la coopération face à l'Europe... L'un d'eux dominera : l'économie sociale et les associations créatrices d'activités. Actualité oblige. Cette idée fait couler beaucoup d'encre depuis plusieurs mois. Mais les espoirs ne sont-ils pas déçus ? N'attend-on pas un peu trop des associations ? Ont-elles réellement le pouvoir de créer un nombre significatif d'emplois ? Et puis, est-ce leur vocation ?

D'un autre côté, les associations peuvent-elles se désintéresser du chômage ? Bien sûr que non et elles montrent même qu'elles y portent un intérêt croissant. La Fonda (Fondation pour la vie associative) organise pour sa part un colloque le 19 novembre à Bourg-en-Bresse sur : « L'association, un défi aux exclusions ». Cette organisation, dont le but est de promouvoir la vie associative sous toutes ses formes, a mené ces trois dernières années une étude en région Rhône-Alpes sur la création des associations et a analysé vingt-six expériences, proposant des parcours d'insertion originaux. Cette enquête sera présentée au cours du colloque et donnera lieu à un débat en présence d'un grand nombre de personnalités.

CHRISTIANE CHOMBEAU.



Les pionniers de la réinsertion

La Fonda a mené une enquête sur les actions entreprises ces dernières années dans la région Rhône-Alpes en faveur des exclus.

DEPUIS quelques années, un nombre croissant d'hommes et de femmes se retrouvent en marge de la société, privés momentanément, parfois durablement, de toute forme de reconnaissance sociale. Que peut-on faire pour les aider à se réinsérer, et surtout quelle peut être l'action des associations dans ce secteur ? La Fonda (Fondation pour la vie associative) a eu l'idée de mener une enquête auprès des associations dans la région Rhône-Alpes pour étudier les initiatives dans ce domaine, essayer de comprendre les mécanismes de création et de développement afin, sans pas de rédiger un recueil de recettes ou un catalogue de modèles, mais de voir ce qui a été déjà mis en œuvre et quels sont les succès et les difficultés auxquels se

heurtent les responsables, pour augmenter l'efficacité de leurs actions : « Favoriser l'élaboration d'une réponse plus concertée et plus efficace aux problèmes de l'exclusion ».

La grande originalité dans ce domaine concerne le point de départ des initiatives. La Fonda constate en effet qu'il y a très rarement une demande explicite à l'origine des actions étudiées. L'explication en est fort simple : les personnes concernées ont perdu tout espoir de voir leur situation changer, à cause d'échecs répétés et d'attentes déçues ou bafouées, ce sentiment d'impuissance et de découragement provoquant généralement une attitude passive. Quand il arrive que les demandes soient d'une certaine

façon formulées, cela se passe dans des lieux de rencontre comme des équipements de quartier, mais en général ce sont des professionnels du secteur social (assistants sociaux, éducateurs), ou bien des individus concernés par le phénomène d'exclusion ou ayant déjà une pratique associative qui repèrent les demandes latentes. Ils remarquent qu'il n'existe pas de réponse au problème qu'ils perçoivent (abandon de l'école, impossibilité de trouver du travail à cause de handicap en amont), ou, de plus en plus fréquemment, constatent que les façons de faire habituelles ne sont pas du tout adaptées aux besoins actuels.

Ch. Ch.

(Lire la suite page 36.)

ASSTEL

Pour être bien informé : le service télématique conçu par le C.N.A.V.A. avec le concours du Crédit Lyonnais



- Comment créer et faire fonctionner votre association
- Les solutions bancaires pour bien la gérer
- Petites annonces et actualités associatives

Renseignez-vous dans toutes les agences du Crédit Lyonnais ou sur minitel 36 15 code ASSTEL



Vous avez un enfant HANDICAPÉ MENTAL ? L'UNAPEI est là pour vous aider. Tél. (1) 42.63.84.33. UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ENFANTS INADAPTES 16, RUE COYSEVOX - 75018 PARIS

JURIS ASSOCIATIONS

LA REVUE D'ACTUALITÉ JURIDIQUE ET PRATIQUE AU SERVICE DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

7 numéros par an dont un numéro spécial

ANNÉE 1988 : 295 F seulement

par courrier à : JURIS ASSOCIATIONS 12, quai A.-Lassagne 69001 Lyon tél. : 78-27-00-38 ou par minitel 36.15 + AS80C

aimer c'est communiquer



L'amour des hommes, c'est ce qui réunit toutes les causes car elles travaillent à rendre ce monde plus humain. Faire avancer une cause, c'est aussi communiquer. La réussite des œuvres nécessite l'utilisation de techniques de communication spécifiques et l'exigence du professionnalisme. Depuis longtemps, les responsables d'associations attendent une agence qui comprenne leurs préoccupations, partage leur désir de mieux faire connaître leur action et de rendre plus efficaces leurs appels de fonds. Faire avancer une cause, c'est contribuer à créer une société d'hommes libres. C'est parce que nous aimons les hommes que nous avons créé Cause Première.

rien précisée à votre cause.

Jean Di Schello
Vice-Directeur des Campagnes de Finances de Cause Première
Agence spécialisée dans le marketing des Causes sociales et humanitaires

P.S. Si vous préférez nous rencontrer ou simplement recevoir notre plaquette, prenez directement contact avec Cause Première au 01221730

Cause Première 1, allée Paris, 75001 Paris

ouveaux. HORS VOUS
20h (et le dimanche)
la, suivez nos plans

quoi
veau
it de vos
ub

LE FORUM NATIONAL DES SERVICES AUX ASSOCIATIONS

FORUM 88

LE RENDEZ-VOUS DES ENTREPRISES ET DES ASSOCIATIONS
16/17/18 NOVEMBRE 1988
PORTE DE VERSAILLES
PARIS - HALL B
de 9 h à 18 h

EXPOSITIONS
et
CONFÉRENCES

MINTEL 36-18
GUIDOPO

CAPRIC, 38, rue de Colisée, 75008 PARIS. Tél. 42-25-41-38. Tél. 048701.

**VOUS DIRIGEZ
UNE ASSOCIATION.**

**LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
VOUS AIDE
À LA GÉRER.**

Pour répondre aux besoins des dirigeants d'Associations, la Société Générale a conçu toute une gamme de produits et services spécifiques. Services qui faciliteront votre gestion. Services et placements pour faire fructifier vos disponibilités. Financements variés et compétitifs.

Pour une information plus complète sur tous ces produits, notre brochure "La Société Générale au service des Associations", est à votre disposition dans toutes les agences Société Générale. En créant une association, vous avez fait preuve de votre talent.

En vous aidant à la gérer, c'est notre talent que nous mettons à votre service.

Consultez les agences Société Générale, ou le service "Associations" - Direction du Réseau France.

Tél. : 40.98.37.72.

Stand B 512 Forum des Associations
M^{me} Denise Thorau

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

wf

● **L'ASSOCIATION VVF**

est la première chaîne associative de villages de vacances. Créée en 1959 à l'initiative de la Caisse des dépôts et d'institutions sociales, VVF s'est assigné trois missions : promouvoir un tourisme familial, favoriser un brassage des générations, participer à l'aménagement du territoire. Son développement se réalise avec un partenariat original qui réunit des collectivités locales et des organismes à finalités sociales, sportives et culturelles.

● **L'ENTREPRISE**

- gère plus de 60 000 lits pour 7 millions de journées-vacances par an et un chiffre d'affaires consolidé de 700 MF en 1988 ; elle reçoit 600 000 adhérents.
- VVF entretient un patrimoine immobilier de 7 milliards, généralement propriété des collectivités locales
- et rémunère 3 300 personnes chaque année.

● **LA GRIFFE VVF**

VVF, c'est un style d'accueil et un ensemble de services toujours plus variés, avec des sports et des loisirs, destinés aux enfants, aux adolescents, aux familles et aux retraités. VVF, c'est une chaîne de 135 villages dont 38 sont accessibles aux handicapés, en France (métropole et outre-mer). C'est aussi un service voyages, en France et à l'étranger.

Agences d'information à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Nancy, Nantes, Strasbourg, Toulouse.

Siège social : 33, avenue du Maine, 75755 PARIS Cedex 15

Tél. Paris : (1) 43-22-88-88

36-15 Militants

Le minitel deviendrait-il l'outil des grévistes de tout poil ? Mais beaucoup d'initiatives n'ont qu'une durée de vie éphémère.

La télématique a bientôt dix ans. Elle a connu les débuts des pionniers, les utopies de convivialité universelle, les détournements, le raz de marée commercial. Avec quatre millions de minitels installés, elle est plus que jamais un outil qui intéresse ou fascine les associations, les militants de tout poil, les syndicats comme les coordinations spontanées.

« Coordination Heims demande compte rendu aux négociations de ce matin. » « Les brûlés de Saint-Antoine se sont enflammés à 100 %. Aujourd'hui notre énergie reste intacte. » Sur les écrans du service Alter, les messages s'empilent. Comme les étudiants il y a deux ans, les coordinations d'entraînés ou d'aide-soignantes ont cet automne été parti du minitel pour à la fois s'organiser, débattre, et constituer une « mémoire » instantanée de leur mouvement. Elles ont dû dépasser le barrière psychologique qui entoure toute nouvelle technologie, et surmonter les craintes éternelles de récupération et de manipulation. Encore fallait-il disposer des moyens techniques. C'est l'association Altermatik qui les a mis à disposition. Démarrée il y a trois ans par un groupe qui mêle les ingénieurs en cravate et les barbues-sandales-chenilles maues, Altermatik veut être un « réseau de réseaux ». Aux douze associations

fondatrices peuvent s'ajouter tous ceux qui sont en accord avec sa constatation : « L'agitation de gènes identiques dans le même éprouvette les rend stériles. » Bref, Alter veut être « autre », favoriser les mélanges, bousculer les groupuscules. D'où un calendrier commun des manifestations prévues aussi bien par le Cadrém (rapports Nord-Sud) ou la Caraballa (Lazac) que par les Cigales (Club d'investisseurs « alternatifs »). D'où la préparation du « contre-sommet » mondial de 1988, TOES (The Other Economic Summit). D'où un éclatisme volontaire pour parler de la Kanaky ou des médecines douces.

Des échecs et des réussites

Les grandes associations n'ont pas attendu pour se doter de services télématiques, en complément de leurs médias traditionnels comme les journaux. Des Scouts de France (Scoutel) à une kyrielle de fédérations sportives, des motards en colère aux

suberges de jeunesse et aux syndicats, ils défrichent les petits écrans, qui pour annoncer ses réunions, qui pour recruter des adhérents, qui pour expliquer son action ou proposer ses services.

Mais, l'expérience l'a montré, aux dépens de nombreuses tentatives défuntes : un service télématique ne vit que si l'on s'en sert. Si la nécessité de consultation régulière ne s'impose pas, l'enthousiasme des néophytes a vite fait de mourir, au rythme des factures téléphoniques. Au-delà des moyens techniques, une mise à jour régulière, une réponse rapide aux questions posées par le biais des messageries, sont indispensables. Il faut donc à la fois une équipe d'animation... et des utilisateurs. Or les petites associations, à court d'argent pour s'équiper, noyées dans la masse des services commerciaux, ne peuvent guère espérer attirer leur public qu'en s'unissant. C'est la démarche d'Alter, qui croit aux fécondations croisées d'idées.

Même si l'idée de réunion des moyens avec accès unique est identique, Démocratie directe, qui ouvre ses écrans imoyennant un

droit d'hébergement) aux partis ou associations à coloration politique, adopte une structure plus formelle. Ici, pas de mélanges, les rubriques sont séparées : simplement, le choix est là, des Amibés franco-afghanes au Club de l'Horloge, en passant par l'UGICT (cadres CGT). A chaque consultant d'en profiter. Côté partis, l'ubiquité du minitel permet d'irriguer les régions, de coordonner les campagnes, de répondre aux questions des militants ou des curieux, d'enregistrer les adhésions.

Bien sûr, le minitel lui-même a généré une série d'associations comme Aatel. Mais on peut aussi créer les cinquante écrans de sa rubrique télématique de chez soi, avec un simple minitel. Clubtel, qui propose cette formule (avec partage des recettes si le trafic dépasse trente heures par mois), héberge aussi bien la Fédération des Eglises et communautés baptistes et charismatiques que le lycée d'Angoulême avec sa rubrique Holitel. Sur cette dernière, vous apprendrez tout sur le journal du lycée Holidays, sur les réunions du club histoire ou sur le passage de François Mitterrand au collège Saint-Paul entre 1924 et 1936... Chébran, non ?

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

★ Services cités : 36-15 Alter, Agir, Scoutel, Temo, Clubtel.

Les faux espoirs de l'aide à domicile

L'Union nationale des associations d'aide à domicile en milieu rural a cru pouvoir créer un nombre d'emplois significatif. Ses efforts n'ont pas été couronnés du succès escompté.

Le milieu rural dépeuple, faute d'habitants et de services. Sa population vieillit et ne trouve pas toujours les aides, notamment sociales, dont elle a besoin. Au moment où l'on cherche à trouver de nouveaux gisements d'emplois, il est tentant de mettre ces constats en relation, puis d'imaginer des dispositifs qui, tout à la fois, rendraient des services à des personnes, revitaliseraient des zones menacées d'assoupissement et provoqueraient un mouvement d'embauche.

Les différents facteurs ne s'enchaînent pas aussi facilement. L'Union nationale des associations d'aide à domicile en milieu rural (ADMR) (1), justement, en sait quelque chose, pour y avoir cru et ne pas récolter, aujourd'hui, tous les fruits qu'elle attendait. Les 72 associations intermédiaires qu'elle a créées, sur les 500 existant en France depuis que M. Philippe Séguin a lancé la formule, en apportent la démonstration avec leur bilan mitigé. Ses 1500 salariés à raison de vingt-cinq heures par semaine, ne représentent que 150 emplois en équivalent temps plein, après neuf mois d'existence. « Les résultats sont faibles, en comparaison de la demande pressentie, admettent M^{me} Marie-Aude Chizallet et Christiane Senicourt, respectivement chargées de la communication externe de l'ADMR, et responsable du programme. Nous sommes en face d'une demande qui ne s'exprime pas spontanément. »

Encore cette prise en charge dépend-elle du niveau de revenu des bénéficiaires. En deçà de 5 300 F par mois, par exemple, la personne âgée peut obtenir une aide ménagère sans rien déboursier. Entre 5 300 F et 5 900 F, l'un des organismes prend en charge la différence entre 43 F et 65 F de l'heure prescrite. Au-delà de 5 900 F, il n'intervient plus.

« Compte tenu de cette situation, nous ne pouvions aller plus loin, explique Christiane Senicourt. Il n'était pas possible pour nous de répondre à un besoin sans avoir les moyens de le faire. »

Or, ajoute Marie-Aude Chizallet, il y avait un marché, un manque, et, d'ailleurs, la demande ne faisait qu'augmenter chaque année d'environ 10 %.

On y répondait par des subventions, pour faire baisser le coût horaire d'utilisation, mais cela devenait de plus en plus difficile.

« Nous réfléchissons sur le moyen de sortir de cette impasse quand le produit association intermédiaire est arrivé, racontent les deux jeunes femmes. C'était enfin l'occasion. »

A priori, tout se présentait bien. L'association intermédiaire peut employer au SMIC horaire des chômeurs de longue durée,

même indemnisés par l'UNEDIC ou le régime de solidarité financé par l'Etat, et être exonérée des charges sociales, à condition de ne pas dépasser les deux cent trente-trois heures sur un trimestre et de ne pas entrer en concurrence avec les services privés.

A 42 F de l'heure, imaginait-on, une nouvelle clientèle allait pouvoir être servie, et des personnes déjà aidées pourraient avoir davantage recours à des services.

D'où la création, au début de 1987, d'associations intermédiaires dans 72 départements sous le nom de Domicile-services, d'un coût relativement peu élevé puisqu'elles s'appuient sur des structures déjà existantes. Par ce biais, l'ADMR escomptait proposer un nouveau type d'aide à domicile, certes moins qualifiée, qui permettrait le maintien chez elles de personnes âgées, améliorerait les conditions de vie à la campagne et créerait des emplois pour des auxiliaires à domicile.

« On sélectionne » ces salariées un peu particulières, reconnaît Christiane Senicourt, car il faut, dans ces situations, s'assurer de l'équilibre des personnes et d'un minimum de savoir-faire. « Souvent, en zone rurale, la femme n'est pas elle-même chômeuse. Elle est l'épouse d'un chômeur, n'a jamais travaillé et n'est pas inscrite à l'ANPE. » 20 % répondent à cette définition et 10 %, déjà, ont pu devenir des travailleuses familiales, cette fois directement employées par l'ADMR après avoir suivi une formation adaptée.

« Notre choix de nous lancer dans les associations intermédiaires était bien une décision idéologique, reprend Marie-Aude Chizallet. Cela répondait à notre objectif d'animation du milieu rural, et nous participions, en outre, à un effort national. » Dans les faits, une distorsion est

venue apparue, poursuit-elle, « entre ce que nous avons constaté et ce que nous pensions », faisant observer que « les pouvoirs publics ne savaient pas, eux non plus ».

Trop de gens qui pourraient être intéressés par Domicile-services imaginent toujours « ne pas avoir droit » à une aide ménagère. En réalité, le marché est étroit, puisqu'il ne concerne qu'une première frange, celle des personnes capables de payer 42 F de l'heure, « alors que le meilleur créneau est constitué de ceux qui ont droit à quelques heures subventionnées à 65 F, insuffisantes, et qui n'ont pas les moyens de payer les 42 F ».

Quelques exemples suffisent pour expliquer cela. A raison de trente heures par mois, c'est-à-dire d'une heure d'aide à domicile par jour, on fait du saupoudrage et cela est pourtant trop cher pour le bénéficiaire. Un système de garde de nuit, « où il y a des besoins », devient excessif. Même avec un forfait de 240 F pour douze heures de présence, cela revient à 7200 F par mois, et peu de gens peuvent s'offrir longtemps un tel luxe. Compte tenu des contraintes d'horaires imposées aux associations intermédiaires, il faudrait en outre un roulement de cinq salariés pendant trois mois pour assurer une telle garde. « Ce que les personnes âgées refusent, qui s'attachent et préfèrent avoir affaire à une seule personne. »

A ces difficultés, il faut ajouter une série d'obstacles qui tiennent aux préventions locales, aux réticences. « Il faut beaucoup informer, beaucoup expliquer avant d'implanter une association intermédiaire », notent les deux jeunes femmes, qui croient pourtant à l'intérêt de la formule. « Quand on pense que nous avons la connaissance du marché et le savoir-faire, on peut comprendre les ennuis des autres associations, qui n'ont pas notre histoire et nos moyens », ajoutent-elles. Avec 72 associations de ce type sur 500, le point de vue de l'ADMR compte en effet pour beaucoup, et ses difficultés ont plus que valeur d'exemple.

ALAIN LEBEAUE.

(1) ADMR, 184 A, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Tél. : (1) 42-49-10-20.

BANQUE LOUIS-DREYFUS

Une banque à taille humaine

La qualité du sur mesure

PARENTS, EDUCATEURS, ELUS...
L'ACEP, fédération des crèches parentales, organise un forum sur le thème :
L'ENFANT, UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Les 25 et 26 novembre, à la Cité universitaire internationale, 21, boulevard Jourdan - 75014.

Renseignements, inscription : ACEP. Tél. : 18(1)43-44-18-58.

Les contrats

Entreprendre Bas

Crédit Coopératif. U

Les contradictions du mouvement sportif

L'ACTUALITÉ vient parfois opportunément au secours de questions qui sembleraient a priori vouées à ne jamais atteindre les feux de la rampe. Ainsi le statut des dirigeants sportifs est-il régulièrement l'objet de débats, de colloques, de séminaires, voire de motions qui n'ont de résonance que dans le petit monde du sport.

Mais ce petit monde compte des milliers d'associations qui fonctionnent grâce au travail de bénévoles dont il a été calculé qu'il en coûterait plusieurs centaines de millions de francs par an au budget de l'Etat pour les remplacer par des agents publics. On est donc bien en face d'une question de structure, fondamentale, qui ne fait pourtant l'objet d'aucune grande discussion avec le public. Trop complexe ? Trop austère ? Il est plus « médiatique » de débattre de la composition d'une équipe de France de football à la veille d'un match décisif pour sa qualification à une Coupe du monde.

Cet exemple n'est pas innocent. Au moment où le thème du débat sur « le rôle, l'action et l'avenir des dirigeants sportifs » va avoir lieu, les « Bleus » ont une échéance difficile à négocier en Yougoslavie dans la perspective de la prochaine Coupe du monde en Italie. Mais ce rendez-vous va se passer dans un contexte qui permet de poser haut et fort la question du statut des dirigeants sportifs.

En substance, il s'agit de l'affaire Platini. Reprenons-la à sa source pour bien voir comment elle pourrait servir de fil conducteur au débat organisé par Forum 88, de 14 heures à 16 heures, le vendredi 18 novembre.

Comme toutes les fédérations sportives en France, celle de foot-

ball est une pyramide : à la base, environ deux millions de licenciés, adhérents d'environ cinq mille clubs qui sont réunis dans une vingtaine de ligues régionales constituant la Fédération. Celle-ci fonctionne comme une association loi de 1901 : une assemblée générale élit un comité directeur avec un président qui se trouve être le chef des quelque deux cent mille bénévoles opérant à tous les niveaux de la pyramide.

Bénévoles et service public

Le schéma serait simple s'il s'arrêtait là. Mais les fédérations sportives ont été investies par l'Etat d'une mission de service public. Sur la structure électorale s'est donc placée une structure para-publique de fonctionnement : l'administration des sports a mis à la disposition de la FFF une certaine de cadres techniques qui assurent des fonctions de formation ou de direction. Ces cadres techniques, désignés sous des initiales de CTR, CTD, EN ou DTN, sont dans une situation ambiguë : ils sont chargés d'appliquer les directives fédérales, mais sont dépendants administrativement de leur ministère d'origine.

Dans le cas de la Fédération de football, qui gère le premier sport en France, une telle structure implique, pour éviter les risques de dysfonctionnement, que la charpente associative puisse supporter les tuiles administratives. En clair, cela implique une permanence dans la fonction électorale comme dans la fonction administrative.

Cela a été le cas à la FFF lors de la présidence de Fernand Sastre. Fonctionnaire du ministère des finances, celui-ci avait été

« Le rôle, l'action et l'avenir des dirigeants sportifs » va faire l'objet d'un débat. Il pourrait être utilement éclairé par les remous qui ont récemment agité la Fédération française de football.

placé en détachement pour remplir cette fonction. Son successeur, Jean Fournet-Fayard, qui est PDG d'un laboratoire pharmaceutique à Lyon, ne s'est pas attribué la même disponibilité. Il partage donc son temps entre ses affaires et celles de la Fédération. Et cela n'a pas été sans conséquences sur la vie fédérale. En tout cas, l'homme qui aurait dû être la tête pensante de la FFF a été pris au dépourvu par la dégradation des résultats de l'équipe nationale au point que sa qualification pour la prochaine Coupe du monde en a paru menacée.

C'est dans ce contexte que Michel Platini est sorti du chapeau de Claude Bez, le président des Girondins de Bordeaux, comme un lapin du chapeau d'un prestidigitateur. L'opération, destinée en premier lieu à provoquer un choc avant le rendez-vous de Belgrade, est d'autant plus apprenue comme un tour de passe-passe que Canal Plus, la chaîne cryptée, dont Platini était le consultant, venait de payer plusieurs centaines de millions l'inscription de son nom sur les maillots de l'équipe de France.

Des intérêts considérables

Dans un premier temps, le projecteur s'est donc braqué sur l'ancien capitaine des « Bleus ». Puis il a glissé sur Claude Bez pour se fixer enfin sur le président de la FFF. Ou, plutôt, sur la fonction : la responsabilité d'une association déclarée, certes sans but lucratif, mais gérant en fait des sommes et des intérêts considérables, peut-elle être assumée à mi-temps ?

Involontairement, Jean Fournet-Fayard est devenu l'objet même du colloque de l'Union nationale des clubs universitaires (UNCU), ce que les élèves des grandes écoles de commerce appellent un « cas ». Du particulier on passe en effet facilement au général.

Deux millions de Français sont licenciés dans les quelques quatre-vingts principales fédérations sportives. Quel profil doit avoir le élu pour s'acquitter

de cette énorme responsabilité ? La dérive du système aboutit à mettre en place des hommes qui sont disponibles, c'est-à-dire des retraités ou des fonctionnaires. Les premiers n'ont plus forcément l'ambition et le dynamisme qui conviennent à une telle fonction. Les seconds peuvent avoir des difficultés à garder

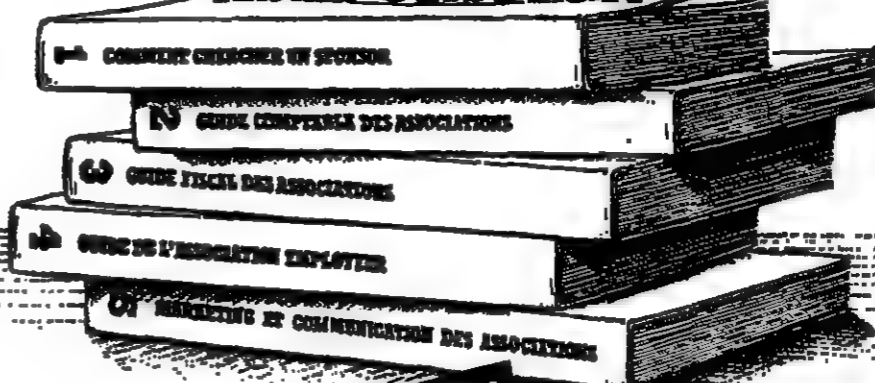
leur indépendance vis-à-vis d'une administration qu'ils peuvent être amenés à réintégrer ultérieurement.

Pour pallier ces inconvénients, le Comité national olympique a proposé, avant les Jeux de Séoul, que les pouvoirs publics dédommaient les fonctions présidentielles au prorata du nombre de licenciés de la fédération concernée. Cela permettrait à des hommes du secteur privé d'entrer dans la carrière des associations. Mais l'administration, qui tend de plus en plus à se désengager financièrement du sport, renâcle. C'est dire que le projet a été

« enterré ». Les difficultés de management du sport étant néanmoins de plus en plus aiguës, les tentatives de solutions radicales peuvent apparaître. D'aucuns remarquent qu'il n'y a pas de ministère des sports en Italie et que le sport ne s'en porte pas plus mal grâce aux recettes du Totocalcio (Loto sportif). Mais il s'agit surtout de savoir si dans la perspective du grand marché européen, où les instances sportives nationales seront mises en rude concurrence par leurs partenaires de la Communauté, le moment n'est pas venu de dénouer les contradictions du système français.

ALAIN GIRAUDO.

2000 PAGES DE SAVOIR FAIRE POUR DEVELOPPER VOTRE ASSOCIATION



- 1. COMMENT CHERCHER UN SPONSOR**
200 p., 170 F. Le mode d'emploi de financement de vos projets.
- 2. GUIDE COMPTABLE DES ASSOCIATIONS**
200 p., 170 F. Pour appliquer désormais le nouveau plan comptable dans votre gestion.
- 3. GUIDE FISCAL DES ASSOCIATIONS**
400 p., 260 F. Toutes les règles fiscales applicables à vos recettes et vos activités.

La collection des Guides Pratiques de JURIS-ASSOCIATIONS

- 4. GUIDE DE L'ASSOCIATION EMPLOYEUR**
400 p., 270 F. Comment employer et rémunérer vos collaborateurs occasionnels ou permanents.
- 5. MARKETING ET COMMUNICATION DES ASSOCIATIONS**
400 p., dans 96 de photos, 240 F. Le mode d'emploi des médias, l'outil de référence pour promouvoir votre image et développer vos réseaux.

Ces ouvrages, rédigés par des professionnels spécialisés des organismes sans but lucratif, sont disponibles :
• soit sur place lors du FORUM 88, deuxième forum national des services aux associations (18, 17, 18 novembre 1988, Porte de Versailles, hall 8, Paris) ;
• soit en librairie : à compter du 21 novembre 1988 ;
• soit par correspondance à JURIS-ASSOCIATIONS, 12, quai A. Lemaître, 69001 LYON (hors de port en sus = 12 F par ouvrage).
* Seul le guide "Marketing et Communication des Associations", à paraître début décembre 1988.

ASSOCIC SERVICES

LE RÉSEAU MULTISERVICES DES ASSOCIATIONS

LA RÉPONSE DE PROFESSIONNELS DE LA LOI 1901 A TOUS LES PROBLÈMES QUE RENCONTRENT LES ASSOCIATIONS SUR LE PLAN JURIDIQUE, FISCAL, EN MATIÈRE DE DROIT SOCIAL, COMPTABILITÉ OU COMMUNICATION. FAITES CONNAÎTRE VOTRE ASSOCIATION : 3615 code ASSOCIC.

ASSOCIC SERVICES vous offre une page écran pour présenter vos activités.

CONTACTEZ-NOUS ! ASSOCIC SERVICES

Association Loi 1901
96, rue de la Victoire
75009 PARIS
Tél. : 16 (1) 42-52-06-02
Président Jean GATEL

INFORMATIQUE et ASSOCIATIONS

SPM ORGANICO INFORMATIQUE

78 - 78 rue d'Haupoult 75019 Paris
Tél. 42.06.56.80.

Spécialiste de Publication Assistée par Ordinateur

Équipement, formation, travail à façon, impression, routage LIGA.

Gestion adhésifs, abonnis, traitement de texte, comptabilité, paye... DIXI

Dépouillement d'enquêtes

Matériel, Formation, Assistance TOUS LES PRODIGES DU MARCHÉ

Un partenaire complet présent au FORUM 88 Stand C321

Dictionnaire des associations et des mutuelles

2^e ÉDITION REVUE ET ENRICHIE

NOUVELLES ÉDITIONS "DODIV" 120 pages 88 F. 1988

Entreprendre Ensemble.

Le Crédit Coopératif est une banque coopérative. Avec lui, décider est plus facile.

Entreprendre Ensemble, c'est le projet commun aux hommes et aux femmes qui font du Crédit Coopératif un groupe bancaire complet, performant, diversifié, régionalisé.

Entreprendre Ensemble, c'est l'engagement quotidien de milliers d'organismes sans but lucratif, d'entreprises coopératives, de mutuelles, de collectivités territoriales qui concourent à faire de l'Économie Sociale un pôle de développement dynamique, innovateur, concret et humain.

Entreprendre Ensemble, c'est le métier du Crédit Coopératif, banque partenaire de ses sociétaires : ses clients. Grâce à des relations personnalisées, le Crédit Coopératif est la première banque des associations gestionnaires.

Crédit Coopératif. Une Banque, des Sociétaires.

Siège social, 33 rue des Trois-Fontaines, BP 211, 92002 Nanterre cedex. Forum des Associations : Stand B 412.

ACTUALITÉS SOCIALES HEBDOMADAIRES LA PRESSE DU SECTEUR SOCIAL

Informations sociales - Documentation juridique - Petites annonces - Publicité

Abonnement 48 n° - 270 F/an

A.S.H. 14, bd Montmartre
75009 Paris. Tél. : (1) 47-70-84-59
MINITEL 3615 CODE ASH

BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner avec votre règlement 270 F/an

AUX ACTUALITÉS SOCIALES HEBDOMADAIRES
14, BOULEVARD MONTMARTRE - 75009 PARIS

NOM
Adresse

Les pionniers de la réinsertion

(Suite de la page 33.)

De nombreuses expériences sont nées de la remise en cause d'une pratique existante (l'assistant, qui ne résout pas la situation à moyen terme; la conception scolaire de la formation, qui ne permet pas de surmonter les handicaps accumulés dès l'école). S'ensuivent une rupture de l'ancien et la naissance d'une nouvelle forme d'intervention: « Ces ruptures sont essentiellement le fait de certains professionnels ou militants du terrain. Elles s'articulent autour du rejet de la pratique assistancielle et de la nécessité impérieuse de trouver des réponses plus efficaces à un processus en extension. »

C'est ce mécanisme de rupture d'une pratique qui explique que l'idée soit pratiquement toujours le

fait d'un individu, note la Fonda. Pour aller de l'avant dans son projet, l'individu généralement trouve des alliés parmi ses pairs et au sein de son réseau de contacts individuels ou institutionnels.

Certains obtiennent rapidement des soutiens de la part des professionnels ou d'organismes de l'action sociale, mais beaucoup « construisent leurs actions pas à pas avec les moyens du bord et les bonnes volontés, avant d'accéder à une reconnaissance officielle, qui leur permet alors d'obtenir plus de moyens, quand ils ne disparaissent pas avant ».

Par déclics successifs

L'initiative peut se développer au sein de grandes associations existantes ou dans le cadre d'institutions de l'action sociale liées à l'Etat ou aux collectivités, ou, enfin, de façon complètement autonome grâce à des petits groupes d'individus. Mais, dans ce cas, il apparaît vite nécessaire de créer une association 1901 afin de se donner un cadre juridique. Le statut associatif est pratiquement obligatoire pour bénéficier de moyens financiers.

L'évolution de telles associations est rarement linéaire. Elle se fait plutôt par déclics successifs, par tâtonnements. Il arrive même parfois que les pratiques initiales soient changées radicalement en cours de route, quand les intervenants comprennent que la vraie attente n'était pas là où ils l'avaient pensée.

La Fonda, dans ses enquêtes, met en évidence une évolution parmi les bénéficiaires de ces actions d'insertion. Traditionnellement, les actions à caractère économique concernent de façon égale hommes et femmes, avec une majorité d'hommes en situation de dérive individuelle (foyer d'urgence pour personnes sans domicile) et un grand nombre de femmes étrangères exclues de la vie sociale par l'absence de communication et l'isolement.



PCSN

Les jeunes étaient nombreux (plus de la moitié ont moins de vingt-cinq ans), leur niveau de formation est extrêmement bas (fin de primaire, CAP), et ils cherchent un emploi. Leur situation professionnelle se caractérise par le passage dans des emplois précaires, et « une partie non négligeable étaient hors circuit administratif (non inscrits à l'ANPE ou sans couverture sociale) au moment de leur arrivée dans l'action ».

Du sentiment d'impuissance

Depuis quelque temps, on constate qu'il y a de plus en plus de femmes avec enfants, et même des familles entières, qui n'ont plus de logement. Et que les actions de formation ou d'emplois ponctuels accueillent de plus en plus d'adultes.

Le processus d'exclusion économique se fait de plus en plus profond; or cette forme d'exclusion est génératrice d'autres rejets. Elle entraîne par ailleurs le sentiment d'échec et d'impuissance, « qui empêchent toute possibilité d'agir sur sa vie... Tout cela fonctionne en cercle vicieux où chaque élément renforce l'ensemble ».

Les actions étudiées en région Rhône-Alpes par la Fonda montrent

que l'intervention en faveur des exclus est très spécialisée, tant par rapport à la localisation qu'au public et au support utilisé. Elles se caractérisent par la proximité (elles sont complètement insérées dans la réalité quotidienne et bénéficient en général de peu de moyens). Si ces groupes utilisent parfois des intervenants rémunérés, la Fonda note que plus du tiers des actions fonctionnent grâce à des intervenants non rémunérés et de toutes origines. Qu'ils soient rémunérés ou non, ce qui caractérise les « animateurs », c'est leur grand dévouement. Ils fournissent un temps de présence immense mais surinté « se sentent souvent confrontés (surtout les bénévoles) à des problèmes qui les dépassent ou qui ne devraient pas être de leur ressort ». Résultat, ils n'ont pas toujours le temps de prendre du recul pour réfléchir et analyser leur pratique.

Les partenaires des responsables de ces associations (administratifs, politiques, économiques) sont très peu présents au moment de l'élaboration du projet, mais interviennent souvent dans la phase de réalisation, ne serait-ce que par le financement. En fait, la plupart du temps les contacts se font grâce aux relations. C'est d'ailleurs l'avantage de ces actions « locales ».

« D'une façon générale, les intervenants cherchent à résoudre des

problèmes d'urgence, pour rompre le processus cumulatif d'exclusion et retrouver des conditions de vie normales sur le plan matériel (travail, revenus, logement), mais aussi psychologique (dignité, confiance en soi, respect...). Pour cela, les animateurs basent leur action sur la réhabilitation (un moyen de la création ou en prenant appui sur le savoir-faire des bénéficiaires), accordent une grande place à l'écoute et à la parole et, bien sûr, mettent sur pied tout ce qui peut aider à l'insertion professionnelle proprement dite (orientation, formation, mises à niveau, etc.).

d'utiliser d'autres relais associatifs ou institutionnels.

● Les clivages : La Fonda montre qu'il existe dans le milieu de l'action sociale des « filières » qui coexistent de façon parallèle et évitent de travailler en commun. « Les protagonistes sont très critiques quant aux pratiques des uns et des autres et tendent souvent à se démarquer les uns par rapport aux autres... Il faudrait se demander si on a les moyens actuellement de maintenir des « chasses gardées » dans ce domaine ». La fondation se demande également s'il ne serait pas possible de donner un soutien un peu plus actif aux associations qui travaillent dans l'optique d'une réinsertion. « Il semble urgent de se pencher sur les gaspillages d'énergie et surtout sur des régressions parfois irréversibles que de telles attitudes peuvent engendrer. »

Depuis quelques années, les professionnels du travail social se heurtent, d'une part, aux contradictions des pratiques enseignées et, d'autre part, à l'obligation de légitimer en permanence leur existence face à la société qui ne sait toujours pas donner à la dimension sociale et humaine sa juste place. Il faut écouter, regarder ce qui existe, expliquer la Fonda, et assurer des relais aux expériences entreprises. « Les interventions avec les exclus s'installeront dans la marge si elles ne sont pas reliées entre elles et articulées sur l'ensemble (...). Il est urgent de chercher ensemble des moyens concrets de faire sauter les clivages, de concilier les démarches, d'harmoniser et d'inventer des dispositifs qui ne soient pas que des « sous-statuts », de s'interroger sur l'approche la plus efficace et les outils les plus pertinents pour sortir de l'improvisation, pour la transformer en recherche. » Pour que ces actions en faveur de la réinsertion réussissent, il faut que chacun y mette du sien.

« La démocratie, conclut la Fonda, est menacée dans une société qui n'est pas capable d'intégrer des groupes entiers que son fonctionnement a créés. »

Trop de chasses gardées

L'enquête met en évidence un certain nombre de difficultés qu'il faudrait dépasser rapidement pour donner plus d'efficacité à ces interventions. Elles concernent :

● L'ampleur et la durée de la tâche : « Les interventions se font souvent trop tard, écrit la Fonda dans son étude. L'accumulation des handicaps est telle que la tâche est immense. Le processus de réinsertion exige de remonter pas à pas l'enchaînement des exclusions et demande de la durée. » Il faut que des étapes, des paliers soient respectés pour aller au rythme des personnes à aider. Mais, alors, le travail d'accompagnement ne peut se faire qu'individuellement, ce qui exige un suivi et une présence importante. Or on constate que les dispositifs existants sont souvent limités dans le temps, ne sont pas suffisamment souples et ne couvrent pas la totalité des besoins.

● L'absence de relais : « Face à l'ampleur de la tâche, des groupes agissent sur des moments ou des aspects particuliers du problème. Ils agissent trop souvent de façon atomisée, moins comme élément intégré d'un ensemble. » Quand une association constate un manque, une demande nouvelle, sa tendance est de répondre à ces besoins en renforçant sa propre structure plutôt que

Ch. Ch.

Edition 89
GUIDE ANNUAIRE
DES FONDATIONS
ET DES ASSOCIATIONS

500 pages
d'informations
et d'adresses

en souscription dès aujourd'hui
au prix de 500 F TTC.

FORUM NATIONAL DES
SERVICES AUX ASSOCIATIONS
Stand SA2 N°A321
16 au 18 Nov. 1988

SA2
94, rue Saint-Lazare - 75009 Paris
Tél. : (1) 42 85 08 73

partant du princ
qui républic jam
SOUS VOYONS ma
être dans tous

*Part de ma
Tarifs 89)

fonda

Participez avec la fonda et son comité Rhône-Alpes, au colloque

l'association, un défi aux exclusions ?
Bourg-en-Bresse, 19 novembre 1988

pour découvrir des initiatives locales d'insertion, se rencontrer, échanger... pour agir !

fonda
fondation pour la vie associative
18, rue de varenne 75007 paris
tél (1) 45.49.06.58

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Association bien gérée est vouée au succès.

Vous êtes gestionnaire d'une association. La Caisse d'Épargne Écureuil peut vous aider à la gérer, à la financer et à la développer comme une véritable entreprise.

Grâce à sa vocation et à son expérience du milieu associatif et de l'économie sociale, l'Ami Financier vous propose, en plus du compte-chèques Écureuil et de la Carte Bleue, plusieurs services réellement adaptés aux préoccupations spécifiques des associations dont :

- Le Livret A "Spécial Associations" : ses intérêts déduits et son plafond cinq fois supérieur à celui des particuliers permettent de rentabiliser les disponibilités temporaires.
- Les Crédits-Relais de l'Écureuil : ils couvrent des besoins momentanés de trésorerie en finançant sur courte durée et à un taux privilégié certains retards de recette.
- Les "Prêts Associations Écureuil" : ils financent le développement de votre association grâce aux possibilités de prêts à l'équipement et à l'investissement, à court, moyen et long terme.
- La gamme complète de placements : SICAV Associations, SICAV de trésorerie, SICAV long terme, FCP.

Avec l'Écureuil, votre association deviendra rapidement un succès. Demandez dès maintenant, à votre Caisse d'Épargne, la brochure de l'Ami Financier "Spécial Associations".

L'Ami Financier
Caisse d'Épargne Écureuil

ortion

Parfois, quel temps...
de l'actualité...
de la presse...
de l'information...
de la culture...
de la vie...
de la mort...
de l'existence...
de la souffrance...
de la joie...
de l'amour...
de la haine...
de la guerre...
de la paix...
de la liberté...
de l'esclavage...
de la mort...
de la vie...
de l'existence...
de la souffrance...
de la joie...
de l'amour...
de la haine...
de la guerre...
de la paix...
de la liberté...
de l'esclavage...

Les succès parés

Après un été...
de l'actualité...
de la presse...
de l'information...
de la culture...
de la vie...
de la mort...
de l'existence...
de la souffrance...
de la joie...
de l'amour...
de la haine...
de la guerre...
de la paix...
de la liberté...
de l'esclavage...
de la mort...
de la vie...
de l'existence...
de la souffrance...
de la joie...
de l'amour...
de la haine...
de la guerre...
de la paix...
de la liberté...
de l'esclavage...



Le succès...
de l'actualité...
de la presse...
de l'information...
de la culture...
de la vie...
de la mort...
de l'existence...
de la souffrance...
de la joie...
de l'amour...
de la haine...
de la guerre...
de la paix...
de la liberté...
de l'esclavage...
de la mort...
de la vie...
de l'existence...
de la souffrance...
de la joie...
de l'amour...
de la haine...
de la guerre...
de la paix...
de la liberté...
de l'esclavage...

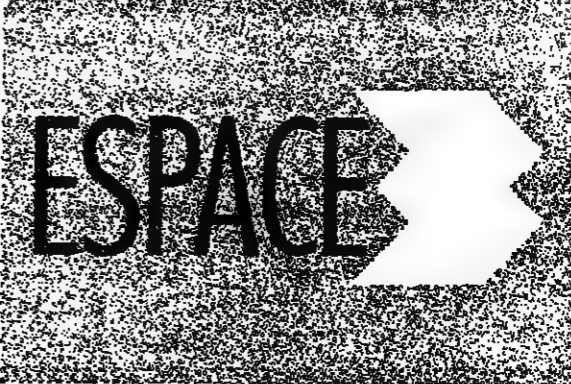
Financière...
Banque...
Investissement...
Capital...
Risque...
Opportunité...
Croissance...
Innovation...
Leadership...
Performance...
Efficacité...
Productivité...
Qualité...
Sécurité...
Stabilité...
Durabilité...
Flexibilité...
Adaptabilité...
Innovativité...
Dynamisme...
Proactivité...
Proactivité...
Proactivité...

Partant du principe qu'un média-planner est un homme d'image
qui n'oublie jamais les performances,
nous voyons mal ce qui pourrait nous empêcher aujourd'hui
d'être dans tous les plans.

*Part de marché: 13,8 %
Tarifs 89 Espace 3: -7,8 %



EGYPTEUR



*-7,8%: Moyenne arithmétique vs tarifs 1989
13,8%: Source Médiamétrie 55.000 - Quart d'heure moyen lundi-vendredi 19h00/22h30 - moyenne janvier-juin 1988. LA PUB QUI SAUTE AUX YEUX

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

ACHETER VENDRE LOUER

Si vous souffrez d'immotress, faites une cure à Minitel 36.15 code FNAIM ou téléphonez au 42.27.44.44

FNAIM La meilleure vue sur l'immobilier.

maisons de campagne

terrains

Région parisienne

VOUS PAYEZ AU MOINS 40 000 F D'IMPOTS N'EN PAYEZ PLUS

ALPES AU PIED DES PISTES 4 mn DE MEGÈVE PRAZ-SUR-ARLY 217.000 F

appartements achats

AGENCE FRANÇOIS FAURE 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

locations non meublées demandes

Paris

URGENT

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

propriétés

IMMO 106

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

fonds de commerce

Ventes

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

AGENCE ESPERON 45-67-95-17

recherche tous types de biens

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS Le Triangle: "small and smart"

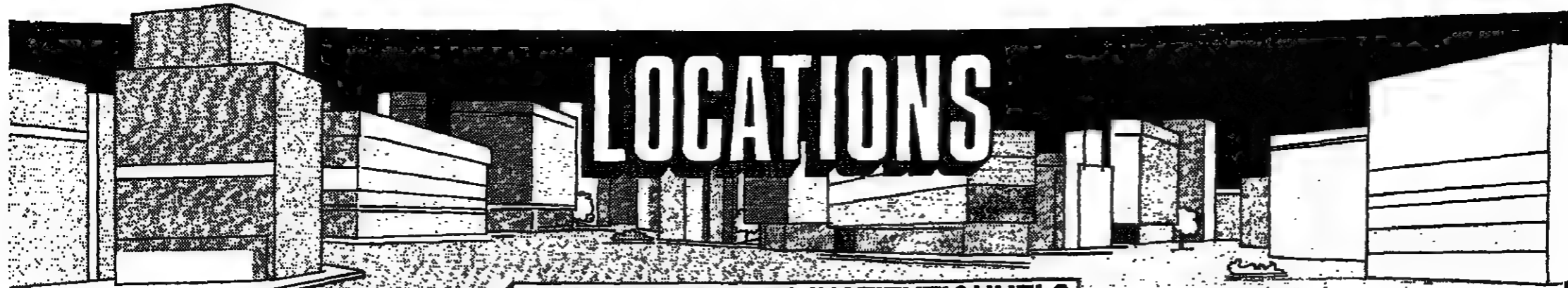
GROUPE ZAUBERMAN ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS

COURCHEVEL Courchevel 1550, au pied des pistes du domaine des 3 Vallées

COTE D'AZUR - FRANCE CAP BENAT

Spic Loisirs LE MEILLEUR EMPLACEMENT LE MEILLEUR PLACEMENT

VOUS VENDEZ... GROUPE OOI 45-63-11-88... GROUPE OOI 45-63-11-88... GROUPE OOI 45-63-11-88...



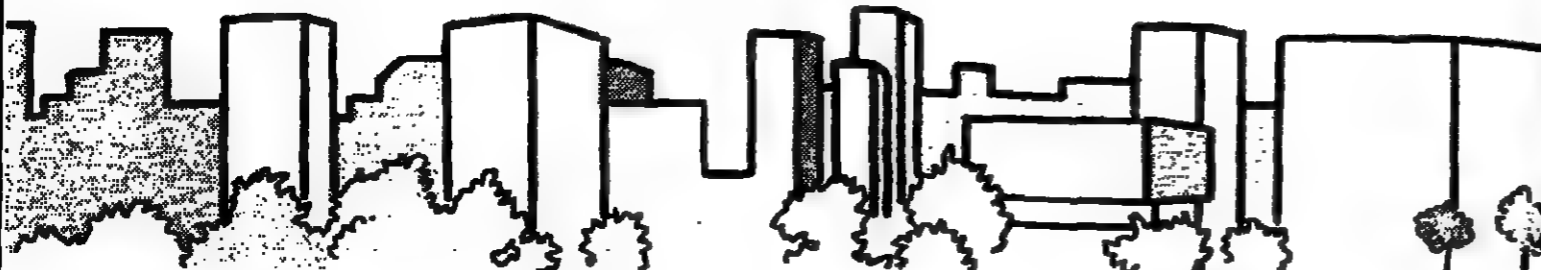
LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnie d'Assurances - Sociétés Immobilières - Cabinet de Représentation
 Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles, appartenant à des propriétaires institutionnels.

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations				
PARIS - 8^e ARRONDISSEMENT													
2 Pièces 45 m ² , 5 ^e étage	4 848 630		65-67, av. Charpe-Blysses AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	4 Pièces 108 m ²	4 886 400	OUI	Vernueil-sur-Seine 15, allée George-Sand SGI/CNP 47-42-17-61	Maison individuelle, libre de suite				
PARIS - 9^e ARRONDISSEMENT													
3 Pièces 80 m ² , 3 ^e étage	5 300 1 100	OUI	21, rue Vergniaud SAGGEL 47-42-44-44	M ^e Giacière Vis./r.v.	6 Pièces 116 m ² , 1 ^{er} étage	8 503 1 031	OUI	Versailles 93, avenue de Paris SAGGEL 46-08-80-36	Récant, stand, chauff. en plus Vis./r.v.				
PARIS - 12^e ARRONDISSEMENT													
3 Pièces 74 m ² , 5 ^e étage	4 450 895		107, rue de Reuilly PRÉBAIL 43-48-74-00	Libre de suite, grand balcon	3 Pièces 70 m ² , 2 ^e étage	4 613 908	OUI	Versailles 93, avenue de Paris SAGGEL 46-08-80-36	Récant, stand, Vis./r.v.				
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT													
5 Pièces 106 m ² , 4 ^e étage	10 485 1 020	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE	Imm. neuf, chff. électr., vis./place t.l.j. de 11 h à 19 h sauf mardi et dimanche	2 Pièces 54 m ² , 1 ^{er} étage	4 375 480	OUI	Versailles 93, avenue de Paris SAGGEL 46-08-80-36	Récant, stand, Vis./r.v.				
6 Pièces 130 m ² , 3 ^e étage	12 300 1 200	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE	Imm. neuf, chff. électr., vis./place t.l.j. de 11 h à 19 h sauf mardi et dimanche	5 Pièces 93 m ²	4 870 307	OUI	Villepreux 10, impasse de Champsoie SGI/CNP 47-42-17-61	Mets. indiv. avec chem. et jardin privatif, libre de suite				
4 Pièces 90 m ² , 4 ^e étage	8 405 820	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE	Imm. neuf, chff. électr., vis./place t.l.j. de 11 h à 19 h sauf mardi et dimanche	92 - HAUTS-DE-SEINE								
PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT													
4 Pièces 88 m ² , 1 ^{er} étage	6 600 800	OUI	86 bis, av. Jean-Moulin PRÉBAIL 45-40-55-86	Cave, imm. neuf	2 Pièces 52 m ² , 2 ^e étage	3 796 905	OUI	Boulogne 13, rue de l'Abreuvoir SGI/CNP 47-42-17-61	M ^e J.-Jaurès, libre de suite				
3 Pièces 74 m ² , 2 ^e étage	5 700 750	OUI	86 bis, av. Jean-Moulin PRÉBAIL 45-40-55-86	Cave, imm. neuf	Studio 58 m ² , 3 ^e étage	4 500 1 050	OUI	Boulogne 33-35, rue Anna-Jacquin, AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.				
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT													
3 Pièces 72 m ² , 5 ^e étage	5 918 990	OUI	45, rue d'Alger AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	5 Pièces 103 m ² , 5 ^e étage	8 750 825	OUI	Boulogne 82, av. du Gal-Lecterc PRÉBAIL 45-27-06-37	Balcons, immeuble neuf				
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT													
2-3 Pièces 70 m ² , 7 ^e étage	5 600 1 020		135, av. de Versailles SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.v.	3 Pièces 102 m ² , 2 ^e étage	9 100 2 150	OUI	Boulogne 33-35, rue Anna-Jacquin AGF 42-44-00-44	Face Neuilly Vis./r.v.				
3 Pièces 99 m ² , r.-de-ch.	6 450 1 300		135, av. de Versailles SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.v.	3 Pièces 76 m ² , 20 ^e étage	3 900 1 400		Courbevoie 1, square Vivaldi SAGGEL 47-78-15-85	Face Neuilly Vis./r.v.				
4 Pièces 138 m ² , 3 ^e étage	10 800 2 052	OUI	4, rue Nungesser-et-Coll SGI/CNP 47-42-17-61	Prox. Roland-Garros, Parc des Princes M ^e Pte-d'Aunel	4 Pièces 91 m ² , 1 ^{er} étage	4 300 1 600		Courbevoie 1, square Vivaldi SAGGEL 47-78-15-85	Face Neuilly Vis./r.v.				
PARIS - 20^e ARRONDISSEMENT													
5 Pièces 117 m ² , r.-de-ch.	7 220 1 820	OUI	19-21, rue d'Annam AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	2 Pièces 44 m ² , r.-de-ch.	3 300 300	OUI	Courbevoie 13, place Charrae AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.				
3 Pièces 74 m ² , 5 ^e étage	4 550 1 151	OUI	32, rue des Grands-Champs SGI/CNP 47-42-17-61	M ^e Nacion libre de suite	2 Pièces 61 m ² , 2 ^e étage	5 500 810		Neuilly 11, bd Victor-Hugo AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.				
78 - YVELINES													
4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	2 970 1 134	OUI	Guyencourt 2, rue de la Liberté SGI/CNP 47-42-17-61	Duplex, à 5 mn de la gare de St-Quentin et nouveau centre commercial	4 Pièces 82 m ² , 2 ^e étage	4 950 820	OUI	Puteaux 1, rue Volta AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.				
3 Pièces 70 m ² , 3 ^e étage	4 985 500	OUI	Le Chesnay 84, av. Dutartre GFF 38-55-45-40	Terrasse, balcon, tél. R.V. de 15 h à 18 h, prox. c. coll., ch. élec.	2 Pièces 57 m ² , 11 ^e étage	3 000 622	OUI	Puteaux 14, rue Paul-Lefargue GFF 47-67-00-17	Tél. pour R.V. de 18 h à 19 h, ch. base plus appoint Vis./r.v.				
4-5 Pièces 99 m ² , 2 ^e étage	4 880 785	OUI	Le Mesnil-Saint-Denis 5, rue E.-Picard GFF 48-02-38-66	S./place le sarn. de 11 h à 13 h et 15 h à 18 h, duplex, ch. élec.	3 Pièces 78 m ² , 14 ^e étage	5 050 1 250	OUI	Puteaux 12, square Léon-Blum AGF 42-44-00-44	Chauff. collect.				
6 Pièces 132 m ²	7 804 482	OUI	Notre-Dame 86, av. Georges-Suffron SGI/CNP 47-42-17-61	Pavillon avec cheminée et jardin privatif, libre de suite	5 Pièces 101 m ² , 4 ^e étage	8 250 685	OUI	Saint-Cloud 6, rue de la Libération SAGGEL 48-08-80-36	Vue sur Seine, chauffage en plus Vis./r.v.				
4 Pièces 81 m ² , 2 ^e étage	3 078 1 072		Poisey 7, av. des Ursulines SGI/CNP 47-42-17-61	SNCF, gare Saint-Lazare	3 Pièces 72 m ² , 1 ^{er} étage	5 650 680	OUI	Saint-Cloud 2, square Ste-Clothilde AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.				
93 - SAINT-DENIS													
94 - VAL-DE-MARNE													
4 Pièces 82 m ² , 1 ^{er} étage										3 700 590	OUI	Neuilly-sur-Marne 28, av. François-Mauriac PRÉBAIL 43-48-74-00	Imm. récent, RER à proximité
3 Pièces 70 m ² , 4 ^e étage										4 163 620	OUI	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL 47-42-44-44	Centre ville, RER, Vis./r.v.

Sachant qu'un an
estible aux prob
ous pensons être

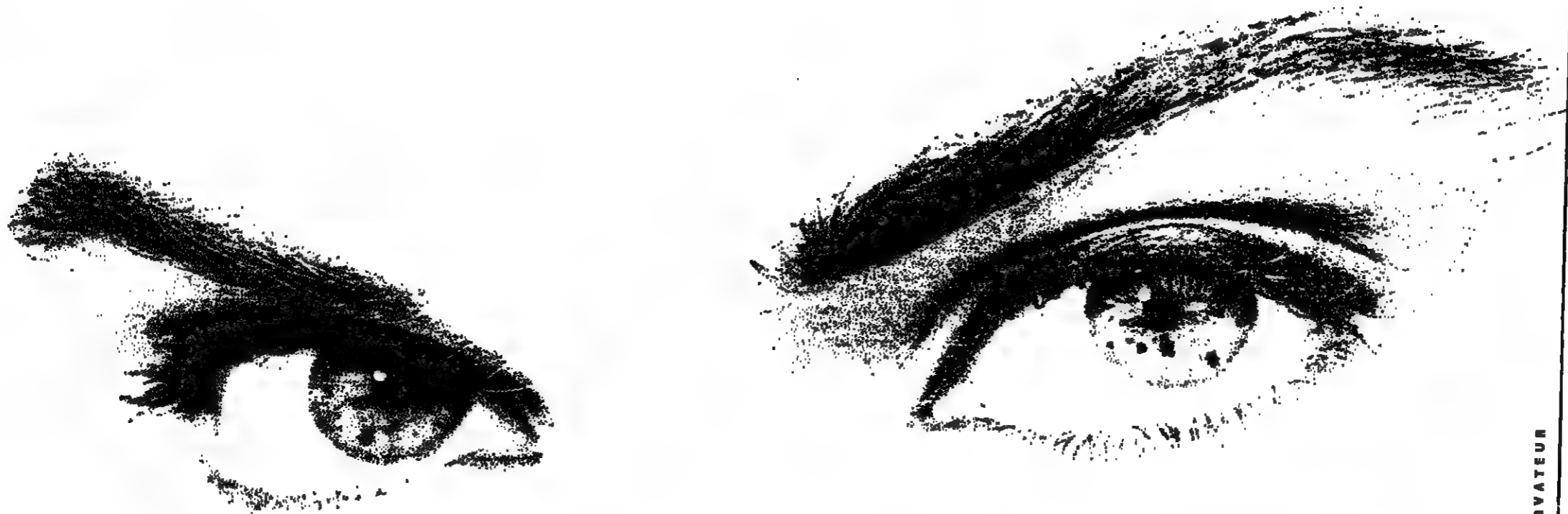
*Part de ma
Tarifs 89 1 51



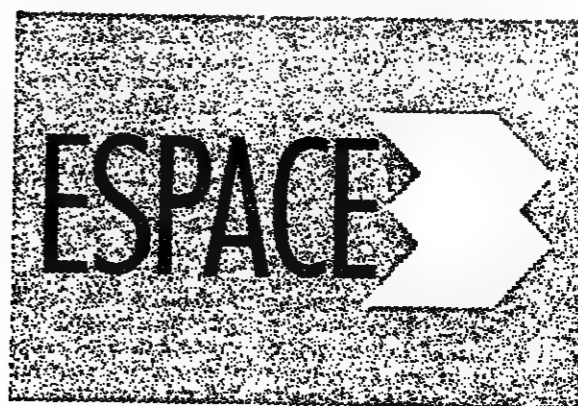
Av. Georges-Pompidou,
dans le nouveau quartier
de Suresnes-Puteaux

Sachant qu'un annonceur est un homme d'argent extrêmement sensible aux problèmes d'impact, nous pensons être aujourd'hui particulièrement bien placés pour le séduire.

*Part de marché: 13,8 %
Tarifs 89 Espace 3: -7,8 %



EGVATEUR



*-7,8%: Moyenne arithmétique vs tarifs 1989
13,8%: Source Médiamétrie 55.000 - Quart d'heure moyen lundi-vendredi 19h00/22h30 - moyenne janvier-juin 1988.

LA PUB QUI SAUTE AUX YEUX



Tout baigne dans l'huile. Et si les taux glissaient ?

Dans un monde où les taux d'intérêt sont volatils, le risque est là. Du jour au lendemain, une affaire prospère, une entreprise dynamique, peuvent devenir fragiles ou déficitaires à cause d'une politique de taux d'intérêt inadaptée.


Ce risque, NatWest peut vous aider à le neutraliser. Nos trésoriers, en liaison avec le Directeur de Compte qui sera votre contact personnel, peuvent vous aider à trouver la stratégie de taux la mieux adaptée.

Peut-être devriez-vous passer d'un taux fixe à un taux flottant - ou l'inverse. Peut-être devriez-vous déterminer aujourd'hui, pour l'avenir, un taux favorable.

Nous trouverons ensemble la solution qui vous donnera le plein bénéfice des mouvements positifs en limitant au minimum les variations de taux qui pourraient pénaliser votre société.

Swaps, FRA, Cap, Floor: ces produits nous sont familiers. Notre expérience des marchés internationaux sera un atout pour votre société.

NatWest, un groupe bancaire représentant plus de 850 milliards de francs d'actifs, une présence dans 36 pays, un rating AAA, l'un des tout premiers noms de la finance internationale.

NatWest  The Action Bank
La Maîtrise du Risque

Contacteur: International Westminster Bank PLC, 18, place Vendôme 75001 Paris. Tél. (1) 42 60 37 40. Télex: 210393 - Australie 177326 - Bahamas NS20111 - Bahrain 8559 - Belgique 21208 - Brésil 2180051 - Canada 06-22572 - Corée du Sud K33 282 - Espagne 23572 - Grèce 216673 - Hong Kong 61672 - Irlande 25166 - Italie 320663 - Japon 28292 - Malaisie 33044 - Mexique 17 71 786 - Monaco 489588 - Nouvelle-Zélande NZ3903 - Pays-Bas 50641 - République Fédérale Allemande 416500 - Royaume-Uni 885361 - Singapour 28491 - Suède 15050 - Suisse 812186 - URSS 413258 - USA 233563

Économie

ÉTRANGER

Préparation de la réunion
« à mi-parcours » de l'Uruguay Round

La CEE entend résister aux pressions américaines sur l'agriculture

La Communauté européenne manifeste l'intention de résister à l'offensive que les États-Unis et leurs alliés au GATT (1) comptent déclencher contre la politique agricole commune (PAC) lors de la session ministérielle « à mi-parcours » de l'Uruguay Round qui se tiendra du 5 au 9 décembre à Montréal. C'est ce qui ressort de la recommandation approuvée mardi 15 novembre par les ministres de l'Agriculture des Douze. Ce document est destiné aux ministres des affaires étrangères de la CEE, qui doivent à leur tour délibérer lundi 21 novembre sur l'attitude à adopter par la Communauté à Montréal.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les Douze, qui réaffirment des arguments déjà connus dont la principale caractéristique est d'avoir déjà, tous été plus ou moins explicitement rejetés par les États-Unis, rappellent que la réunion de Montréal a toujours été conçue comme « une étape intermédiaire » destinée non pas à prendre des décisions mais à dresser un premier bilan du cycle des négociations commerciales multilatérales (NCM) lancé en septembre 1986 à Punta-del-Este et à s'entendre sur les orientations à retenir pour la deuxième phase des pourparlers. En outre, la déclaration approuvée à Punta-del-Este consacrait sans ambiguïté le caractère global de la négociation. Les NCM portent sur l'assimilation des politiques agricoles mais aussi sur l'adoption de règles visant à favoriser les échanges de services ou encore le renforcement de la protection intellectuelle.

Il n'y a aucune raison, expliquent les Douze, de progresser plus vite sur l'agriculture que sur les services. En théorie, le point de vue ainsi exprimé est irréfutable. La CEE a les cartes en sa faveur. Mais les États-Unis proclament avec force leur intention d'obtenir des résultats dès Montréal, autrement dit une réduction des subventions (les fameuses restitutions) que les Européens accordent à leurs producteurs pour exporter leurs excédents agricoles.

Or, sur le fond, les Douze, brochant sur le thème « on a déjà donné », ne semblent pas prêts à faire grand-chose dans l'immédiat. La Communauté distingue des mesures à court terme dont l'objet serait de raffermir les cours des produits agricoles et des mesures à plus long terme qui viseraient un assainissement en profondeur. Les mesures à court terme devraient se traduire par le gel du soutien accordé aux agriculteurs, puis par une réduction de ce même soutien, d'une ampleur à définir au cours de la négociation. Réduire le soutien signifie baisser les prix, diminuer les subventions ou les aides à la production.

Positions inconciliables

La Communauté, ayant déjà réduit ses prix agricoles au cours des dernières années pour lutter contre la surproduction, s'estime par avance quitte de l'effort d'assainissement à court terme qui serait demandé à Montréal. En revanche, les autres pays producteurs, tels les États-Unis, le Canada ou l'Australie, qui sont supposés ne rien avoir fait, devraient, eux, procéder sans attendre à une première réduction du soutien accordé à leurs agriculteurs. La formule n'a aucune chance d'être adoptée par Washington ou Ottawa. Au reste, les États-Unis n'ont, jusqu'ici, jamais voulu admettre que la politique de rigueur mise en œuvre par la CEE depuis 1984 devrait être prise en compte au moment d'évaluer les sacrifices à consentir par chacun pour remettre sur pied l'agriculture mondiale.

Pour le long terme, la Communauté, qui rejette catégoriquement le projet américain d'une élimination complète des subventions à l'agriculture d'ici dix ans, parle d'« une réduction du soutien ayant un impact significatif sur le commerce international des produits agricoles couplée avec l'adaptation de la protection... » et plus loin d'« engagements équilibrés de tous les partenaires de la négociation au GATT ».

La réunion de Montréal ne se présente pas sous les meilleurs auspices. Il n'y a pas lieu, a priori, de douter de la cohésion affichée par la CEE, même s'il est clairement apparu au cours de la discussion de lundi que les Britanniques et les Néerlandais seraient partisans d'un peu plus de souplesse à l'égard des thèses améri-

aines. Mais la position des États-Unis n'est absolument pas compatible avec celle de la Communauté et l'on ne distingue même pas, sous peine pour l'un ou l'autre des partenaires de se déjuger, de vrais possibilités de compromis. La visite que feront les 18 et 19 novembre à Bruxelles MM. Richard Lyng et Clayton Yeutter, respectivement ministre de l'Agriculture et représentant spécial du président Reagan pour les négociations commerciales, n'en prend que plus d'intérêt.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) GATT : accord qui régit le commerce international.

BRUXELLES
de notre correspondant

Manifestation des policiers le mercredi 16 novembre dans les rues de Bruxelles, prévue de grève lancée par les gardiens de prison, mobilisation des infirmières, débrayages dans certains bureaux de poste, inquiétude des enseignants... Les fonctionnaires belges se mobilisent. Les deux principaux syndicats, la FGTB socialiste, et la CSC chrétienne ont décidé ainsi en commun d'un plan d'action qui devrait débuter le 26 novembre par le lancement d'une série de manifestations régionales et se terminer le 6 décembre par une manifestation nationale qui regrouperait à Bruxelles les agents des services publics de toutes les régions du royaume.

Au départ de cette grève : l'accroissement, ces dernières années, des différences de salaires entre le privé et le public. La Belgique en effet subit depuis déjà longtemps une politique d'austérité classique. Ainsi les barèmes des salaires dans la fonction publique n'ont pas été modifiés depuis 1974, les fonctionnaires se contentent des augmentations salariales entrainées par la hausse des prix. Si, dans le secteur privé aussi, les salaires ont été bloqués pendant longtemps du fait de l'application de la loi sur les permis sociaux, ce blocage a, dans bien des cas été compensé par des avantages indirects. De plus, depuis 1986, compte

tenu de la haute marche de l'économie du royaume, les salaires privés ont été substantiellement augmentés dans les secteurs les plus dynamiques.

Cette différence entre les rémunérations des secteurs public et privé est donc à la base des négociations entre l'Etat et les syndicats de fonctionnaires. Si les deux parties n'acceptent pas, pas encore, de donner le moindre chiffre, les experts s'accordent à dire que les salaires privés sont maintenant supérieurs d'au moins 10 % à ceux du public.

En fait, le gouvernement et les syndicats semblent décidés à trouver un accord assez rapidement. Le gouvernement, composé des sociaux-chrétiens et des socialistes, craint un dérapage « à la française » des mouvements spontanés qui se déclenchent depuis le rentrée. Quant aux syndicats, ils redoutent aussi un bouillonnement de la base et le développement d'actions strictement corporatistes. Les deux plus importants syndicats, qui sont liés aux principales formations au pouvoir ont donc déstabilisé la hache de guerre mais ne semblent pas disposés à s'en servir rapidement. Le premier ministre, M. Martens, qui voudrait avoir de nouveaux contacts avec les syndicats cette semaine, a ainsi déclaré : « Nous devons tenter de concilier les exigences matérielles avec les objectifs d'assainissement du gouvernement. »

OSÉ-ALAIN FRALON.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Générale d'Électricité

**CGE
COTÉE
EN SUÈDE**

L'action de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) est admise depuis le 15 novembre 1988 à la cotation officielle à la Bourse de Stockholm.

Outre Paris, CGE est ainsi désormais cotée sur huit

places financières européennes : Francfort, Anvers et Bruxelles, Amsterdam, Stockholm, Bâle, Genève et Zurich.

LA CGE EN DIRECT :

• MINITEL : 38.15 code CGE
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



RÉPUBLIQUE DU MALI MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE OFFICE DU NIGER

AVIS DE PRÉQUALIFICATION DES ENTREPRISES

- 1) L'Office du Niger va lancer un appel d'offres restreint pour réhabilitation (1^{re} tranche) du barrage de Markala, sur le fleuve Niger.
- 2) Les travaux portent principalement sur :
 - La remise en état des 3 chariots de manoeuvre des hausses, type Aubert, du barrage.
 - La réfection complète de l'installation électrique du barrage, la remise en état des 8 batardeaux de hausses du barrage et la fourniture de 5 batardeaux neufs.
 - La remise en état des éléments de batardeaux de l'écluse.
 - L'examen et le relevé des structures du barrage et le relevé bathymétrique du lit en aval par plongeurs spécialisés.
 - Les sondages de vérification de la fondation du barrage.
- 3) Un dossier de préqualification peut être retiré auprès de l'Office du Niger, Direction générale, Ségou - République du Mali, ou de Sogreah ingénieurs conseils, 6, rue de Lorraine, 38130 Echirrolles - France.
- 4) La candidature des constructeurs intéressés devra être présentée sous pli cacheté avant le 31 décembre 1988, à 15 heures, à l'Office du Niger - Direction générale, Ségou - République du Mali, contre remise d'un accusé de réception.
- 5) Financés par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, et la République fédérale d'Allemagne (Fonds spécial Afrique), les travaux sont l'objet d'un appel d'offres limité aux entreprises des pays membres et de ladite banque, de la Suisse, de Taïwan et de la Chine.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

LES 2 JOURS DU CANAPÉ

18 et 19 Novembre

Vente exceptionnelle de collection italienne de canapés et fauteuils contemporains et classiques en cuir ou en tissu, raffinés, colorés et créatifs. Tous les modèles sont disponibles. Venez vite pour avoir le choix...

Canapé 3 places velours de lin Lolive	13.520F	Canapé 2 places entièrement déhouvable	2.400F
Canapé 3 places cuir pleine fleur aniline L2400T	9.900F	Canapé 2 places cuir pleine fleur aniline	13.400F

Entrepôt du canapé : 26, rue des 7 Arpents - 83310 La Pré-Saint-Gervais, Porte de l'Artin - TEL : 46.44.83.81. Ouvert de 10 H à 19 H - Métro Hoche

INOUI, LE 17 NOVEMBRE 1963 A 9 HEURES INNO RECEVIT LE PREMIER A PARIS LE BEAUJOLAIS PRIMEUR.

A consommer avec modération.

Avoir eu le primeur du beaujolais nouveau, il y a 25 ans, c'était déjà inouï. Pouvoir apprécier, aujourd'hui, du beaujolais nouveau comme il y a 25 ans, c'est l'inouï d'Inno. Les 25 années de complicité avec notre expéditeur, monsieur Chandesais, c'est la garantie d'une qualité renouvelée au fil des ans.

Fidèle à la tradition, notre beaujolais primeur est présenté dans une bouteille aux formes anciennes avec l'étiquette d'origine.

A partir du 17 novembre vous trouverez notre cuvée spéciale au prix de 15 F la bouteille de 75 cl.

AUJOURD'HUI JOUR POUR JOUR 25 ANS APRES, INNO PRESENTE LE BEAUJOLAIS PRIMEUR.

AUXERRE - MONTPELLIER POLYGONE - RENNES COLOMBIA - MONT-PARNASSE - NATION - PASSY.

INNO C'EST INOUI

Marchés financiers

BOURSE DU 16 NOVEMBRE

Main financial table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections like 'Règlement mensuel' and 'Cours relevés à 14h55'.

Comptant (réaction) / SICAV (réaction) / 15/11

Table of market movements for 'Comptant' and 'SICAV' sections, listing various securities and their performance.

Table titled 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' showing exchange rates and gold market data.

Table titled 'Hors-cote' listing securities not included in the main market index.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE - Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Vertical text on the left margin, possibly a sidebar or advertisement.

désast

Vertical text at the bottom left margin.

Vertical text on the right margin, possibly a sidebar or advertisement.

